



Synthèse des activités

2003 - 2004 - 2005

Le CERISIS-UCL travaille notamment dans le cadre de l'Objectif 1 Hainaut, avec le Fonds social européen, la Région wallonne, la Communauté Wallonie-Bruxelles, la Politique Scientifique Fédérale, l'Union Européenne et les actions de recherche de l'UCL.

Table des matières

Introduction.....	3
1. <i>Les objectifs du CERISIS</i>	3
2. <i>Orientations du travail du CERISIS.....</i>	3
Premier domaine	7
Enseignement	
1. <i>Les recherches.....</i>	9
2. <i>Les apports sociaux et pédagogiques.....</i>	21
3. <i>Les partenariats</i>	23
4. <i>Publications, communications.....</i>	25
5. <i>Direction de thèses, de mémoires, encadrement de stages</i>	35
6. <i>Autres activités au sein de l'UCL.....</i>	36
Deuxième domaine.....	37
Insertion durable	
1. <i>Présentation des travaux scientifiques.....</i>	39
2. <i>Apports sociaux et pédagogiques</i>	47
3. <i>Partenariat</i>	49
4. <i>Publications, communications.....</i>	50
5. <i>Direction de thèses, de mémoires, encadrement de stages</i>	60
6. <i>Autres activités au sein de l'UCL.....</i>	61
Troisième domaine.....	63
Economie sociale	
1. <i>Analyse socio-économique du champ des services de proximité</i>	65
2. <i>Analyse de la performance des entreprises sociales</i>	73
3. <i>Analyse des modalités des partenariats des initiatives de développement local et de quartier.....</i>	76
4. <i>Analyse de l'économie sociale et populaire au Sud</i>	79
5. <i>Publications, communications.....</i>	80
6. <i>Direction de thèses</i>	89
Présentation de l'équipe CERISIS.....	91
Publications	93
Renseignements pratiques.....	96

INTRODUCTION

Le CERISIS-UCL Objectifs et orientations

1. Les objectifs du CERISIS

En 1995, l'Université Catholique de Louvain a mis en place, pour le long terme, un centre de recherche interdisciplinaire en sciences humaines. Ce centre fut installé en Hainaut, région confrontée à des difficultés économiques, sociales et culturelles majeures mais fortement orientée vers son développement.

Vu cette implantation, le CERISIS s'est donné pour but l'analyse scientifique, d'une part, des mécanismes qui participent au maintien des diverses inégalités entre les groupes et les individus et, d'autre part, des processus qui sont susceptibles de surmonter ces situations. Il s'agit donc de produire des connaissances scientifiques pouvant contribuer, au travers d'une éthique liée à la justice sociale, au développement d'une société porteuse de cohésion et de solidarité.

2. Orientations du travail du CERISIS

2.1. Savoir scientifique et pertinence sociale

La mise en œuvre d'une articulation entre pertinence scientifique et éthique sociale demande, dans le déroulement d'une recherche, de travailler à partir de plusieurs points de repère. Voici comment le Cerisis tente de construire le lien entre ces deux registres.

- La première étape concerne le choix et la définition de son objet. Ce choix s'opère, d'une part, par référence aux demandes des commanditaires de la recherche (sources de financement) et aux questions et expériences des acteurs de terrain. D'autre part, il intègre les acquis scientifiques en la matière

notamment en structurant la problématique théorique et le modèle de recherche. Cette étape montre combien les liens entre demande sociale et démarche scientifique peuvent être étroits. C'est là que les orientations éthiques prennent place, qu'elles sont susceptibles de fournir à la recherche une pertinence sociale.

- Une fois l'objet de recherche construit, sa réalisation s'opère au travers d'une succession d'outils épistémologiques, méthodologiques et techniques. Le cadre d'analyse est élaboré, l'échantillon est construit, le recueil de données opéré et les résultats sont analysés. Cette étape ne peut se développer qu'à l'intérieur d'un cadre qui lui garantisse une autonomie maximale, où les biais (c'est-à-dire, le fait d'observer ce qu'on voudrait et non ce qui est) sont identifiés et réduits. C'est pourquoi, la dissociation du scientifique et de l'acteur du terrain ou du politique est indispensable afin de se tenir à distance des demandes de justification et des enjeux de légitimation. Plus l'enjeu est important dans l'agenda social et politique des acteurs concernés, plus l'autonomie du travail scientifique et le rapport libre et rationnel de la science à son « sujet-objet » seront nécessaires.
- Mais si l'autonomie des chercheurs est une condition indispensable dans la phase centrale de la recherche, elle perd de sa puissance lorsque les résultats sont, dans une troisième étape, restitués dans le champ de l'action. En effet, les paramètres maîtrisés dans une recherche sont très limités par rapport à l'ensemble des paramètres à prendre en compte soit pour comprendre la totalité d'une action sociale, soit pour effectuer des choix liés à l'action. Il peut être utile de discuter et d'élaborer avec les acteurs des grilles d'analyse leur permettant d'évaluer et de critiquer les effets de leurs actions et ce, pour qu'ils puissent élaborer leurs choix en bénéficiant de cet éclairage. Il peut être utile également qu'une recherche soit suivie de recommandations mais la relation entre les résultats de la recherche et les recommandations n'a pas le statut de démonstration et de légitimité scientifique.

2.2 Les domaines de travail

Avec une équipe constituée d'économistes, de psychologues sociaux et de sociologues, le CERISIS s'investit dans trois domaines de recherche.

- Premier domaine : les questions liées à l'enseignement. Les problématiques portent sur la régulation des espaces locaux, sur la production des inégalités et leurs conséquences, sur les transformations des modèles pédagogiques concernant les pratiques et les rôles des enseignants, des élèves, des parents. Chaque problématique est appréhendée dans un contexte en profond changement.
- Deuxième domaine : les questions liées à l'insertion sociale et professionnelle. L'analyse est centrée sur les processus de construction de l'identité sociale valorisée ou dévalorisée par rapport à divers contextes. Les terrains qui font l'objet d'études concernent notamment les processus de formation, les mécanismes liés à la primo insertion professionnelle de jeunes peu qualifiés,

PREMIER DOMAINE

Enseignement

Sommaire

1. Les recherches	9
1.1. Inégalités et ségrégations.....	9
1.2. Interdépendances entre établissements et régulation	12
1.3. Transformation du métier d'enseignant	15
1.4. Enseignement qualifiant et trajectoires post-scolaires.....	18
1.5. Connaissances et décision politique.....	19
2. Les apports sociaux et pédagogiques	21
2.1. Apports sociaux	21
2.2. Apports pédagogiques.....	22
3. Les partenariats	23
3.1. Avec des acteurs	23
3.2. Avec des scientifiques	23
4. Publications, communications	25
5. Direction de thèses, de mémoires, encadrement de stages.....	35
6. Autres activités au sein de l'UCL.....	36

L'équipe enseignement du Cerisis, dont le champ privilégié est l'enseignement fondamental et secondaire, se donne comme mission de contribuer à l'accumulation des connaissances scientifiques et d'éclairer les choix des décideurs. Elle vise également à être pertinente pour les acteurs locaux. C'est pourquoi les recherches ont également pour ambition de proposer aux acteurs de nouvelles grilles de lectures des situations qu'ils jugent préoccupantes ou en changement.

Au cours de ses dix années d'existence, l'équipe enseignement a évolué. Implantée en Hainaut, elle a d'abord gagné la confiance des acteurs de cette province et, sur la base des recherches menées sur ce terrain, a acquis une réputation et une légitimité qui lui ont permis de se voir confier des recherches portant sur l'ensemble de la Communauté française. Insérée dans un premier projet de recherche européen à partir de 2001, elle a obtenu en 2005 un projet dont elle assume la coordination.

L'extension de ce champ d'investigation a été couplé à un développement des partenariats scientifiques. Au sein de l'UCL, le partenariat est marqué par des collaborations régulières avec le Girsef. En Communauté française, des recherches ont été menées avec des centres de l'ULg, de l'ULB et de l'UMH. Au niveau européen, outre l'insertion dans un réseau d'analyse des politiques disciplinaires, les collaborations se sont étendues à des équipes allemandes, britanniques, françaises, hongroises, norvégiennes, portugaises et roumaines.

A partir de 2003, les collaborations interdisciplinaires ne se sont plus effectuées que dans le cadre de ces partenariats interuniversitaires, l'équipe enseignement étant à partir de ce moment exclusivement composée de sociologues alors qu'elle comptait également des psychopédagogues. Les contacts avec les autres équipes du Cerisis complètent cette ouverture aux autres disciplines.

Depuis sa mise en place en 1995, l'équipe enseignement a poursuivi, en dépit des aléas des financements de recherche, un programme relativement cohérent. Celui-ci se structure autour de cinq axes de recherche, entre lesquels existent néanmoins de nombreux liens :

1. inégalités et ségrégations;
2. interdépendances entre établissements et régulation ;
3. transformation du métier d'enseignant ;
4. enseignement qualifiant et trajectoires post-scolaires ;
5. connaissances et décision politique.

Nous en détaillons le contenu ci-dessous avant de présenter les apports sociaux et pédagogiques ainsi que les partenariats avec les acteurs et les scientifiques.

1. Les recherches

1.1. Inégalités et ségrégations

Cet axe de recherche est poursuivi depuis la fondation du Cerisis. Il s'agit à la fois de décrire et de mesurer les inégalités et ségrégations existant en Communauté

française et de tenter de comprendre les fondements de ces phénomènes et les processus de leur production et reproduction. L'analyse de ces fondements et processus est cependant également développée dans les autres axes de recherche.

Dans ce premier axe sont inscrites des recherches de types variés. Certaines d'entre elles constituent plus directement une aide à la décision politique. Si les approches sont essentiellement quantitatives, l'approche qualitative est cependant mobilisée dans certaines recherches.

Durant la période 2003-2005, trois types de recherche ont été développées, deux portant sur les écoles en discrimination positive, la troisième abordant le thème des inégalités et ségrégations dans le cadre plus vaste d'un travail de conception d'un système d'indicateurs.

1.1.1. Détermination de la liste des écoles en discrimination positive

Depuis 1998, un décret de la Communauté française de Belgique précise les modalités de répartition des moyens attribués dans le cadre de la politique de discrimination positive. Ce décret stipule que les écoles bénéficiaires sont celles qui accueillent une proportion importante d'élèves résidant dans des quartiers défavorisés. L'enjeu des études commandées à trois centres de recherche francophones (le Cerisis-UCL, le Service de pédagogie expérimentale de l'ULg, et l'Institut de gestion de l'environnement et de l'aménagement du territoire de l'ULB) était donc d'établir une formule permettant de caractériser au mieux les quartiers et, sur cette base, les écoles. La méthode de calcul proposée devait être respectueuse du décret, fiable et compréhensible, et basée sur des données statistiques disponibles.

La première recherche, terminée en mai 1999, a proposé de calculer un indice socioéconomique par école, équivalant à la moyenne des indices synthétiques des quartiers de résidence des élèves. Trois recherches de moindre envergure, toujours avec les mêmes partenaires, ont été réalisées ensuite en vue d'actualiser les indicateurs. La seconde de ces recherches a dû tenir compte des modifications apportées au décret et, en conséquence, modifier la structure des indicateurs retenus. Les deux dernières recherches, qui ont concerné la période 2003-2005, se sont limitées à des tâches d'actualisation des indices, sans modification des modes de calcul.

Une recherche complémentaire a été menée avec le Service de pédagogie expérimentale (ULg) en vue d'étudier la possibilité d'ajouter à la liste des écoles établie sur la base des règles ci-dessus évoquées, des écoles qui, en raison des particularités du contexte local, ont un public plus défavorisé que ce que reflète l'indice calculé. Ces « erreurs de classement » apparaissent par exemple lorsque les quartiers de recrutement sont constitués de sous-quartiers très différenciés. La recherche a consisté à étudier les cas types d'écoles qui disaient être dans ce cas de figure. Ces analyses ont permis de confirmer que la méthode de calcul ne permettait pas d'appréhender ces situations spécifiques. Mais il n'a pas été possible de mettre au point une batterie d'indicateurs objectifs, praticables et généralisables.

1.1.2. Discrimination positive et trajectoires scolaires

L'étude des trajectoires scolaires a toujours été un des thèmes de prédilection de l'équipe de recherche. En l'absence de bases de données permettant de suivre les trajectoires scolaires des élèves en Communauté française, elle avait fait œuvre pionnière en constituant, entre 1994 et 2000, avec l'aide de tous les réseaux d'enseignement du bassin scolaire de Charleroi, une base de données exhaustive pour cette région, reprenant les quelque 30.000 élèves scolarisés dans l'enseignement secondaire au sens large (en ce compris l'enseignement spécial, les CEFA et l'apprentissage).

Depuis lors, la Communauté française a commencé à mettre en place, à des fins de comptage, des bases de données individuelles concernant les quelque 830.000 élèves de la Communauté. Nous avons pu, en coopération avec le Service de pédagogie expérimentale (ULg), obtenir de l'administration une première base de données permettant d'analyser les trajectoires scolaires sur trois ans.

Cette base de données a été mobilisée dans le cadre de deux recherches centrées sur les écoles en discrimination positive et réalisées entre 2003 et 2005 dans le cadre du programme d'évaluation des politiques de discrimination positive. L'une de ces recherches visait à comparer les trajectoires des élèves fréquentant les écoles en discrimination positive à celles des élèves scolarisés ailleurs. L'autre recherche visait à analyser la mobilité scolaire (autrement dit les changements d'école) des élèves fréquentant les écoles fondamentales en discrimination positive. Cette dernière recherche ne se fondait pas seulement sur des données quantitatives. Centrée sur trois espaces locaux, elle était aussi basée sur des entretiens auprès de directions et d'acteurs de régulation intermédiaire.

Ces recherches ont permis d'analyser les relations qui, à travers les flux d'élèves, existent entre les écoles en discrimination positives et entre celles-ci et les autres, montrant combien ces relations sont différentes dans l'enseignement fondamental et secondaire. Elles ont également permis de montrer qu'il était préférable, d'un point de vue analytique, de substituer à une analyse bi-catégorielle (écoles étant ou non en discrimination positive) une analyse basée sur des catégorisations plus fines. La seconde recherche, en partant de l'analyse de terrains locaux, a permis en outre d'analyser l'imbrication des phénomènes urbains et scolaires.

1.1.3. Indicateurs

La troisième recherche, bien qu'elle ait couvert aussi d'autres problématiques que les inégalités et ségrégations, a accordé à celles-ci une place de choix. Cette recherche répondait au souci de la Communauté française de se doter d'un système d'indicateurs permettant d'évaluer de manière régulière l'état du système d'enseignement obligatoire.

Dans la foulée de notre expérience antérieure et de diverses collaborations avec le Service des Statistiques de la Communauté, nous avons assumé la coordination de cette recherche interuniversitaire regroupant des centres de recherches de l'UCL (Cerisis et Girsef), de l'ULg (Service de pédagogie expérimentale et Service de didactique générale et de formation des enseignants), de l'UMH (Institut d'administration scolaire) et de l'ULB (Institut de sociologie).

Il s'agissait de proposer et d'argumenter l'architecture globale de ce système d'indicateur, mais aussi d'établir, pour chacun des 51 indicateurs retenus, une fiche détaillée précisant les objectifs et la pertinence de l'indicateur, les définitions des notions et catégories, les indices, leurs modes de calcul, les données nécessaires, disponibles et à collecter, la nature des commentaires à inclure, et les problèmes à résoudre.

Le Cerisis a pris particulièrement en charge les indicateurs traitant des effectifs et des trajectoires.

Le rapport, déposé en 2004 et discuté au sein de la Commission de Pilotage, sert de base pour le travail de réalisation et de diffusion des indicateurs, dont est chargée l'administration de la Communauté française.

1.2. Interdépendances entre établissements et régulation

Depuis sa fondation, l'équipe enseignement s'est intéressée à l'environnement dans lequel s'inscrit tout établissement scolaire. Ainsi a-t-elle multiplié les recherches portant sur des espaces locaux en veillant à prendre en compte l'ensemble des établissements qui s'y inscrivent. Ainsi se sont développées les recherches portant sur les interdépendances entre établissements et sur les régulations « intermédiaires », portant sur des espaces de taille variable mais toujours situés entre le niveau de la Communauté française et le niveau de l'établissement. Ces analyses ne sont pas sans lien avec les inégalités et les ségrégations, puisque celles-ci résultent en partie des relations compétitives entre établissements inscrits dans un même espace local, ces relations résultant elles-mêmes en partie des modes de régulation déployés dans le système éducatif. Cet axe de recherche combine l'analyse de l'existant à un volet propositionnel.

1.2.1. Changement des modes de régulation et production sociale des inégalités

Le projet européen, intitulé « Changement des modes de régulation et production sociale des inégalités dans les systèmes d'éducation : une comparaison européenne », s'est étendu sur les années 2001 à 2004. Huit équipes de recherche, provenant de cinq pays (France, Grande-Bretagne, Hongrie, Portugal et Belgique) ont été associées pour combiner approche nationale et comparaisons internationales. En Belgique, c'est la Communauté française qui a été analysée par les équipes du Cerisis et du Girsef, cette dernière étant par ailleurs coordinatrice du projet.

En tenant compte des spécificités nationales comme des facteurs d'évolution communs, le premier objectif de la recherche consistait à cerner les évolutions des modes de régulation dans les différents contextes nationaux en partant de l'hypothèse d'une convergence au niveau européen. Ensuite, l'objectif consistait à comprendre comment les nouveaux modes de régulation contribuent à redéfinir la manière dont des acteurs locaux problématisent, construisent, gèrent ou non la question des hiérarchies et inégalités scolaires. Pour ce faire, trois axes de recherche ont été développés :

- l'étude d'un espace scolaire local d'interdépendance comptant 23 établissements, afin d'analyser les processus menant à une différenciation des publics des établissements ainsi que les logiques d'action des équipes de direction,
- l'étude des instances de régulation intermédiaires intervenant sur cet espace (autorités publiques territoriales, organes de concertation, acteurs d'interface) et ayant pour rôle est de contribuer à réguler les dynamiques locales tant en ce qui concerne les relations entre établissements que le travail enseignant,
- l'étude des logiques d'acteurs et des modes d'agir collectifs au sein de trois des établissements scolaires de l'espace local.

Le Cerisis a pris en charge le premier axe et, avec le Girsef, le deuxième. Le terrain choisi a été celui de Charleroi. Dans le cadre du premier axe, les analyses ont été à la fois quantitatives (analyses des données collectées à propos des trajectoires d'élèves, telles que mentionnées au point 1.1.2.) et qualitatives (entretiens avec 22 chefs d'établissements). Dans le cadre du deuxième axe, les analyses étaient essentiellement qualitatives et reposaient sur des entretiens et des observations.

Cette recherche comportait un important volet de comparaisons internationales, dont le Cerisis a assuré, avec l'Observatoire sociologique du changement (Fondation Nationale des Sciences Politiques), la partie consacrée au premier axe (étude des espaces locaux d'interdépendance).

1.2.2. Régulation des espaces locaux d'interdépendance

La recherche « Régulation des espaces locaux d'interdépendance dans l'enseignement fondamental », financée par la Communauté française sous l'égide du Ministre de l'Enfance, a couvert les années 2002 et 2003. Elle s'est inscrite dans la réflexion menée de longue date par l'équipe enseignement à propos du développement de dispositifs de régulation intermédiaire susceptibles de contrer certains processus de ségrégation et d'inégalité.

L'objectif de cette recherche consistait à effectuer une analyse précise des dispositifs intermédiaires existants, de la manière dont ils fonctionnaient et contribuaient au développement ou à la réduction des phénomènes d'inégalité et de ségrégation, ainsi que des conditions à réunir pour que de tels dispositifs soient efficaces dans ces domaines. Pour ce faire, nous avons sélectionné comme terrain de recherche le bassin scolaire de Charleroi, espace local urbain composé de populations socialement hétérogènes. L'analyse des multiples lieux formels et informels d'échange, de concertation et de négociation entre les membres d'établissements différents présents dans l'espace local étudié a reposé sur des entretiens et des observations de réunions. Quant aux analyses de la réalité des inégalités et des ségrégations, elle ont reposé sur des données statistiques.

La recherche s'est intéressée particulièrement aux représentations qu'ont les diverses catégories d'acteurs des phénomènes de ségrégation et d'inégalités, aux processus formels et informels de traitement des questions d'interdépendance entre écoles, aux questions de définition des territoires au sein desquels les dispositifs de régulation travaillent ou devraient travailler, et au fonctionnement concret des instances de concertation les plus significatives.

1.2.3. Bassins scolaires

Les recherches menées par le Cerisis sur les questions d'interdépendance et de régulation intermédiaire ont notamment débouché sur des propositions affinées au fil du temps et résumées par le concept de bassin scolaire. Celui-ci désigne une instance de régulation intermédiaire territorialisée chargée de réguler certaines matières sensibles à propos desquelles se manifestent des interdépendances compétitives entre établissements d'un même espace local.

Ces idées ont peu à peu pénétré le milieu des responsables du système éducatif et ont été reprises au niveau de la Communauté française dans la déclaration de politique gouvernementale de juin 2004. Cela a justifié le lancement d'un appel d'offre par la Communauté pour une étude dont l'objectif était d'affiner les propositions de bassin scolaire en relation avec les objectifs de réduction des inégalités entre élèves et entre établissements, que se fixait le Gouvernement.

Pour répondre à cette demande, nous avons constitué une équipe interuniversitaire composée sociologues, de pédagogues et de géographes issus de centres de l'UCL (Cerisis et Girsef), de l'ULB (IGEAT), de l'ULg (SPE) et de l'UMH (IAS). L'étude, d'une durée de 7 mois, a d'abord envisagé en quoi les bassins scolaires peuvent contribuer à réduire la compétition entre écoles et à accroître leur co-responsabilisation. Elle a ensuite détaillé divers scénarios envisageables pour ce qui concerne les actions à mener dans trois domaines d'intervention (flux d'élèves, offre scolaire et coopération), la composition et le fonctionnement des instances, et les contours géographiques des bassins.

Déposée en juillet 2005, les résultats de cette recherche n'ont, à ce jour, pas encore été transposés dans le processus de décision politique.

1.2.4. Interdépendances, régulation et inégalités

Le travail de recherche menée dans la durée par le Cerisis à propos des inégalités, des ségrégations, des interdépendances et des régulations méritait d'être remis en perspective et systématisé. C'est la raison pour laquelle il fait l'objet d'un projet de thèse dont l'objectif est de revisiter les différentes recherches en approfondissant le travail conceptuel et le cadre théorique à partir d'une revue de la littérature. Cette thèse, commencée à la fin de l'année 2005, est menée par Bernard Delvaux sous la direction de Christian Maroy. Elle est accompagnée par Georges Liénard et Agnès van Zanten.

Ce projet repose sur l'analyse suivante :

« Les politiques développées dans les secteurs publics et non marchands ne peuvent être pensées à partir d'un simple schéma bipolaire où un décideur central, confronté à de multiples agents insérés dans des organisations locales relativement indépendantes les unes des autres, tente d'orienter les actions de ces individus et organisations au moyen d'outils politiques traditionnels tels que les normes légales, les incitants, l'attribution modulée des ressources ou la formation professionnelle des agents.

C'est pourquoi, de manière croissante, les acteurs politiques et scientifiques s'intéressent aux relations qu'entretiennent entre elles les organisations locales. Le développement de cet intérêt tient à plusieurs facteurs. Parmi eux, l'idéologie libérale qui a marqué la fin du 20^e siècle et a poussé à la décentralisation, à la responsabilisation des acteurs locaux et au développement de régulations de marché. Autre facteur : la prise de conscience croissante que les politiques centrales se heurtent souvent à la différenciation des contextes locaux et aux comportements que développent les acteurs et les organisations locales dans les espaces de liberté gagnés par eux ou octroyés par les autorités centrales.

Pour comprendre ces réalités et intervenir sur elles, des notions sont apparues ou ont été investies dans les champs politique et scientifique. Dans le premier champ, l'usage accru des termes de gouvernance, de pilotage, d'évaluation ou de politiques territorialisées témoignent d'une tendance à la responsabilisation, sous contrôle de l'autorité centrale, d'instances locales ou régionales chargées de la gestion de questions inter-organisationnelles et de l'adaptation aux contextes spécifiques. Dans le champ scientifique, un courant de pensée, assez hétérogène au demeurant, a développé l'analyse des régulations, des concurrences, des interdépendances ou des espaces locaux pour comprendre le fonctionnement des organisations ou la production, par des ensembles d'organisations interdépendantes, d'effets sociaux non désirés.

C'est dans ce contexte politique et scientifique que s'inscrit ce travail de recherche, qui ambitionne de penser les liens entre régulation, rapports inter-organisationnels et effets sociaux pour les usagers, en centrant l'analyse sur un secteur (l'enseignement obligatoire), une région (la Belgique francophone), un type d'organisation (les établissements scolaires) et deux phénomènes sociaux problématiques (les inégalités et les ségrégations scolaires).

La recherche repose sur l'hypothèse que les inégalités et ségrégations observées dans le système scolaire belge francophone s'expliquent en partie par les modes de régulation et par les relations entre établissements scolaires que ces régulations contribuent à structurer. A cette hypothèse scientifique fait écho l'hypothèse plus normative selon laquelle une politique ayant pour objectif de réduire les inégalités et les ségrégations doit notamment s'intéresser, si elle veut être efficace, à la transformation des régulation des rapports entre établissements. »

1.3. Transformation du métier d'enseignant

En raison des évolutions sociales et des réformes politiques, le métier d'enseignant est en cours de transformation, non seulement dans le contenu des tâches, mais aussi en matière d'identité professionnelle ainsi que de mode de régulation et de contrôle du travail enseignant. C'est pourquoi nous avons développé d'une part des recherches visant à comprendre la transformation des légitimités pédagogiques et d'autre part à cerner les moyens par lesquels s'opère la régulation des pratiques professionnelles.

1.3.1. Évaluation des formations continuées des enseignants du fondamental

L'équipe enseignement a été chargée par la FoCEF (organisme de formation continuée des personnels de l'enseignement fondamental) d'évaluer ses actions de formation pour trois années scolaires successives (de 2000-2001 à 2002-2003), chaque année donnant lieu à une évaluation spécifique.

La troisième année de recherche visait à analyser et à évaluer les pratiques développées par les gestionnaires FoCEF et les établissements demandeurs durant la phase préalable aux formations impliquant l'ensemble de l'équipe éducative d'une école. La recherche portait donc sur la phase d'analyse de la demande exprimée par le niveau local. Pour ce faire, une méthodologie qualitative a été mise en place. A côté d'entretiens avec les gestionnaires FoCEF de chaque province ainsi qu'avec 9 formateurs et 8 directeurs, trois études de cas ont été menées afin de suivre un processus d'analyse de la demande par l'observation de réunions et l'entretien avec les différents protagonistes.

Cette recherche a débouché sur des questions concernant les dispositifs favorisant l'émergence de la demande. Ces questions, revoyées au conseil d'administration de la FoCEF ainsi qu'aux gestionnaires et formateurs, ont servi de base pour une redéfinition de certaines orientations du travail de formation de la FoCEF.

1.3.2. Production, médiation et réception d'un nouveau référentiel pédagogique en Communauté française de Belgique

Cette recherche se réalise dans le cadre de la thèse de doctorat d'Eric Mangez, qui développe une approche sociologique du champ pédagogique. Georges Liénard est le promoteur de cette thèse dont Jacques Marquet et Agnès van Zanten composent le comité d'accompagnement.

La réforme du 1^{er} degré, initiée en 1994, puis intégrée dans le décret missions en 1997, qui implique une rupture sur le plan des orientations pédagogiques légitimes, sert de matériau empirique. Le questionnement s'est orienté vers ce processus de réforme en l'abordant moins comme un processus politique (ce qu'il est également) que comme un processus de transformation des référentiels pédagogiques légitimes.

Pour appréhender le processus de réforme, nous avons distingué analytiquement différents moments : un moment de préfiguration qui précède la réforme et qui en porte les signes avant-coureurs dans des champs adjacents mais différents du champ éducatif proprement dit ; un moment de la production de la réforme qui définit ses orientations pédagogiques (et qui implique un travail politique et juridique) ; un moment de médiation ou de traduction de la réforme dans des procédures d'application construites par les réseaux (et notamment la traduction de la réforme dans des programmes de cours) ; et un moment qui succède à la conception et aux médiations de la réforme pour se centrer sur la réception qu'en font les enseignants inscrits dans des contextes locaux.

Le travail entend répondre à cinq types de questions : (1) Comment caractériser les orientations pédagogiques de la réforme ? quelles évolutions observe-t-on par rapport au passé ? ; (2) les différents réseaux, dans leur travail de médiation de la réforme (définition de procédures spécifiques au travers des programmes de cours),

ont-ils traduit ces orientations pédagogiques de la même manière ? quelles variations observe-t-on ? ; (3) comment expliquer les orientations pédagogiques de la réforme, et les variations observées entre les réseaux ? ; (4) comment les enseignants situés dans les contextes locaux de leurs établissements ont-ils reçus les orientations pédagogiques prônées par la réforme, et les spécificités pédagogiques propres à leur réseau ? ; (5) comment expliquer les variations dans les types de réception opérés par les enseignants ?

Le premier chapitre a pour objectif spécifique de développer un cadre théorique intégré qui prend appui sur les travaux de Bernstein et de Bourdieu. Le chapitre II montre que le mouvement de la réforme peut être mis en relation avec les normes édictées par certains organismes internationaux, ainsi qu'avec certaines transformations dans le monde économique, même s'il n'y a pas de transposition mécanique entre le monde économique et le monde éducatif. Il existe en effet toujours à la fois une autonomie relative du champ éducatif et des processus de traduction qui perturbent les homologues structurales et rendent cette autonomie relative possible.

Dans le chapitre III, l'analyse des textes de la réforme a montré un déplacement des modèles pédagogiques légitimes sur le continuum visible – invisible, déplacement qui s'opère en direction du pôle invisible (Bernstein 1997). Ce déplacement de la définition de la pédagogie légitime, sur le plan symbolique, a été mise en relation avec un déplacement, sur le plan social, de différents segments professionnels dans le champ de l'éducation - notamment une division accrue du travail (Maroy, 2006) conjuguée à une délégitimation des missions de contrôle hiérarchique au profit des missions d'accompagnement (De Grauwe, 2003).

L'examen de la médiation de la réforme par les réseaux a ensuite montré, dans le chapitre IV principalement, que le déplacement en direction du pôle pédagogique invisible, s'opère avec des intensités variées selon les réseaux. Les analyses lexicométriques des programmes de cours ont mis en évidence l'intense adhésion du réseau libre aux dimensions pédagogiques invisibles de la réforme, et le compromis réalisé par le réseau de la Communauté entre le modèle invisible prôné par la réforme et des dimensions plus visibles du travail pédagogique.

Ces variations ont ensuite été mises en relation dans le chapitre V avec les spécificités organisationnelles et avec les valeurs des réseaux. En examinant comment une même réforme s'actualise de manière spécifique dans des réseaux différents, on a en réalité procédé à l'étude d'effets d'hybridations (Anderson-Levitt 2001) : la réforme vient en effet s'inscrire dans des institutions (des réseaux) qui, dans les couches antérieures de leur constitution, ont mis en place et consolidé des modes organisationnels spécifiques, des valeurs et des références propres.

Dans la seconde partie, on a d'abord cherché, dans le chapitre VI, à construire théoriquement la position des enseignants dans le champ de la pratique locale, position tendue entre une diversité d'impératifs sociaux et symboliques éventuellement contradictoires. Les chapitres VII, VIII et IX ont été consacrés à l'examen des matériaux empiriques (entretiens qualitatifs). Cet examen a mis en évidence la forte capacité des enseignants à produire une critique à l'égard de la réforme. Il a outre permis d'identifier des variations dans l'appropriation de la réforme, variations liées notamment à la position de l'établissement dans la

hiérarchie scolaire locale. Des processus de négociation, de renoncement, d'isolement ou de renforcement ont été identifiés au niveau des prises de position individuelles à l'égard de la réforme.

La thèse de doctorat sera défendue le 6 juillet 2006 à Louvain-La-Neuve

1.4. Enseignement qualifiant et trajectoires post-scolaires

Cette ligne de recherche a été poursuivie de manière moins constante que les trois autres en raison des ruptures dans le financement. Comme son titre l'indique, elle s'intéresse aux structures de l'enseignement secondaire qualifiant, tant technique que professionnel, aux pratiques qui y sont développées et à la destinée post-scolaire des élèves qui l'ont fréquenté.

Le projet était centré sur les trajectoires professionnelles des jeunes issus de l'enseignement secondaire de qualification. Il avait pour objectif d'étudier comment des jeunes ayant fréquenté l'enseignement professionnel ou technique de qualification vivent leur insertion professionnelle durant les cinq années qui suivent la fin de leurs études secondaires. L'étude proposée poursuivait un double objectif. En premier lieu, décrire l'enchaînement des situations successives (emploi, chômage, études, formation) et la dynamique d'insertion des jeunes durant leur parcours post-secondaire ; en second lieu, repérer quels sont les éléments de la scolarité qui ont pesé sur ce parcours.

Le budget finalement accordé pour le projet de recherche ainsi que le changement à deux reprises du chercheur en charge du projet nous a amenés à modifier le projet initial et à finalement l'inscrire dans la continuité du projet présenté au point 1.3.2.

Le programme de recherche « adapté » s'établit donc de la manière suivante : (1) phase préparatoire (jusqu'en fin 2003) : analyse de la littérature, entretiens exploratoires et définition de la problématique ; (2) phase 1 (2004) : analyse des trajectoires post-scolaires ; (3) phase 2 (2005 et 2006) : analyses des pratiques pédagogiques au 1^{er} degré de l'enseignement secondaire.

Durant la phase préparatoire, une revue de la littérature scientifique et des entretiens exploratoires (dans chacune des 11 options avec au moins un enseignant et un ancien élève) ont permis de préciser la problématique. Cinq thèmes ont été privilégiés : le rapport du jeune à l'avenir ; le rapport à l'autorité ; le rapport aux évaluations et éventuelles « sanctions » (au double sens du terme) ; le rapport à la professionnalité et à l'employabilité ; le rapport au travail (notamment en relation avec d'autres sphères de vie). Pour chacun de ces thèmes, une typologie et des indicateurs concrets ont été élaborés et ont servi de base au guide d'entretien.

La phase 1 porte sur l'analyse des trajectoires post-scolaires dans une option qualifiante (hôtellerie - restauration). Deux entretiens ont été prévus par individu, avec intervalle de temps suffisant pour permettre de mener le second entretien sur base d'une analyse du premier. Les entretiens, retranscrits, ont ensuite été analysés en référence à la problématique et au cadre théorique, par le biais de l'analyse qualitative catégorielle. L'analyse des entretiens a notamment permis de montrer que : (a) la position que le jeune peut occuper dans la division sociale et

professionnelle du travail est fortement corrélée à celle qu'il a réussi à atteindre dans le système scolaire ; (b) il existe une forte transférabilité des dispositions entre la sphère scolaire et la sphère de l'emploi.

La phase 2 porte sur l'analyse des pratiques pédagogiques au 1^{er} degré de l'enseignement secondaire car les résultats de la phase 1 nous ont conduits à nous intéresser à ce moment important dans le processus de sélection et d'orientation des élèves vers les sections qualifiantes. L'objectif est d'analyser plus en détail le lien entre, d'une part, le type de pédagogie et, d'autre part, le type de public accueilli par les établissements afin de voir en quoi les options pédagogiques ont un impact sur les dispositions que les élèves manifestent dans la sphère scolaire et, par là, sur les dispositions qu'ils manifesteront dans la sphère de l'emploi.

Basée sur le même matériau que la recherche présentée au point 1.3.2. (des entretiens avec des enseignants de français de cinq établissements différenciés dans la région de Charleroi), la première étape de cette phase montre que :

- les enseignants ont une perception différente des élèves selon le type d'établissement dans lequel ils se situent : en haut de la hiérarchie, ils les jugent sous l'angle de leurs niveaux d'apprentissage et de leur rapport au travail ; dans les établissements du bas de la hiérarchie, ils les voient comme des personnes à part entière, irréductibles à leurs performances scolaires, ce qui justifie que les objectifs de socialisation priment alors souvent sur les objectifs d'apprentissage, ou sont présentés comme une condition nécessaire et préalable aux apprentissages ;
- les élèves des établissements du bas de la hiérarchie tendent à faire pression sur les enseignants pour qu'ils renoncent à la logique de la transmission des connaissances au profit de modèles pédagogiques plus créatifs, ce pouvoir sur les enseignants pouvant aller à l'encontre de leur propre intérêt social ultérieur ;
- les orientations pédagogiques officielles, favorables aux pratiques invisibles, sont le plus souvent mises en oeuvre avec des élèves issus de milieux défavorisés, et plus souvent ignorées, contournées ou combattues dans les établissements qui accueillent des jeunes issus de milieux plus favorisés ; la réforme tendrait donc à maintenir voire favoriser une différenciation des pratiques, qui reproduit, voire consolide les processus de conversion des inégalités sociales en inégalités scolaires.

1.5. Connaissances et décision politique

Le Cerisis a déposé et obtenu en 2005 un projet de recherche dans le 6^e programme cadre européen. Ce projet, dont il est le coordinateur, démarrera en octobre 2006. Il rassemble treize institutions partenaires issues de huit pays différents. Ces partenaires sont répartis en douze équipes, dont six travaillent sur le secteur de l'éducation et six sur celui de la santé. Le travail de ces équipes est complété par neuf contrats d'expertise qui permettent d'assurer une certaine généralisation des résultats à d'autres secteurs ou pays. Le contrat permet l'engagement d'une chercheur ETP par équipe pendant 5 ans.

Equipe	Centre de recherche	Institution
Belgium education	Centre de Recherche Interdisciplinaire pour la Solidarité et l'Innovation Sociale (CERISIS)	UCL
	Groupe Interfacultaire de Recherche sur les Systèmes d'Education et de Formation (GIRSEF)	
Belgium health	Centre de Recherches et d'Intervention Sociologiques (CRIS)	ULg
France education	Observatoire Sociologique du Changement (OSC)	CNRS
	Laboratoire d'Economie et de Sociologie du Travail (LEST)	
France health	Centre Lillois d'Etudes et de Recherches Sociologiques et Economiques (CLERSE)	EPSM
	Centre Collaborateur de l'Organisation Mondiale de la Santé pour la recherche et la formation en santé mentale (EPSM)	
Germany health	Institut für Soziologie	LMU
Hungary education	Faculty of Social Sciences	ELTE
Hungary health	Szociológiai Kutatóintézet – Institute of Sociology	ISB
Norway health	Faculty of Health and Social Sciences	HIØ
	Stein Rokkan Center for Social Studies	UIB
	NIBR – the Democracy and Governance Research Group	NIBR
Portugal education	Unidade de Investigação e Desenvolvimento em Ciências da Educação	FPCE-UL
Romania education	Department of Social Sciences	SAPIENTIA
United Kingdom education	Centre for Educational Sociology	UEDIN
United Kingdom health	School of Social and Political Studies	

La problématique et le programme de recherche peuvent être résumés de la manière suivante.

“Dans nos sociétés, les identités sociales deviennent plus variées, les processus sociaux plus différenciés et les rôles plus spécifiques. Chaque individu développe une mode particulier de connaissance du monde : ce que nous pensons comme 'la société de connaissance' est en fait une société de connaissances. Les informations et expertises sont plus largement disponibles et distribuées que jamais auparavant. Parallèlement, les attentes de transparence et de responsabilisation publique ont augmenté. La légitimité des décisions politiques dépendent désormais aussi de la légitimité des connaissances sur lesquelles elles se fondent. La connaissance est à la fois un objet de contestation et un moyen de contestation. Tant la cohésion sociale que l'efficacité de la gestion publique dépendent ainsi de la capacité d'intégration des connaissances aussi bien que des intérêts.

Les processus décrits ci-dessus restent cependant encore relativement mal connus. Douze équipes de recherche spécialisées dans l'analyse de politiques sectorielles abordent ces questions dans deux champs (l'éducation et la santé). Chacun de ces champs soulève de manière spécifique la question de la combinaison de la compréhension scientifique, pratique et gestionnaire. Le projet est à la fois

multinational et multiniveau, puisqu'il aborde la connaissance et des problèmes de gouvernance dans huit pays différents, aux niveaux local, national et international.

La recherche est structurée en trois axes. Le premier vise à dresser un état des lieux des dispositifs d'apprentissage utilisés par les décideurs, à cartographier les connaissances qu'utilisent ces décideurs et à analyser la nature des rapports sociaux entre eux et les divers producteurs ou détenteurs de connaissances. L'axe 2 analyse les processus de décision, en prêtant une attention particulière à la manière dont l'apprentissage politique et les connaissances sont intervenus au long de ce processus complexe. L'axe 3, quant à lui, s'intéresse particulièrement au développement croissant de dispositifs de régulation basés sur la diffusion de connaissances, pour étudier leur conception ainsi que leur réception et réappropriation par les décideurs auxquels ils sont destinés.

Le projet intégré vise à développer une ligne originale de recherche synthétisant plusieurs univers théoriques et conceptuels. En partant des approches cognitives des politiques publiques, l'ambition est d'éviter tant l'académisme radical que le positivisme gestionnaire. En effet, en ramenant tous les usages de la connaissance (production, diffusion, apprentissage, sélection, etc.) à n'être que des formes d'exercice du pouvoir, la première posture est engagée dans une pratique radicale du soupçon. La seconde attitude, quant à elle, pêche par une trop grande naïveté en ignorant les rapports entre d'une part les intérêts et les positions des acteurs et d'autre part l'utilisation qu'ils font des connaissances.

Un autre objectif consiste à concilier pertinence scientifique (innovation théorique et méthodologique, compréhension empirique, formation professionnelle de jeunes chercheurs) et pertinence sociale et politique (augmentation et amélioration de la communication entre décideurs, chercheurs, consultants et autres experts). La création d'un conseil consultatif d'utilisateurs finaux reflète l'intention de développer un projet intégré non limité aux considérations scientifiques. Ces intentions sont reflétées dans un plan de dissémination ambitieux consistant en publications scientifiques, séminaires, symposiums, présentations de médias, newsletter électronique et site web."

2. Les apports sociaux et pédagogiques

2.1. Apports sociaux

Les apports sociaux des recherches sont de plusieurs types :

- aide à l'émergence d'une problématisation politique : les recherches menées sur la question des compétitions entre écoles et des espaces locaux d'interdépendance est typique de cette catégorie d'apport social ; ces recherches menées dans la durée ont permis de développer l'attention portée par les acteurs éducatifs et politiques sur une problématique peu débattue, et finalement mise à l'agenda politique par le Gouvernement ;

- aide directe à la décision politique : les recherches portant sur les discriminations positives, et plus précisément sur les indicateurs socioéconomiques des quartiers, ont permis aux décideurs de déterminer la liste des écoles pouvant bénéficier de discriminations positives ;
- aide pour la mise au point d'outils de pilotage : la recherche sur les indicateurs a permis de fournir au politique et à l'administration un outil de référence leur permettant de choisir et de réaliser des indicateurs utiles pour le pilotage de l'enseignement en Communauté française ;
- aide à la définition des pratiques d'organisation : en dehors de la FoCEF, organisation que nous avons accompagnée durant trois ans pour un travail d'évaluation de ses pratiques et de réflexion sur ses orientations d'action, nous avons été sollicités à maintes reprises de manière plus ponctuelle par des organisations, principalement des écoles, soucieuses de réfléchir sur une thématique précise, par rapport à laquelle nous avons une expertise ; dans cette catégorie d'apports sociaux peut aussi être mentionnée la participation régulière au Conseil de l'enseignement secondaire de l'UCL, où certaines suites sont données au rapport MOC-UCL sur la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur, à la rédaction duquel avait été associé Bernard Delvaux ;
- aide à l'émergence de projets inter-organisationnels : du fait que le Cerisis est reconnu comme expert dans l'analyse des relations inter-organisationnelles et dans la réflexion à propos des dispositifs de coopération, de nombreuses interventions ont été sollicitées par des groupes d'acteurs locaux cherchant à développer dans leurs régions des instances et actions de coopération ;
- aide à la réflexion sur les pratiques professionnelles : nos interventions se sont aussi adressées à des professionnels, et majoritairement aux enseignants ; ce public a essentiellement été touché à partir de la recherche sur les relations entre familles défavorisées et écoles maternelles (terminée en 2001, mais encore « demandée » quatre ans plus tard) et de la thèse de Eric Mangez ;
- aide à la réflexion sur les politiques éducatives : cet apport est celui qui apparaît le débouché le plus « naturel » d'une activité de recherche ; il s'est réalisé à travers les publications (scientifiques ou autres) mais aussi à travers les nombreuses interventions lors de formations, de séminaires ou de colloques ; l'équipe enseignement a organisé un colloque le 12 mai 2004 à Charleroi (« Destins d'élèves et interdépendance entre écoles ») et a participé activement au colloque du 10^e anniversaire du Cerisis le 2 mai 2005 à Dampremy (« A la recherche de solidarités »).

2.2. Apports pédagogiques

Outre l'encadrement de mémoires (essentiellement en sociologie, à la FOPES et à la FOPA), les recherches de l'équipe enseignement ont essentiellement alimenté les cours donnés par Georges Liénard.

3. Les partenariats

3.1. Avec des acteurs

Trois partenariats se sont déroulés dans la durée :

- Avec la FoCEF, une collaboration d'une durée de trois ans s'est concrétisée à travers trois recherches d'évaluation des formations organisées par cette association formant des enseignants et des directeurs du fondamental. Les recherches ont été encadrées par un comité d'accompagnement composé de la directrice de la FoCEF, du secrétaire général adjoint de la Fédéfoc (fédération de l'enseignement fondamental catholique), d'un collaborateur du service recherche et développement pédagogique et d'un animateur-président FoCEF. En outre, pour construire le questionnaire et interpréter les résultats, des collaborations ont eu lieu avec les gestionnaires de formation, les animateurs pédagogiques, les formateurs de la cellule de formations.
- Des acteurs de l'enseignement catholique de la région de Charleroi (directeurs, membres de PO, enseignants,... travaillant dans les PMS et les divers niveaux d'enseignement) ont créé un groupe de réflexion sur les problématiques d'enseignement et de formation de la région. Bernard Delvaux est membre de ce lieu de rencontre mensuel, dénommé « Groupe des XX ».
- Au niveau de l'UCL, Bernard Delvaux est membre du Conseil de l'enseignement secondaire, présidé par le vice-recteur aux affaires étudiantes. S'y débattent notamment les questions du lien entre enseignement secondaire et université, de formation des enseignants et de démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur.

A côté de ces partenariats qui s'établissent dans la durée, de multiples partenariats ponctuels se sont concrétisés à travers des expertises ou des interventions recensées dans la liste ci-après. Les divers acteurs du monde de l'enseignement catholique sont ceux qui ont le plus souvent fait appel à nos services (SeGEC, FESeC, PMS libres, commission enseignement du MOC, CSC,...).

3.2. Avec des scientifiques

Outre la participation à des réunions ou colloques ponctuels, l'équipe enseignement a participé à de nombreuses recherches impliquant d'autres centres de recherche. Dans plusieurs cas, elle a assumé la coordination des équipes impliquées. La liste de ces centres est reprise ci-dessous avec indication des recherches concernées.

Au sein de l'UCL :

- Groupe Interfacultaire de Recherche sur les systèmes d'Enseignement et de Formation (Girsef) (Christian Maroy, Vincent Dupriez) : recherche « indicateurs » ; recherche « bassins scolaires » ; recherche européenne « régulation » ; recherche européenne « connaissance et décision politique » ; promotion de la thèse de doctorat de Bernard Delvaux (Christian Maroy).

- Unité d'Anthropologie et de Sociologie (ANSO) : membre du comité d'accompagnement de la thèse de doctorat de Eric Mangez (Jacques Marquet)

Au sein de la Communauté française :

- Service de pédagogie expérimentale (ULg) : recherche « indicateurs » ; recherche « bassins scolaires » ; recherche « discrimination positive » ; recherche « discrimination positive et trajectoires ».
- Service de Didactique Générale et de Formation des Enseignants (ULg) : recherche « indicateurs » ;
- Institut de gestion de l'environnement et de l'aménagement du territoire (ULB) : recherche « bassins scolaires » ; recherche « discrimination positive » ;
- Institut de Sociologie (ULB) : recherche « indicateurs » ;
- Institut d'Administration Scolaire (UMH) : recherche « indicateurs » ; recherche « discrimination positive et trajectoires ».

Au niveau européen :

- Observatoire Sociologique du Changement (OSC), Fondation Nationale des Sciences Politiques, Paris (Agnès van Zanten) : recherche européenne « régulation » ; recherche européenne « connaissance et décision politique » ; membre du comité d'accompagnement des thèses de doctorat de Eric Mangez et Bernard Delvaux.
- Institut Fédératif de Recherche sur les Economies et les Sociétés Industrielles (CLERSE), Université de Lille 1, Lille (Lise Demailly) : recherche européenne « régulation » ; recherche européenne « connaissance et décision politique » ;
- Laboratoire d'Economie et de Sociologie du Travail (LEST), Universités de la Méditerranée et de Provence, Aix-en-Provence (Philippe Mossé, ERic Verdier) : recherche européenne « connaissance et décision politique » ;
- Centre Collaborateur de l'Organisation Mondiale de la Santé pour la recherche et la formation en santé mentale (EPSM), Etablissement public de Santé Mentale, Lille (Jean-Luc Roelandt) : recherche européenne « connaissance et décision politique » ;
- London Institute of Education, Londres (Stephen Ball) : recherche européenne « régulation » ;
- School of Education, King's College, Londres (Diane Reay) : recherche européenne « régulation » ;
- Centre for Educational Sociology, The University of Edinburgh (Jenny Ozga) : recherche européenne « connaissance et décision politique » ;
- School of Social and Political Studies, The University of Edinburgh (Richard Freeman) : recherche européenne « connaissance et décision politique » ;
- Institute of Sociology and Social Policy, Eötvös Lóránd University, Budapest (Iván Bajomi) : recherche européenne « régulation » ; recherche européenne « connaissance et décision politique » ;
- Institute of Sociology, Hungarian Academy of Sciences, Budapest (Gabor Eröss) : recherche européenne « connaissance et décision politique » ;
- Unidade I & D Ciencias da Educação, Universidade de Lisboa (Joao Barroso) : recherche européenne « régulation » ; recherche européenne « connaissance et décision politique » ;

- Institut für Soziologie, Ludwig-Maximilian Universität, München (Armin Nassehi) : recherche européenne « connaissance et décision politique » ;
- Faculty of Health and Social Sciences, Ostold University College (Helge Ramsdal) : recherche européenne « connaissance et décision politique » ;
- Stein Rokkan Center for Social Studies, University of Bergen (Haldor Byrkjeflot) : recherche européenne « connaissance et décision politique » ;
- NIBR – the Democracy and Governance Research Group, Norwegian Institute of Urban and Regional Research (Marit Helgesen) : recherche européenne « connaissance et décision politique » ;
- Department of Social Sciences, Sapientia - Hungarian University of Transylvania (Zoltan Rostás) : recherche européenne « connaissance et décision politique » ;

Le Cerisis est par ailleurs associé au Réseau d'Analyse Pluridisciplinaires des Politiques Educatives (RAPPE), composé de chercheurs européens (majoritairement du monde francophone) et réalisant un séminaire de travail tous les six mois.

4. Publications, communications

4.1. Articles scientifiques et participation à des ouvrages scientifiques

Delvaux, B., (2005), « Régulation des interdépendances entre écoles : vers un modèle de responsabilité collective ? », *Recherches sociologiques*, 1, pp. 29-51.

Delvaux, B., (2005), « Ségrégation scolaire dans un contexte de libre choix et de ségrégation résidentielle », in : Demeuse, M., Baye, A., Straeten, M.-H., Nicaise, J., et Matoul, A., (eds), *Vers une école juste et efficace, 26 contributions sur les systèmes d'enseignement et de formation*, De Boeck, collection « Economie, Société, Région », pp. 275-295.

Delvaux, B., Demeuse, M., Dupriez, V., (2005), « En guise de conclusion : encadrer la liberté », in : Demeuse, M., Baye, A., Straeten, M.-H., Nicaise, J., et Matoul, A., (eds), *Vers une école juste et efficace, 26 contributions sur les systèmes d'enseignement et de formation*, De Boeck, collection « Economie, Société, Région », pp. 275-295.

Delvaux, B., Giraldo, S., Maroy, C., (2005), « Réseaux et territoires. Les régulations intermédiaires dans le système scolaire en Communauté française », Presses Universitaires de Louvain.

Fusulier, B., et Mangez, E., (2005), « L'emprise culturelle de l'entreprise ? L'exemple de la réforme du premier cycle de l'enseignement secondaire », *Recherches Sociologiques*, 2005/2-3, pp. 171-186

Joseph, M., Delvaux, B., (2005), « Les logiques d'action des établissements scolaires, reflets de leur position relative dans l'espace local d'interdépendance », *Recherches sociologiques*, 1, pp. 7-27.

Chasse, S., (2004), « Inégalités, ségrégation et régulation intermédiaire dans l'enseignement fondamental », *Actes du 3^{ème} congrès des chercheurs en éducation*, Bruxelles, pp. 263-266.

Chasse, S., Delvaux, B., (2004), « Coordination et concertation inter-écoles dans l'enseignement fondamental. Limites et potentialités de la régulation intermédiaire », Hors série, Cerisis-UCL.

Delvaux, B., (2004), « La ségrégation scolaire, phénomène avéré mais mal connu : apports et limites des données disponibles en Belgique francophone », in *Evaluation entre efficacité et équité, Actes du 16^e colloque international de l'Adméo-Europe*, pp. 115-124.

Delvaux, B., Joseph, M., (2004), « Les espaces locaux d'interdépendance entre écoles : étude de cas en Belgique », *Actes du 3^{ème} congrès des chercheurs en éducation*, Bruxelles, pp. 309-312.

Delvaux, B., Colemans, J., Giraldo, S., Maroy, C., Van Ouytsel, A., (2004), « Le rôle des conseils de zone dans la régulation des rapports inter-établissements », in : Frenay, M., Maroy, C., (éd.), *L'école, six ans après le décret « missions ». Regards interdisciplinaires sur les politiques scolaires en Communauté française de Belgique*, Presses Universitaires de Louvain, pp. 73-97.

Delvaux, B., Maroy, C., (2004), « La médiation des « réseaux » dans la régulation de l'enseignement en Communauté française : l'exemple du bassin de Charleroi », *Recherches sociologiques*, 2004/2.

Demeuse, M., Delvaux, B., (2004), « Mobilité des élèves dans le système éducatif belge francophone », *Relief (CEREQ-France)*, pp. 329-338.

Mangez, E., (2004), « La production des programmes de cours par les agents intermédiaires : transfert de savoirs et relations de pouvoir », *Revue Française de Pédagogie*, n° 146, pp. 65-77.

Mangez, E., (2004), « La production des programmes de cours par les agents intermédiaires : transferts de savoir et relations de pouvoir », *Actes du 3^{ème} congrès des chercheurs en éducation*, Bruxelles, pp. 37-38..

Delvaux, B., (2003), « La regulación de las interdependencias entre escuelas. Presentation de un marco de analisis », *Persona y sociedad*, XVII, n°1, Universidad Alberto Hurtado – Instituto Latinoamericano de doctrina y estudios sociales, Chile, Santiago, pp. 197-213.

4.2. Cahiers du Cerisis et rapports de recherche

Bouchat, T.M., Delvaux, B., Hindryckx, G., (2005), « Discrimination positive et flux d'élèves », *rapport de recherche*, Cerisis-UCL et SPE-ULg.

Delvaux, B., Demeuse, M., Dupriez, V., Fagnant, A., Guisset, C., Lafontaine, D., Marissal, P., Maroy, C., (2005), « Les bassins scolaires : de l'idée au projet.

Propositions relatives aux domaines d'intervention , aux instances et aux territoires ». *rapport de recherche*.

Demeuse, M., Marissal, P., et Delvaux, B., (2005), « Actualisation des indicateurs socio-économiques relatifs aux secteurs statistiques en application de l'article 4 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives et portant diverses mesures modificatives », *rapport de recherche* UMH, ULB, UCL.

Crépin, F., Jehin, M., Delvaux, B., Demeuse, M., (2004), « Etude des critères objectifs visés à l'article 2 du décret du 27 mars 2002 permettant aux conseils généraux d'ajouter des établissements ou des implantations à la liste des établissements ou implantations reconnus en discrimination positive », *rapport intermédiaire* à la Communauté française, Cerisis (UCL) et SPE (ULg).

Delvaux, B., (2004), « Méthode de définition des espaces d'interdépendance entre établissements scolaires », *Les Cahiers du Cerisis n°24*, Cerisis-UCL.

Delvaux, B. (coord.), *et al.*, (2004), « Définition d'un système d'indicateurs pour l'enseignement fondamental et secondaire en Communauté française », *rapport final de recherche* à la Communauté française », Cerisis (UCL), GIRSEF (UCL), SPE (ULg), SDGFE (ULg), TEF (ULB), INAS (UMH).

Delvaux, B., van Zanten, A., (2004), « Les espaces locaux d'interdépendance entre établissements : une comparaison européenne », *rapport* dans le cadre de la recherche européenne, Changement des modes de régulation et production sociale des inégalités dans les systèmes d'éducation : une comparaison européenne, Cerisis(UCL) et OSC-CNRS (Sciences-Po).

Demeuse, M., Delvaux, B., (2004), « Analyse comparative des trajectoires scolaires des élèves inscrits dans les écoles en discrimination positive et des élèves fréquentant d'autres écoles », *rapport intermédiaire* à la Communauté française, Cerisis (UCL) et SPE (ULg).

Maroy, C., (dir), Ball, S., Thrupp, M., Delvaux, B., van Zanten, A., Demailly, L., Bajomi, I., Barroso, J., (2004), « Regulation and Inequalities in European Education Systems », *rapport final* de la recherche Changes in regulation modes and social production of inequalities in education systems : an European comparison, Girsef (UCL), Cerisis (UCL), Institute of Education (University of London), Center for Public Policy research (Kings College London), Observatoire Sociologique du Changement (Institut d'Etudes Politiques), IFRESI (Université de Lille), Institut de Sociologie et de politique Sociale (Lorand Eotvos, Budapest), Faculdade de Psicologia e de Ciencias de Educaçao (Universidade de Lisboa)

Chasse, S., Delvaux, B., (2003), « La régulation des espaces locaux d'interdépendance dans l'enseignement fondamental », *rapport de recherche* au Ministre de l'Enfance, Cerisi (UCL).

Delvaux, B., Joseph, M., (2003), « Les espaces locaux d'interdépendance entre écoles : étude de cas en Belgique francophone », *rapport* dans le cadre de la

recherche européenne, *Changement des modes de régulation et production sociale des inégalités dans les systèmes d'éducation : une comparaison européenne*, Cerisis (UCL).

Demeuse, M., Delvaux, B., Chasse, S., (2003), « Mise en œuvre d'une base de données susceptible de permettre l'analyse des parcours scolaires dans l'ensemble des écoles en discrimination positive et dans les autres établissements scolaires organisés ou subventionnés par la Communauté française de Belgique », *rapport de recherche* au Ministre de l'Enfance, SPE (ULg) et Cerisis (UCL).

Colemans, J., Delvaux, B., Giraldo S., Maroy, C., Van Ouytsel A., (2003), « Instances de régulation intermédiaire et agents de supervision dans le système éducatif de la Communauté française », *rapport* dans le cadre de la recherche européenne, *Changement des modes de régulation et production sociale des inégalités dans les systèmes d'éducation : une comparaison européenne*, Cerisis (UCL) et Girsef (UCL).

Rucquoy, D., Dumont, V., Delvaux, B., (2003) « Les pratiques d'analyse de la demande. Rapport d'évaluation des formations de la FOCEF – 2002-2003 », *rapport de recherche* pour la FOCEF, Cerisis (UCL).

4.3. Communications et interventions dans des colloques scientifiques

Delvaux, B., (2005), « Un bassin scolaire à Charleroi ? », communication au *groupe de travail MOC-enseignement de Charleroi*, Charleroi, 2/5/2005.

Delvaux, B., (2005), « Les bassins scolaires : corps étranger ou greffe prometteuse », communication au *Colloque Cerisis-Ucl « A la recherche de solidarités »*, Charleroi, 18/10/2005.

Delvaux, B., Demeuse, M., Dupriez, V., Lafontaine, D., (2005), « Les bassins scolaires : une nouvelle forme de régulation intermédiaire et territorialisée en Communauté française de Belgique », communication aux *Journées d'études du Réseau d'Analyses Pluridisciplinaires des politiques Educatives*, Aix-en-Provence, 27/5/2005.

Delvaux, B., Maroy, C., (2005), « La concertation face au marché : les « conseils de zone » en Belgique », communication aux *Journées d'études du Réseau d'Analyses Pluridisciplinaires des politiques Educatives*, Aix-en-Provence, 27/5/2005.

Mangez, E., (2005), « Les figures locales de la réforme du 1^{er} degré », communication au *colloque du Cerisis « A la recherche de solidarités »*, Charleroi, 18/10/2005.

Chasse, S., (2004), « Inégalités, ségrégation et régulation intermédiaire dans l'enseignement fondamental », *3^{ème} congrès des chercheurs en éducation*, Bruxelles, 16/3/2004.

Chasse, S., (2004), « Coordination et concertation dans l'enseignement fondamental », *Colloque du Cerisis-UCL « Destins d'élèves et interdépendances entre écoles »*, Charleroi, 12/5/2004.

Delvaux, B., (2004), « Le mode de répartition des élèves, vecteur d'interdépendance entre écoles », *Colloque du Cerisis-UCL « Destins d'élèves et interdépendances entre écoles »*, Charleroi, 12/5/2004.

Delvaux, B., (2004), « Quelle régulation des interdépendances entre écoles pour réduire les inégalités et les ségrégations scolaires », *Colloque du Cerisis-UCL « Destins d'élèves et interdépendances entre écoles »*, Charleroi, 12/5/2004.

Delvaux, B., (2004), « Analyse critique des fondements scientifiques de la politique de différenciation positive », Discussion de l'analyse de Vincent Vandenberghe, *Labo du Girsef*, Louvain-la-Neuve, 11/2/004.

Delvaux, B., (2004 et 2005), Interventions diverses dans le cadre du séminaire « élitisme » organisé par Gérard Fourez, *Centre Interfaces, FUNDP*, Namur, 10/6/2004, 28/9/2004, 18/11/2004, 9/12/2004, 18/1/2005, 21/3/2005, 14/4/2005, 23/5/2005.

Delvaux, B., (2004), Discutant des exposés du symposium « Equité » au *Congrès de l'AECSE*, Paris, 3/9/2004.

Delvaux, B., Baye, A., (2004), « Définition d'un système d'indicateurs pour l'enseignement fondamental et secondaire en Communauté française » Présentation du rapport de recherche à la *Commission pilotage*, Bruxelles, 26/10/2004.

Delvaux, B., van Zanten, A., (2004), « Six espaces scolaires locaux: interdépendances et concurrences entre les établissements », *Colloque « Changement des modes de régulation et production sociale des inégalités dans les systèmes d'éducation : une comparaison européenne »*, Bruxelles, 15/9/2004

Demeuse, M., Delvaux, B., (2004), « Mobilité des élèves dans le système éducatif belge francophone, Colloque « Genre et données longitudinales », *Onzièmes Journées d'Etudes sur les Données longitudinales dans l'analyse du marché du travail*, Dijon, 27 et 28/5/2004.

Joseph, M., Delvaux, B., (2004), « Les pratiques internes des établissements, reflets de leur position dans la hiérarchie scolaire », *Colloque du Cerisis-UCL « Destins d'élèves et interdépendances entre écoles »*, Charleroi, 12/5/2004.

Joseph, M., Delvaux, B., (2004), « Les pratiques internes des établissements, reflets de leur position dans la hiérarchie scolaire », *Colloque du Réseau d'Analyse Pluridisciplinaire des Politiques Educatives*, Bruxelles, 16/9/2004.

Mangez, E., (2004), « La production des programmes de cours par les agents intermédiaires : transferts de savoir et relations de pouvoir », *Congrès de l'Association Française de Sociologie*, Paris, 25-26/2/2004

Mangez, E., (2004), « La production des programmes de cours par les agents intermédiaires : transferts de savoir et relations de pouvoir », *3^{ème} congrès des chercheurs en éducation*, Bruxelles, 16 et 17/3/2004.

Mangez, E., (2004), « Problématiser la réception des réformes pédagogiques par les enseignants et opérationnaliser une collecte de matériaux: comment articuler

propositions théoriques et structuration d'une grille d'entretien? », *Labo du Girsef*, Louvain-La-Neuve, 24/3/2004.

Delvaux, B., (2003), « Modes de régulation, interdépendances et inégalités », *RAPPE seminar*, University of London, 21-22/3/2003.

Delvaux, B., (2003), « La ségrégation scolaire, phénomène avéré mais mal connu : apports et limites des données disponibles en Belgique francophone », *Colloque international de l'ADMEE-Europe*, Liège, 4-6/9/2003.

Delvaux, B., (2003), « Le rôle des conseils de zone dans la régulation des rapports inter-établissements », *Colloque du Girsef-UCL « Le décret « missions », six ans après »*, Louvain-la-Neuve, 28/11/2003.

Delvaux, B., (2003), « Ségrégation scolaire et interdépendance locale entre établissements : une comparaison européenne », *6^{ème} séminaire RAPPE « La ségrégation scolaire : effets, débats, construction et régulation »*, Paris, 12-13/12/2003

Giraldo, S., Maroy, C., Van Ouytsel, A., Colemans, J., Delvaux, B., (2003), « Les agents de régulation du travail pédagogique enseignant en Communauté française de Belgique », *Symposium Labriprof - Girsef*, Louvain-La-Neuve, 22-23/9/2003.

Mangez, E., (2003), « La production des programmes de cours par les agents intermédiaires : transfert de savoirs et relations de pouvoir », *Symposium Labriprof - Girsef*, Louvain-La-Neuve, 22-23 /9/2003.

4.4. Autres articles

Delvaux, B., (2005), « Tout commence en maternelle », *Revue Louvain*, n°154, avril 2005.

Mangez, E., et Leclercq, C., (2005), « Place et stratégies conscientes et inconscientes des parents issus de milieux modestes ou défavorisés dans leur rapport à l'école », *Observatoire, Revue d'action sociale et psychomédicale*, n°46, 76-81.

Delvaux, B., (2004), « Quand les indicateurs servent à piloter... », Interview, *Exposant Neuf*, n°22, nov-déc. 2004, pp. 8-10.

Delvaux, B., (2004), « Bassin scolaire : une idée qui fait son chemin », *Cerisis-info*, n° 16, décembre 2004, pp. 1-2.

Mangez, E., (2004), « Transformations de la régulation de l'action éducative », *Cerisis-info*, n° 16, décembre 2004, pp. 3-5.

Schleipper, A., Delvaux, B., *et al.*, (2004), « Forum 7. Education-formation. Propositions », *Charleroi 2020*.

Baffrey-Dumont, V., (2003), « Un travail de pratique réflexive avec ses collègues : quelles conditions, quels effets ? », *Cerisis-info*, n° 12, janvier 2003.

4.5. Communications et interventions dans l'UCL et autres universités

Delvaux, B., (2004), « La démocratisation de l'accès aux études supérieures », *présentation du rapport MOC-UCL au Conseil de l'Enseignement Secondaire*, Louvain-la-Neuve, 29/4/2004

Delvaux, B., (2004), « La démocratisation de l'accès aux études supérieures : le point de vue statistique », *Après-midi d'études du Conseil de l'Enseignement secondaire*, Louvain-la-Neuve, 1/12/2004.

Delvaux, B., (2004), « La démocratisation de l'accès aux études supérieures », *présentation du rapport MOC-UCL au Conseil des agrégations*, Louvain-la-Neuve, 25/5/2004

4.6. Communications et interventions auprès des acteurs sociaux

Delvaux, B., (2005), « Les centres P.M.S. et le contrat pour l'école », communication lors d'une formation inter-réseaux des directeurs des centres P.M.S., La Louvière, 10/10/2005.

Delvaux, B., (2005), « Quelle configuration des bassins scolaires ? », communication lors de la journée de formation du Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique, Gentinnes, 16/3/2005.

Delvaux, B., (2005), « Une renforcement de l'enseignement et de la formation ? », communication lors du Forum « Le développement des savoirs » du projet « Charleroi 2020 », Charleroi, 10/3/2005.

Delvaux, B., (2005), « Les bassins scolaires et les établissements du secondaire », Communication dans la cadre d'une formation des directeurs, Association des Directeurs de l'enseignement libre de Namur, La Panne, 24/1/2005.

Delvaux, B., (2005), « Centres P.M.S. et contrat stratégique pour l'éducation », communications aux membres du bureau de la Fédération des centres PMS de l'enseignement libre, Namur, 31/1/32005.

Delvaux, B., (2005), « Centres P.M.S. et bassins scolaires », communication dans le cadre d'une réunion des directeurs des centres PMS libres du Hainaut, Mons, 21/1/2005

Delvaux, B., (2005), « Les bassins scolaires », intervention dans le groupe de travail MOC fédéral, Bruxelles, 14/1/2005.

Delvaux, B., (2004), Rapporteur de l'atelier « Le fonctionnement du système éducatif » de la journée de travail ABC-EDUC « planification de la recherche en éducation », Namur, 29/1/2004.

Delvaux, B., Baye, A., (2004), Présentation des rapports de recherche « indicateurs » au comité d'accompagnement, Bruxelles, 31/1/2004 et 8/10/2004,

Mangez, E., (2004), Contribution à l'atelier « Le fonctionnement du système éducatif » de la journée de travail ABC-EDUC « planification de la recherche en éducation », Namur, 29/1/2004.

Chasse, S., Delvaux, B., (2003), « La régulation des espaces locaux d'interdépendance dans l'enseignement fondamental officiel subventionné », communication aux acteurs du réseau officiel subventionné précédemment rencontrés dans le cadre d'interviews, Charleroi, 29/04/2003.

Chasse, S., Delvaux, B., (2003), « La régulation des espaces locaux d'interdépendance dans l'enseignement fondamental organisé par la Communauté française », communication aux acteurs du réseau de la Communauté française précédemment rencontrés dans le cadre d'interviews, Charleroi, 12/5/2003.

Chasse, S., Delvaux, B., (2003), « La régulation des espaces locaux d'interdépendance dans l'enseignement fondamental », communication au cabinet du Ministre Nollet, Ittre, 8/10/2003.

Delvaux, B., Joseph, M., Mangez, E., (2003), Réunion du comité d'accompagnement de la recherche « Familles défavorisées et écoles maternelles », Bruxelles, 5/5/2003.

Dumont, V., Delvaux, B., (2003), « Présentation de l'état d'avancement de la recherche au comité d'accompagnement de la FOCEF », Bruxelles, 8/1/2003.

Dumont, V., Delvaux, B., (2003), « Présentation de l'état d'avancement de la recherche aux gestionnaires de formation de la FOCEF », Champion, 15/1/2003.

Dumont, V., Rucquoy, D., Delvaux, B., (2003), « Présentation de l'état d'avancement de la recherche aux gestionnaires de formation de la FOCEF », Champion, 28/5/2004.

Joseph, M., Mangez, E., (2003), « Les familles défavorisées à l'épreuve de l'école maternelle » communication au Sedess, Bruxelles

Joseph, M., Mangez, E., (2003), « Les familles défavorisées à l'épreuve de l'école maternelle » communication aux Assises pour l'égalité, Bruxelles.

Joseph, M., Mangez, E., (2003), « Les familles défavorisées à l'épreuve de l'école maternelle », communication au centre PMS III, Marchienne-Au-Pont.

Joseph, M., Mangez, E., (2003), « Voir l'école maternelle à travers le regard des familles défavorisées », communication au SEDEF, Bruxelles.

Rucquoy, D., Delvaux, B., (2003), « Présentation du rapport final de la recherche portant sur l'analyse de la demande de formation », Conseil d'administration de la FOCEF, Ciney, 21/10/2003.

4.7. Autres services à la société : expertises, formations, conseils

Delvaux, B., (2005 et 2006), Participation au « groupe des XX », groupe de réflexion d'acteurs de l'enseignement catholique de Charleroi, 6/6/2005, 19/7/2005, 7/11/2005, 5/12/2005.

Colin, M., Delvaux, B., (2004), « L'orientation scolaire contextualisée », formation à destination des PMS, Fédération des centres PMS Libres, Namur, 26 et 27/4/2004

Delvaux, B., (2004), « Inégalités et ségrégations dans l'enseignement », exposé, IMP d'Etalle, 4/10/2004.

Delvaux, B., (2004), « Interdépendances entre écoles au sein d'un bassin scolaire », Conseil de zone de l'enseignement confessionnel de Charleroi-Hainaut-Sud, Gosselies, 25/5/2004

Delvaux, B., (2004), « Les bassins scolaires et l'orientation », exposé, Commission inter-réseaux des centres PMS de Verviers, Verviers, 25/11/2004

Delvaux, B., (2004), « Les bassins scolaires : quels fondements et quelles perspectives ? », exposé, CSC-enseignement, Namur, 15/12/2004.

Delvaux, B., (2004), « Les bassins scolaires », exposé, Service Diocésain de l'Enseignement Fondamental de Bruxelles-Brabant wallon, 25/10/2004

Delvaux, B., (2004), « Orientation scolaire et interdépendances entre écoles », exposé, Fédération de l'Enseignement secondaire Catholique, Houffalize, 30/4/2004.

Delvaux, B., (2004), « Réflexion prospective sur la question du développement de la régulation du système d'enseignement en Communauté française », exposé, Groupe Gauche 21^e, Bruxelles, 6/12/2004.

Delvaux, B., (2004), Animation d'un groupe de travail au sein de l'atelier éducation-formation de Charleroi 2020, Charleroi, 12/2/2004, 19/4/2004, 17/5/2004, 9/6/2004, 24/8/2004, 12/10/2004 et 9/11/2004.

Delvaux, B., (2004 à 2006), Delvaux, B., (2003), Participation au comité d'accompagnement d'une recherche menée par J. Rihoux à propos de la maltraitance des enfants, Namur, 27/4/2004, 13/6/2005.

Delvaux, B., (2004), Membre du Comité d'accompagnement de la recherche « Architecture d'une base de données élèves » Saint-Louis-ULB, Bruxelles, 10/3/2004 et 28/9/2004,

Delvaux, B., (2004), Membre du Comité scientifique du pôle philosophie du centre Interfaces, 18/11/2004.

Delvaux, B., (2004), Participation à l'assemblée générale de ABC Educ, Bruxelles, 16/3/2004.

Joseph, M., Delvaux, B., (2004), « Les pratiques internes des établissements, reflets de leur position dans la hiérarchie scolaire », réflexion sur ce travail avec une équipe de direction d'un établissement secondaire de Charleroi, Charleroi, 18/3/2004.

Mangez, E., (2004), « Pédagogie visible et pédagogie invisible : apport du travail de Bernstein pour l'analyse des transformations pédagogiques actuelles », expertise lors d'une journée de travail de la Fédération de l'Enseignement Secondaire Catholique, Bruxelles, 8/1/2004.

Mangez, E., (2004), « Sociologie des pratiques pédagogiques », exposé, Congrès de l'AFAPMS, Bûdgenbach, 19/3/2004.

Mangez, E., (2004), Membre du jury à l'IRAM (Mons) : examen des travaux de fin d'étude en vue de la délivrance de certificats d'aptitude pédagogique (CAP)

Collin, M., Delvaux, B., Ghistelinck, Chr., (2003), « L'orientation scolaire recontextualisée, ou l'orientation scolaire aux risques de la philo, de la socio et de la psycho », formation à destination des agents PMS, Fédération des centres PMS Libres, Namur, 13 et 14/3/2003.

Delvaux, B., (2003), Participation à une réunion préparatoire au colloque de l'ADMEE et portant sur les bases de données portant sur l'enseignement en Communauté française, ULg (SPE), Liège, 22/1/2003.

Delvaux, B., (2003), « Enseignement technique et professionnel : constats et questions », exposé, CSC-Charleroi, 15/4/2003.

Delvaux, B., (2003), Membre du comité d'accompagnement de la recherche menée par le GIRSEF-UCL à propos de la gestion de l'hétérogénéité, pour le Ministre de l'Enfance, Bruxelles, 21/2/2003.

Delvaux, B., (2003), Remise d'avis à propos d'un projet de recherche-action du Centre Interfaces, Namur, 14/4/2003.

Delvaux, B., (2003), Participation au comité d'accompagnement d'une recherche menée par J. Rihoux à propos de la maltraitance des enfants, Bruxelles, 27/6/2003.

Delvaux, B., (2003), Participation à un groupe de travail au Centre d'Information et d'Orientation de l'UCL, suite au rapport sur la démocratisation de l'enseignement supérieur, exposé, Louvain-la-Neuve, 4/7/2003.

Delvaux, B., (2003), Communication lors d'une réunion de la FEsec portant sur l'harmonisation de l'offre d'enseignement, Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique, Bruxelles, 4/12/2003.

Joseph, M., Mangez, E., (2003), Participation au comité d'accompagnement d'une recherche action de l'Ecole des Parents et des Educateurs menée par Danielle Moureaux, diverses réunions.

Liénard, G., Mangez, E., (2003), Expertise lors d'une journée de travail de la Fédération de l'Enseignement Secondaire Catholique, Wenduine, 3/3/2003.

Mangez, E., (2003), « Analyse sociologique des croyances pédagogiques », expertise lors d'une journée de travail de la Fédération de l'Enseignement Secondaire Catholique, exposé, Nivelles.

5. Direction de thèses, de mémoires, encadrement de stagiaires

Encadrement de thèses

(en lien direct avec les thématiques du Cerisis)

Delvaux, B., (défense prévue en 2007), « La régulation des relations inter-organisationnelles et la question des inégalités. Le cas du système scolaire en Belgique francophone ».

C. Maroy (promoteur), G. Liénard, A. van Zanten

Mangez, E., (défense prévue en 2006), « Innovations pédagogiques et démocratisation scolaire. Réforme du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire : production et transmission des modèles pédagogiques et analyse des stratégies des acteurs face aux changements pédagogiques ».

G. Liénard (promoteur), J. Marquet et A. van Zanten.

Tilleux, O., (2005), « Modes de constitution, de fonctionnement et capacité d'action des élites locales en Wallonie. Analyse de cas ».

G. Liénard (promoteur), L. Albarello (co-promoteur), G. Bajoit.

Mémoires, encadrement de stages

Delvaux, B., (2005-2006), Membre du comité d'accompagnement du mémoire de licence FOPA de Bernard Vermeulen.

Delvaux, B., (2005-2006), Membre du comité d'accompagnement du mémoire de licence FOPA de Patrick Vermeulen.

Delvaux, B., (2005-2006), Membre du comité d'accompagnement du mémoire de licence FOPES de Claude Dogot.

Mangez, E., (2004-2005), Co-promotion (avec J. Marquet) du mémoire de licence SEXO de Véronique Van Nieuwenhove (mémoire en cours).

Mangez, E., (2004-2005), Co-promotion (avec J. Marquet) du mémoire de licence FOPA de Marie Ernst.

Mangez, E., (2004-2005), Membre du comité d'accompagnement (avec E. Servais et J. Daems) du mémoire de licence FOPA de Caroline Delforge.

Mangez, E., (2004-2005), Membre du comité d'accompagnement (avec E. Servais et P. de Saint-Georges) du mémoire de licence FOPA de Paul-Marie Leroy et Tihamer Wertz.

Delvaux, B., (2003), Accompagnement du mémoire FOPA de Laura Martella : « Les pratiques de formation des classes au 1^{er} degré de l'enseignement secondaire » (promoteur : Dominique Grootaers).

Mangez, E., (2003), Membre du jury à l'IRAM (Mons) : examen des travaux de fin d'étude en vue de la délivrance de certificats d'aptitude pédagogique (CAP).

6. Autres activités au sein de l'UCL et autres universités

Delvaux, B., (2003-2005), Membre du Conseil de l'enseignement secondaire, UCL.

DEUXIÈME DOMAINE

Insertion durable

Sommaire

1. Présentation des travaux scientifiques :	39
Introduction	39
Orientation 1. Stigmatisation des chômeurs et maintien dans la formation	40
Discrimination et insertion socioprofessionnelle.....	41
Perméabilité et bien-être	42
Perspectives	42
Orientation 2. Les relations sociales dans la construction de l'identité liée au monde du travail	43
Une recherche longitudinale.....	43
Perspectives	44
Orientation 3. Maintien dans l'emploi des adultes âgés.....	44
L'analyse des représentations sociales du vieillissement	45
Perspectives	47
2. Apports sociaux et pédagogiques.....	47
3. Partenariats	49
Partenariats de terrain.....	49
Partenariats scientifiques	49
4. Publications, Communications.....	50
5. Direction de thèses, de mémoires, encadrement de stages.....	60
6. Autres activités au sein de l'UCL et dans d'autres universités	61

1. Présentation des travaux scientifiques

Introduction

Dans ce deuxième domaine de recherche, il s'agit d'analyser les conditions psychologiques, sociales et organisationnelles qui permettent une meilleure insertion de publics vulnérables sur le marché du travail, tant en termes d'accès à la vie professionnelle (e.g. les jeunes peu qualifiés, les chômeurs de longue durée) que de maintien dans l'emploi (e.g. les jeunes travailleurs) et/ou de progression dans la carrière (e.g. les travailleurs âgés, les femmes).

L'angle d'analyse privilégié relève de la psychologie sociale et prend comme axe central les processus intergroupes. L'intérêt d'une telle approche réside dans le fait qu'elle considère les travailleurs (qu'ils occupent ou non un emploi) non pas comme relevant d'un état qui les caractérise surtout individuellement mais comme vivant une situation qui concerne les rapports entre groupes sociaux. En d'autres mots, même si chômeurs et travailleurs peuvent estimer que le chômage ou le travail comporte des dimensions personnelles, le phénomène en jeu est, en réalité, collectif. Les théories de la stigmatisation sociale et de l'identité sociale sont les principaux cadres de référence.

La problématique centrale qui a été traitée dans nos recherches concerne les effets de la stigmatisation du chômage sur les personnes sans emploi. Les recherches en psychologie sociale en ont démontré la puissance à la fois délétère et contre-productive. Effets délétères car la stigmatisation est souvent suivie d'un cortège de conséquences telles que dévalorisation de soi, compétence intellectuelle amoindrie, etc. Effets contre-productifs car les stratégies que les personnes stigmatisées mettent en place peuvent, de manière paradoxale, contribuer à accroître leur propre marginalisation et à légitimer les inégalités sociales existantes.

Plus précisément, dans le contexte socioéconomique défavorable de la Région wallonne, les questions traitées dans nos recherches sont les suivantes. Par quels mécanismes l'identité sociale des individus appartenant aux catégories sociales les plus vulnérables est-elle altérée ? Quelles en sont les conséquences sur le plan de l'insertion sociale et professionnelle ? Comment peuvent-ils restaurer, en dépit de la situation, une estime de soi positive durable ? Quelles pratiques sociales y contribuent de manière privilégiée ? Ces questions abordent en fait deux aspects complémentaires : l'un, théorique, vise à démonter les mécanismes en jeu à la lumière de théories de la psychologie sociale et, l'autre, pragmatique, cherche à dégager les conditions qui favorisent, à moyen terme, l'insertion sociale et professionnelle de ces différents groupes de personnes.

Une telle approche ne prend toutefois son sens que si les recherches se réalisent au sein de partenariats incluant, selon les cas, des intervenants de l'insertion socioprofessionnelle, des représentants de travailleurs ou d'employeurs. Ces collaborations permettent de traiter les problèmes qui se posent en intégrant d'abord une compréhension plus complète du fonctionnement social et en proposant ensuite des recommandations liées au terrain. Il peut résulter, de cette démarche de recherche concertée, un effet multiplicateur puisque les compétences acquises par les opérateurs s'exerceront ultérieurement dans leurs pratiques professionnelles.

Les recherches sont développées selon trois orientations.

La première orientation concerne les populations de demandeurs d'emploi en butte à un taux de chômage particulièrement élevé et à des formes de discrimination avérées ou latentes. Elle examine les stratégies que les chômeurs mettent spontanément en place pour faire face à cette situation.

La deuxième orientation concerne la primo-insertion professionnelle. Chaque année, de nombreux jeunes peu qualifiés arrivent sur le marché de l'emploi et ont des difficultés à trouver du travail ou à le garder. Le volet de recherche vise à étudier les formes de soutien social susceptibles d'aider ces jeunes chômeurs à préserver leur bien-être et faciliter leur insertion socioprofessionnelle.

La troisième orientation concerne le maintien dans l'emploi des travailleurs âgés. Les recherches ont pour objectif la mise en évidence des processus psychosociaux qui, dans un contexte où l'âge peut être source de stigmatisation, sont susceptibles de conduire un travailleur à quitter précocement le milieu professionnel ou, inversement, à poursuivre sa carrière.

Orientation 1. Stigmatisation des chômeurs et maintien dans la formation

S'inscrivant dans les nouvelles directions des politiques d'emploi, qui visent à renforcer les mesures dites « actives » par opposition aux mesures dès lors qualifiées de « passives », l'octroi des allocations de chômage est de plus en plus lié aux preuves de la volonté de s'insérer dont peut attester le chômeur (recherche active d'emploi mais également formation, etc.)¹. En d'autres termes, dans l'orientation des politiques d'activation, une logique de responsabilisation individuelle prédomine dans l'attribution des « causes » liées à la non-obtention d'un emploi et, partant, dans la reconnaissance du droit aux allocations sociales. Cependant, considérer que la situation d'emploi ou de non-emploi résulte principalement d'un choix ou de possibilités strictement individuels revient à faire fi des contraintes extérieures qui pèsent sur l'individu. En effet, les situations individuelles de non-emploi s'inscrivent dans un contexte de chômage de masse (en juillet 2004, le taux de chômage était, en Région wallonne, de 18.43%²), qui réduit drastiquement les possibilités d'accéder au marché du travail et signifie, pour beaucoup, l'enlèvement dans le statut de « chômeur ». Or, les recherches menées au Cerisis établissent de manière répétée combien les processus identitaires liés à cette appartenance sont négatifs et constituent une entrave pour les individus.

Après un premier volet de recherches consacré à l'analyse des effets de la stigmatisation du chômage sur le bien-être des individus et leur insertion sociale et professionnelle, les recherches menées pendant la période visée par le rapport de recherche ont privilégié deux directions. La première concerne les perceptions et les

¹ Le plan d'accompagnement des chômeurs, consacré dans un premier temps (depuis juillet 2004) aux demandeurs d'emploi de moins de 30 ans, mais censé concerner à terme tous les demandeurs d'emploi de moins de 50 ans, s'inscrit dans cette perspective. Il vise en particulier à renforcer la recherche d'emploi (règles-clé pour faire son CV, conseils pratiques en matière de recherche d'emploi, etc.).

² Statistiques du service d'Analyse du marché de l'Emploi et de la Formation du Forem Conseil ; « <http://www.leforem.be> »

effets de la discrimination dans la recherche d'emploi ; la deuxième renvoie aux perceptions de l'ouverture du monde du travail aux personnes sans emploi.

Discrimination et insertion socioprofessionnelle

Quelles sont les perceptions de la discrimination à l'encontre des chômeurs et, le cas échéant, quels mécanismes de défense les personnes sans emploi développent-elles pour protéger leur bien-être de la menace induite par la discrimination ?

Les recherches menées précédemment au Cerisis ont mis en lumière l'hétérogénéité des réactions individuelles face à la discrimination : certains individus prennent distance par rapport au monde du travail pour protéger leur bien-être tandis que d'autres continuent à investir la sphère professionnelle (cf. Bourguignon et Herman, 2005). Dès lors, la suite des travaux a porté sur les processus susceptibles d'expliquer ce phénomène.

Pour expliquer la diversité des attitudes face à la discrimination, le modèle de « rejet-identification »³ pose l'hypothèse que l'identification au groupe d'appartenance est susceptible d'atténuer les effets de la discrimination : les individus fortement identifiés à leur groupe seraient moins affectés par la discrimination que ceux qui se sentent peu concernés par ce groupe.

Bien que séduisante, l'hypothèse selon laquelle l'identification au groupe serait bénéfique pour l'estime de soi s'est révélée erronée pour les personnes sans emploi. Loin d'être protectrice, l'identification constitue un poids et est négativement liée à l'estime de soi des personnes sans emploi. Par ailleurs, elle pourrait être un des processus par lequel transitent les effets néfastes de la discrimination (Bourguignon, Yzerbyt et Herman, en préparation). Est-ce à dire que, pour une personnes sans emploi, la rencontre avec d'autres individus vivant la même situation de précarisation est néfaste? Des recherches réalisées par Dalla Valle et collègues (2005) de même que par Herman et Van Ypersele (2001) nous ont amenés à avancer l'hypothèse contraire. En effet, ces recherches avaient souligné les bienfaits que pouvait avoir l'appartenance à une association pour les personnes sans emploi. Dans le but de poursuivre cette réflexion, une recherche a été menée auprès d'une population de chômeurs⁴. Elle visait à examiner l'effet de l'appartenance à un groupe de chômeurs militants et de la perception de discrimination sur des variables liées au bien-être psychologique et au rapport au groupe. Les résultats révèlent que la discrimination explicite induit davantage de sentiment de colère mais n'agit pas sur l'estime de soi des participants. Quant à l'appartenance à une association militante, elle diminue le sentiment de honte, de culpabilité, de solitude et augmente l'identification au groupe et le sentiment de solidarité. En définitive, les résultats de ces recherches, s'ils n'apportent pas des arguments clairs quant au rôle de l'identification groupale per se, soulignent par contre le rôle protecteur de l'appartenance à une association. De ce fait, ils mettent en évidence les effets positifs de l'investissement concret dans des actions collectives.

³ Branscombe, N.R., Schmitt, M.T. & Harvey, R.D. (1999). Perceiving pervasive discrimination among African-Americans : Implications for group identification and well-being. *Journal of personality and social psychology*, *77*, 135-149

⁴ D'autres recherches ont été menées ou sont en cours. Elles traitent plus précisément de la question de la discrimination liée au genre. Nous renvoyons le lecteur à Bourguignon, Seron, Yzerbyt & Herman (2006)

Perméabilité et bien-être

La deuxième direction de recherche pose la question des effets de la perception de perméabilité du monde du travail sur le bien-être psychologique des personnes sans emploi. Ces dernières années, la perméabilité des frontières entre les groupes a souvent été épinglée comme une variable jouant un rôle primordial tant sur le plan du bien-être psychologique que sur le plan des stratégies de mobilité sociale mises en place par les membres de groupes stigmatisés (Baretto, Ellemers et Palacios, 2004 ; Garstka, Schmitt, Branscombe et Hummers, 2004 ; Herman, 1999). Afin de mieux saisir le rôle joué par cette variable dans le vécu des chômeurs, cinq études ont été réalisées (cf. Bourguignon, 2005). Celles-ci ont mobilisé des méthodologies soit corrélationnelles, soit expérimentales

De ces différentes recherches, il apparaît que la perception de perméabilité ne trouve pas ses origines dans les informations objectives, les résultats indiquent en effet que la perception de perméabilité n'est en aucune manière reliée aux taux de chômage. Il convient en fait de distinguer deux dimensions dans la perméabilité : la perméabilité personnelle, concernant l'individu lui-même et la perméabilité groupale, concernant l'ensemble de son groupe d'appartenance. Tout d'abord, il apparaît que les personnes sans emploi ont l'impression que le monde du travail leur est davantage ouvert (perméabilité personnelle) que pour le reste de leur groupe (perméabilité groupale). Ensuite, ces deux aspects de l'imperméabilité entretiennent des relations distinctes avec le bien-être psychologique et les attitudes par rapport au monde professionnel. Alors que la perception d'imperméabilité personnelle est associée négativement à ces deux dernières variables, l'imperméabilité groupale, quant à elle, montre un lien positif tant avec le bien-être psychologique qu'avec les attitudes professionnelles. Ces derniers résultats suggèrent que la perception d'imperméabilité groupale pourrait se révéler, dans certaines situations, être une cognition bénéfique tant pour l'insertion professionnelle que pour la santé mentale des personnes sans emploi.

Perspectives

Les études réalisées dans cette orientation ont jusqu'ici essentiellement porté sur les processus de discrimination que vivent les personnes sans emploi. Mais ces processus comportent aussi des dimensions émotionnelles (dont notamment, la honte, Paugam et Russel 2000, Eales, 1989) dont l'impact pourrait se révéler majeur pour analyser les stratégies de défense de soi que mettent en place les individus discriminés. Ce phénomène sera dès lors étudié non seulement auprès des chômeurs mais également des travailleurs qui, lorsque certaines caractéristiques leur sont associées (de sexe, d'apparence physique, d'origine...), subissent des formes d'exclusion lors de l'embauche ou dans le cadre de promotions.

De manière complémentaire, il importe également d'analyser la manière dont cette discrimination est produite par les membres des groupes de haut statut. Des études seront réalisées qui traiteront les mécanismes tant cognitifs qu'émotionnels qui amènent employeurs ou recruteurs à produire cette discrimination dans certaines circonstances.

Orientation 2. Les relations sociales dans la construction de l'identité liée au monde du travail

Cette orientation de recherche traite de l'insertion socioprofessionnelle de jeunes sortant de l'école, dans la région du Centre-Hainaut, région particulièrement défavorisée sur le plan du marché de l'emploi. Son objectif est de mettre en évidence les conditions psychosociales qui facilitent l'accès à et le maintien dans l'emploi d'une population de jeunes peu qualifiés, possédant au maximum un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur.

Ces dernières années en effet, le chômage des jeunes a augmenté et la période séparant la fin des études et le début d'une carrière de travailleur tend à s'allonger sensiblement. Naviguant dès lors dans cet entre-deux pendant une période qui peut être longue, les jeunes sont inscrits institutionnellement comme personnes sans emploi. Or, cette catégorisation administrative dans le groupe stigmatisé des chômeurs peut avoir des effets délétères tant sur les variables de santé que sur d'insertion professionnelle. La deuxième orientation de recherche vise à analyser ces effets en les mettant en lien avec la façon dont les jeunes qui sortent de l'école et qui n'ont pas d'emploi structurent leur nouvelle identité; en particulier, quels sont leurs rapports avec leur identité contrainte de « chômeur » d'une part et l'identité possible, mais différée, de « travailleur » d'autre part ? Quels sont les effets de ces diverses identifications sur leur trajectoire d'insertion sociale et professionnelle ? Les effets délétères engendrés par une identité sociale stigmatisée (e.g., chômeurs, immigrés, femmes, ...) peuvent-ils être contrebalancés par une ou plusieurs autre(s) identité(s) plus positive(s) (e.g., membre d'une association de quartier, d'un comité de parents, musicien, sportif, ...) ? Par ailleurs, ces identités sociales sont intimement liées aux réseaux sociaux dans lequel s'inscrit le jeune. En effet, derrière toute identité sociale, il y a des faisceaux d'interactions symboliques ou sociales, faits de soutien émotionnel, de conseils, de compagnonnage, voire également de dénigrement et de critiques. En particulier, ces interactions peuvent permettre au jeune de comparer ses réactions à celles d'autrui, de se construire un cadre interprétatif destiné à donner un sens aux événements ou encore d'évaluer la pertinence de ses attitudes. Et ce faisant, elles peuvent peser sur les réponses que donne le jeune aux situations difficiles qu'il traverse. En d'autres termes, il s'agit de vérifier les possibles effets 'médiateur' ou 'modérateur' du soutien social sur la relation entre identité sociale d'une part et bien-être et insertion professionnelle, d'autre part.

Une recherche longitudinale

Une étude longitudinale a été réalisée en Région wallonne, dans le cadre du « Plan Jeunes+ mis en œuvre par le Forem. Ce dispositif concerne les démarches d'insertion sociale et professionnelle des jeunes de moins de 25 ans et vise à leur offrir un support pour la réussite de ces démarches. De nombreuses études montrent que globalement, le chômage a un impact négatif sur le bien-être physique et psychologique des individus. En particulier les jeunes au chômage ont une estime de soi moindre que ceux qui continuent leur parcours scolaire ou qui travaillent (par exemple, McKee-Ryan, F. M., Song, Z., Wanberg, C. R., & Kinicki, A. J., 2005). Mais au-delà de cet impact, la question se pose de savoir quels processus sont susceptibles de limiter les 'dégâts' observés. Les résultats qui ont été dégagés de l'étude longitudinale mettent en exergue que, pour les jeunes sans emploi, se voir

comme tel est une perception néfaste pour leur estime de soi et leur santé mentale mais également au regard de leurs attitudes par rapport au travail. Toutefois, ils montrent également qu'un organisme, chargé de l'insertion socioprofessionnelle peut, au travers de pratiques produisant du soutien social tant instrumental qu'émotionnel, contribuer au maintien d'une estime de soi pour les jeunes chômeurs. D'un côté le soutien instrumental apporte la possibilité d'accroître leur compréhension de la situation et d'indiquer la pertinence de leurs réactions. De l'autre, le soutien émotionnel permet de réduire l'aspect menaçant que représente pour un jeune le fait de se sentir appartenir à un groupe dévalorisé, celui des personnes sans emploi. De la même manière, le fait de s'impliquer affectivement dans l'identité de personne sans emploi, de la considérer comme au moins partiellement positive peut se révéler également protecteur pour l'estime de soi des jeunes en recherche d'emploi.

Perspectives

Cette approche a mis en lumière le fait que certaines formes d'identité, même lorsqu'elles sont négatives, peuvent jouer un rôle protecteur dans des situations stigmatisantes. De plus, elles sont susceptibles d'activer d'autres processus (comme le soutien social perçu) qui constituent autant de moyens pour faire face aux événements. Une voie à développer concerne dès lors l'analyse des liens qui se tissent entre identité et soutien social pour expliquer à la fois la santé mentale et l'insertion professionnelle.

Orientation 3. **Maintien dans l'emploi des adultes âgés**

Le déclin marqué du taux d'emploi des travailleurs de plus de 50 ans, conventionnellement appelés « travailleurs âgés », observé ces dernières années dans de nombreux pays occidentaux conduit les gouvernements à modifier leurs politiques de (pré)pension afin de prolonger la vie active effective. Dans l'hypothèse où le maintien dans l'emploi serait contraint, comment s'assurer que la vie professionnelle se poursuive dans le respect du bien-être des travailleurs âgés ? Apporter des éléments de réponse à cette question suppose, au préalable, que l'on comprenne les raisons qui incitent le travailleur âgé à vouloir cesser sa vie professionnelle de manière anticipée. En effet, en dehors du cadre des restructurations d'entreprise où la prépension peut être imposée aux travailleurs, celle-ci peut être un choix délibéré du travailleur.

La plupart des études portant sur la fin de carrière envisagent exclusivement l'option relative à la (pré)pension (arrêter/poursuivre son activité professionnelle) et prennent en considération les caractéristiques des individus et/ou du travail qu'ils accomplissent pour éclairer leur intention sur ce plan. Ces études mettent en évidence que le retrait professionnel est d'autant plus probable que le travailleur se sent en mauvaise santé, qu'il projette peu de difficultés financières lors de sa (pré)pension et/ou que ses conditions de travail sont pénibles (e.g. Barnes-Farrell, 2003). Dans cette perspective, la décision de prépension est abordée sous un angle essentiellement individuel. Or, l'on peut penser que des processus sociaux, susceptibles de définir des normes en termes de comportement, sont également à l'œuvre. Les processus sociaux qui contribuent à définir la vieillesse et, ce faisant, le

statut du groupe des « personnes âgées » au sein de la société, pourraient se révéler à cet égard particulièrement pertinents.

Les recherches récentes mettent en effet en évidence que, à l'instar de celles concernant les personnes âgées (dans les études, le plus souvent 65 ans et plus), les représentations sociales concernant le groupe des travailleurs âgés sont à la fois positives et négatives, l'évaluation négative portant essentiellement sur les aspects de compétences (e.g. Perry & Finkelstein, 1999). Dans le monde du travail, le vieillissement apparaît donc comme une source possible de stigmatisation. Or, les recherches portant sur des groupes stigmatisés mettent en évidence combien le fait d'appartenir à un groupe socialement stigmatisé peut influencer les comportements individuels (Crocker, Major & Steele, 1998). Dans cette perspective, l'application de la théorie de l'identité sociale (Tajfel & Turner, 1979) à la problématique du maintien en emploi constitue une approche pertinente pour aborder la manière dont les travailleurs âgés réagissent à la stigmatisation potentielle du vieillissement dans le monde du travail.

Les recherches développées au cours de la période visée par le présent rapport ont porté d'une part sur les stéréotypes associés au groupe des travailleurs âgés et d'autre part sur les processus qui interviennent dans le choix professionnel du travailleur âgé, en ouvrant l'analyse à d'autres attitudes que celles orientées vers le retrait de la sphère professionnelle.

L'analyse des représentations sociales du vieillissement

Dans la ligne des données disponibles dans la littérature (e.g. Smith, 2001) et en exploitant le modèle bidimensionnel (compétence/sociabilité) de Cuddy et Fiske (2002), une analyse des stéréotypes liés au groupe des travailleurs âgés a été réalisée. Les données, récoltées auprès de 175 participants (1 recueil par Web, N=145 ; 1 recueil par questionnaire papier, N=30), indiquent que les travailleurs âgés se distinguent positivement des travailleurs plus jeunes sur le plan de l'expérience (maturité, perspicacité) et de la conscience professionnelles (rigueur, fiabilité). Les stéréotypes négatifs renvoient à la démotivation des travailleurs âgés, perçus comme aspirant à la prépension, moins énergiques et moins battants que les travailleurs plus jeunes ainsi qu'à leur déficit quant à certaines compétences, notamment en termes de flexibilité, d'adaptation, de créativité et d'innovation.

La recherche devrait être généralisée, en collaboration avec l'IWEPS (Institut Wallon de l'Evaluation, de la Prospective et la Statistique), à un échantillon représentatif de la population wallonne.

L'analyse des attitudes professionnelles des travailleurs âgés

Après une recherche exploratoire, menée en 2003 auprès d'un échantillon de 271 travailleurs de 50 à 60 ans de l'UCL, qui avait mis en évidence que dans le monde professionnel, s'identifier à son groupe d'âge (50 ans et plus) altère le bien-être, favorise l'intention de départ ainsi que, si celui-ci n'est financièrement pas possible, le désengagement psychologique de l'emploi, deux recherches ont approfondi l'analyse.

Toutes deux ont été poursuivies dans la ligne de Mummendey, Kessler, Klink et Mielke (1999) afin d'intégrer dans l'analyse, outre les processus identitaires, ceux liés à la privation relative intergroupe. Les attitudes ainsi prédites sont non seulement individuelles, orientées vers le retrait de la sphère professionnelle (intention de prépension ; désengagement psychologique) ou le maintien dans celle-ci (implication organisationnelle) mais également collectives (action collective en faveur du retrait ; compétition sociale dans le cadre du maintien). Le modèle intègre en outre, sur base d'une revue approfondie de la littérature, les variables individuelles (variables sociodémographiques, santé perçue, qualité de vie) et organisationnelles (conditions de travail, pratiques discriminatoires dans l'entreprise, implication professionnelle) pertinentes pour l'analyse.

Après un pré-test du questionnaire auprès de 54 travailleurs âgés, le modèle a été mis une première fois à l'épreuve dans le cadre d'un partenariat établi avec la Centrale Nationale des Employés (CNE), auprès d'une population de 152 employés et ouvriers, dans les secteurs marchands et non-marchands publics et privés. Ensuite, une deuxième recherche a été menée en contrôlant a priori certaines caractéristiques sociodémographiques (échantillon raisonné sur les critères de sexe, de statut socioprofessionnel et d'âge), dans le secteur marchand privé (N=360).

Les résultats de la première recherche mettent en évidence que, de manière cohérente avec la littérature scientifique dans le domaine, l'intention de retrait anticipé est d'autant plus prononcée que le travailleur âgé se sent en mauvaise santé et/ou qu'il anticipe peu de difficultés financières lorsqu'il envisage sa prépension. L'âge et le genre, par contre, ne semblent pas être des prédicteurs significatifs de l'intention de retrait anticipé. Sur le plan organisationnel, le type de secteur ne semble pas non plus influencer l'intention de retrait anticipé, au contraire du degré d'autonomie dans l'emploi : moins l'individu s'estime autonome, plus il a l'intention de quitter précocement le travail. La charge physique du travail et la nécessité de s'adapter à des changements dans celui-ci ne semblent quant à elles pas être liées au retrait anticipé.

En termes d'identité sociale, il apparaît que la tendance à se percevoir en tant que travailleur âgé oriente l'individu vers le retrait objectif du monde du travail. Ceci est d'autant plus vrai que le travailleur perçoit dans son entreprise une possibilité de départ anticipé (perméabilité non professionnelle). Le retrait anticipé n'est toutefois pas toujours possible pour des raisons personnelles et/ou organisationnelles. La question qui se pose est, dès lors, de savoir comment se réalise le maintien dans l'emploi. Les analyses soulignent que la qualité de celui-ci (implication organisationnelle, faible compétition sociale) est fortement associée à la perception de la différenciation qui est faite entre les travailleurs sur base de l'âge (perméabilité professionnelle). En d'autres termes, le fait de percevoir qu'il est possible, ou impossible, d'être valorisé individuellement malgré l'étiquette de travailleur âgé oriente le type d'attitudes que le travailleur âgé développe préférentiellement au sein de l'organisation.

Les données de la deuxième recherche sont en cours d'analyse. Les premiers résultats sont cohérents avec ceux dégagés précédemment.

Perspectives

Les développements ultérieurs porteront, si les financements permettent cette orientation, sur l'influence des stéréotypes activés par le contexte sur les attitudes professionnelles. Etant donné l'ambivalence des stéréotypes concernant les travailleurs âgés, et l'influence des processus identitaires sur les attitudes professionnelles de ceux-ci, on peut en effet poser la question du rôle des stéréotypes, selon qu'ils sont perçus comme positifs ou négatifs, dans les perceptions de perméabilité intergroupe et l'identification groupale et, in fine, dans les attitudes professionnelles.

2. Apports sociaux et pédagogiques

Les travaux réalisés par l'équipe 'Insertion' tentent de dégager les éléments capables de limiter les effets délétères de la stigmatisation et d'en rompre le cercle vicieux auprès des différents groupes étudiés (chômeurs de longue durée, jeunes peu qualifiés et travailleurs âgés). Les mesures d'intervention peuvent jouer à trois niveaux :

- la prévention primaire : les mesures ont pour but de prévenir le risque lui-même,
- la prévention secondaire : les mesures ont pour but de prévenir le dommage lorsque le risque est présent,
- la prévention tertiaire : les mesures ont pour but de limiter le dommage provoqué par le risque.

En termes d'insertion sociale et professionnelle, les deux premiers types de prévention peuvent être considérés comme agissant surtout sur le plan de l'environnement des groupes défavorisés et interviennent en amont des difficultés. Le troisième type de prévention concerne l'aide individuelle (par exemple, le soutien psychothérapeutique) et prend place en aval, lorsque les dégâts ont eu lieu.

Les conclusions qui se dégagent de nos recherches indiquent l'importance majeure des deux premières formes d'intervention. En effet, dans la mesure où l'on a mis en évidence le fait que les processus en jeu sont en grande partie de nature situationnelle, ce n'est bien sûr pas sur l'individu qu'il importe d'intervenir en priorité mais sur son environnement social et institutionnel.

A titre d'exemple, voici quelques propositions, relevant du domaine de l'insertion socioprofessionnelle, à laquelle ont abouti l'une ou l'autre étude déjà réalisée.

En terme de prévention primaire

La stigmatisation étant construite socialement, il est pertinent d'organiser le champ de l'insertion sociale et professionnelle de façon telle que, dès l'amont, elle soit inopérante. Ceci peut se réaliser au travers d'un aménagement institutionnel qui affaiblisse la visibilité et la saillance des attributs stigmatisés. Il s'agit, par exemple, dans un organisme de formation pour adultes accueillant des travailleurs avec et sans emploi, d'éviter de rendre notoire l'appartenance de certains au groupe des

chômeurs ou à tout autre groupe social dont la réputation sur le plan de l'apprentissage est menacée. Dans le milieu professionnel, il s'agira de développer une politique de gestion de la diversité qui permette d'éviter les discriminations sociales lors de l'embauche (type d'offre d'emploi, analyse non discriminatoire des CV, etc.) mais également sur le plan de la gestion des carrières des différents groupes sociaux (éviter le « plafond de verre » ou les carrières planes à partir d'un certain âge).

En terme de prévention secondaire

Les stéréotypes étant résistants au changement, ils altèrent, dans la durée, les représentations que les individus se construisent d'eux-mêmes, en particulier celles concernant le sentiment d'être bien intégré et bien adapté à la société. Il importe dès lors de permettre à ces personnes d'accéder à d'autres conceptions de soi, positives cette fois. Ainsi, la mise en place de modules d'affirmation de soi par les organismes d'insertion peut se révéler une démarche utile pour peu qu'ils mettent l'accent sur des dimensions considérées comme importantes par l'individu concerné. De même, les politiques de gestion du personnel devraient être attentives à éviter ce qui peut renforcer les perceptions d'imperméabilité intergroupe, celle-ci étant susceptible d'altérer la qualité de vie dans l'emploi (désengagement professionnel et compétition sociale avec les plus jeunes).

Interventions sur le terrain

Afin de favoriser la mise en œuvre de ces propositions, diverses formes d'interventions sont conduites par les chercheurs depuis plusieurs années. Sur le plan méthodologique, elles prennent la forme de journées d'études ou de séminaires au cours desquels les résultats des recherches sont discutés avec les opérateurs des organismes d'insertion socioprofessionnelle et transformés en propositions d'action spécifiques. La démarche se fait donc conjointement entre chercheurs et acteurs de terrain. Un gain en résulte tant pour l'amélioration de la pratique professionnelle que pour la réflexion théorique qui trouve là une de ses sources d'inspiration pour les investigations ultérieures. Par ailleurs, des événements destinés à des audiences plus larges sont également organisés sous forme de conférences, de colloques, d'articles 'grand public', ... Là, l'objectif consiste à diffuser les conclusions des recherches auprès des intervenants intéressés de près ou de loin par la problématique de l'insertion. Enfin, l'exploitation des données dépasse la sphère de la société civile puisqu'elle contribue à la prise de la décision politique. En effet, suite à des demandes ministérielles dans le domaine de la formation professionnelle ou de l'aide sociale, des avant-projets de décrets ou des évaluations de mesures publiques ont été déposés. Ces différentes interventions sont illustrées par des références précises sous les rubriques 'Communications et interventions auprès d'experts et des acteurs sociaux', 'Publications et interventions' et 'Autres services à la société : expertises, formations, conseils'.

3. Partenariat

Partenariats de terrain

La mise en place des différentes recherches a été réalisée au travers de groupes de travail rassemblant des chercheurs et des organismes du terrain (dispositifs de formation, associations de chômeurs, missions régionales,...). Elle a conduit à la création de partenariats qui se sont matérialisés par des conventions de recherche concertées.

Les modalités de fonctionnement de ces partenariats ont varié en fonction des objectifs précis de la recherche mais, généralement, elles comportaient deux niveaux d'intervention, le premier portant sur la précision des orientations de recherche, le second dévolu à un accompagnement régulier comprenant la définition des objectifs opérationnels, la sélection des organismes étudiés et l'exploitation sur le terrain des acquis des recherches.

Pour la période visée par le rapport, les organismes impliqués dans les partenariats et les groupes de travail sont les suivants : CPAS de Wallonie, la CNE de la province de Namur-Luxembourg, CESA (Centre d'Enseignement Supérieur pour Adultes), Forem (La Louvière et Charleroi), Mirec (Mission Régionale de Charleroi), l'ASBL Symbiose et l'ASBL Braine Emploi et l'UCL.

Plus largement, les études portant sur la requalification des personnes privées d'emploi ont connu un rayonnement dans différents lieux de la Wallonie et de Bruxelles. Des collaborations avec des organismes établis à Liège, Tournai, Namur,... ont été établies et ont débouché sur des journées d'étude, des conférences, l'animation de groupes de travail, d'interventions dans des dispositifs d'insertion socioprofessionnelle,...

Partenariats scientifiques

Des collaborations avec différents centres de recherche de l'UCL ont été menées dans le dessein de développer des cadres conceptuels communs et d'affiner des méthodologies statistiques. Les échanges portent non seulement sur des matières relatives à la psychologie sociale et cognitive mais concernent aussi les matières économiques liées à l'emploi et au chômage. Ils débouchent sur une interdisciplinarité de la démarche en s'articulant aux cadres conceptuels de sociologues et d'économistes. Au niveau des autres institutions universitaires belges (ULG, ULB, KUL), des contacts fréquents avec des chercheurs de celles-ci permettent d'enrichir les différentes voies de recherches développées au sein de l'équipe Insertion mais également de diffuser leurs travaux.

Sur le plan international, le CERISIS-UCL entre activement dans le réseau de psychologie sociale de langue française (ADRIPS). A côté du réseau français, le CERISIS-UCL par le biais de l'unité PSOR de Louvain-La-Neuve tisse également des liens avec l'Université de Jena, de Kent et de Sussex grâce à l'EGC (European Graduate College). En effet, la participation à différentes activités réalisées par l'EGC (école doctorale, «writing workshop», «consultation seminar») a permis aux

chercheurs du CERISIS-UCL, de PSOR et des deux autres universités de développer un réseau de recherche en psychologie sociale tant fondamentale qu'appliquée dans lequel les différentes recherches réalisées par les chercheurs peuvent être diffusées et discutées. Ces liens se sont en outre concrétisés par une collaboration avec le laboratoire de psychologie sociale de l'Université de Kent (Canterbury). Celle-ci porte tant sur les aspects théoriques liés aux relations intergroupes que sur la nature des rapports existant entre les résultats issus des recherches et la décision politique. L'ensemble de ces collaborations permettra ainsi de placer le CERISIS-UCL en lien avec un réseau européen pertinent.

4. Publications, communications

4.1. Publications scientifiques

Articles, chapitres (y compris actes de colloque)

Bourguignon, D., Yzerbyt, V., & Herman, G., (soumis pour publication), Group permeability moderates the effect of group and personal discrimination on self-esteem : The case of unemployed people.

Bourguignon, D., Seron, E., Yzerbyt, V., & Herman, G., (in press), Perceived group and personal discrimination : Differential effects on personal self-esteem, *European Journal of Social Psychology*.

Desmette, D., (in press), La nature des prestations et les constructions identitaires des bénéficiaires. Actes des *XIXème Journées d'études juridiques Jean Dabin : Quel modèle de sécurité sociale pour la Belgique de demain ?*, Editions Bruylant.

Desmette, D., & Liénard, G., (soumis), Insertion multidimensionnelle : De l'importance de lutter contre les processus de stigmatisation. Article à paraître dans la revue *Politiques sociales* suite au séminaire scientifique 2003-2004 « Les politiques locales de l'emploi », IWEPS.

Gaillard, M., & Desmette, D., (en préparation), Inter-group processes underlying older workers' attitudes towards work and early exit.

Herman, G., Bourguignon, D., & Liénard, G., (in press), Etre chômeur, être stigmatisé, *Cahiers d'ergologie*.

Bourguignon, D., & Herman, G., (2005), La stigmatisation des personnes sans emploi: conséquences psychologiques et stratégies de défense de soi. *Recherches sociologiques*, 36, 53-78.

Desmette, D., Gaillard, M., & Liénard, G., (2005), Lorsque l'âge devient stigmaté : le rôle de l'identité de travailleur « âgé » dans l'intention de prépension. In A. Battistelli., M. Depolo, M., F. Fraccaroli, (Eds.), *La qualité de la vie au travail dans les années 2000* (pp 828-836). Bologna: CLUEB.

Herman, G., & Bourguignon, D., (2005), Stigmatisation et dispositifs d'insertion professionnelle, Actes du Colloque organisé par le Laboratoire de Psychologie Sociale des Insertions (Université de Bordeaux 2). Accéder à un emploi...et le conserver : Effets de quelques variables statutaires et contextuelles sur le processus d'insertion. Bordeaux

Herman, G., & Bourguignon, D., (2005), Entre chômage et travail : Comment résister aux identités négatives ?, Actes du colloque organisé par L'AFPA (INOIT) et l'AIPTLF. L'approche psychologique du travail : ses apports dans les champs de l'orientation, de la formation et des ressources humaines, Lille.

Jourdan, D., & Herman, G., (2005), Identifications groupales et estime de soi personnelle: le cas des jeunes chômeurs, *Recherches sociologiques*, 36, 79-104.

Liénard, G., (direction scientifique), (2005), Les processus inégalitaires : production, effets. Une approche multidisciplinaire, *Recherches sociologiques*, Vol.XXXVI, 1, pp.1-5.

Liénard, G., (2004), Allocation du temps entre sphère privée et sphère professionnelle. Complexité des enjeux sociaux et institutionnels en Région wallonne et en Belgique, in Istace E., Laffut M., Plasman R., Ruyters C., (Eds), *Sphères privée et professionnelle. Vers une recomposition des rôles et des actions.*, Bruxelles, De Boeck et Larcier, pp.101-106.

Liénard, G., Desmette, D., (2004), L'insertion : processus et politiques. Eléments d'analyse et prévention des risques de non insertion, in *Former des adultes en difficulté*, Actes du colloque de l'Association Professionnelle des Formateurs d'Adultes (APFA) et de l'Institut National de l'Orientation et de l'Insertion Professionnelle (INOIP), Lille.

Bourguignon, D., et Desmette, D., (2003), Comment faire face à l'identité négative de chômeur ? Les effets de la recatégorisation, Actes du 6^{ème} Colloque International de Psychologie Sociale Appliquée, France, Clermont-Ferrand.

Dalla Valle, C., Desmette, D., et Liénard, G., (2003), Identification au groupe et insertion sociale : le rôle du support social, Actes du 6^{ème} Colloque International de Psychologie Sociale Appliquée, France, Clermont-Ferrand.

Desmette, D., (2003), La formation socioprofessionnelle aide-t-elle à (re)construire le sentiment d'efficacité personnelle des chômeurs ? In J-L Guyot, C. Mainguet et B. Van Haepere (Eds.), *La formation professionnelle continue : L'individu au cœur des dispositifs*, Bruxelles : De Boeck, pp. 277-288.

Herman, G., (2003), Le poids de la stigmatisation sociale et les stratégies de protection du soi : le cas des personnes privées d'emploi, Actes du 6^{ème} Colloque International de Psychologie Sociale Appliquée, France, Clermont-Ferrand.

Herman, G., Desmette, D, et Bourguignon, D., (2003), Stigmatisation sociale et chômage. In N. Delobbe, G. Karnas, et C. Vandenberghe (Eds.). *Développement des compétences, investissement professionnel et bien-être des personnes* (Vol. 1. Evaluation et développement des compétences au travail, Louvain-la-Neuve, Belgique: Presses Universitaires de Louvain, pp. 107-114.

Jaminon, C., (2003), Analyse du parcours d'insertion : Quelles trajectoires pour les personnes peu qualifiées ayant fréquenté des dispositifs d'insertion ?, In : J-L Guyot, C. Mainguet et B. Van Haeperen (Eds.), *La formation professionnelle continue : L'individu au cœur des dispositifs* (pp 289-306), Bruxelles : De Boeck.

Jourdan, J., (2003), Interactions sociales et construction identitaire : L'entrée sur le marché de l'emploi de jeunes peu qualifiés, *Actes du 6^{ème} colloque de Psychologie Sociale Appliquée*, Clermont-Ferrand, France.

Liénard, G., et Servais, E., (2003), Logiques de domination et de pouvoir. Eléments pour une théorie multipolaire de l'action », *Revue de l'Institut de Sociologie*, 2002/1-4, Université Libre de Bruxelles, pp. 61-77.

4.2. Cahiers du Cerisis et rapports de recherche

Dalla Valle, C., Desmette, D., Liénard, G., & Herman, G., (2005), Actions, publics et effets de dispositifs d'insertion sociale. Analyse de l'opération « Pour une participation Citoyenne », *Les cahiers du Cerisis*, 25, Charleroi : Cerisis-UCL.

Bourguignon, D., & Herman, G., (2004), Stigmatisation des chômeurs et maintien dans la formation, *Rapport de recherche*, Charleroi, Cerisis-UCL, 89 p. + annexes

Desmette, D., (2004), La prépension : Un moyen d'échapper à l'identité stigmatisante de 'travailleur âgé' ? *Les Cahiers du Cerisis*, 19, Charleroi : Cerisis -UCL.

Gaillard, M., & Desmette, D., (2004), Maintien dans l'emploi des travailleurs de plus de 50 ans, In : D. Bourguignon, D. Desmette, M. Gaillard, D. Jourdan et G. Herman « Insertion durable : analyse des conditions organisationnelles, sociales et psychologiques », *Rapport de recherche*, Charleroi : Cerisis-UCL.

Bourguignon, D., et Herman, G., (2003), Stigmatisation des chômeurs et maintien dans la formation, *Rapport de recherche*, Charleroi, Cerisis-UCL, 90p. + annexes.

Dalla Valle, C., Desmette, D., avec la collaboration de Liénard, G., (2003), Pour une participation citoyenne. Analyse des dispositifs d'insertion sociale et citoyenne : aspects organisationnels et processus psychosociaux, *Rapport de recherche intermédiaire*, Charleroi, CERISIS-UCL, 81p. + annexe.

Dalla Valle, C., Desmette, D., Liénard, G., et Herman, G., (2003), Pour une participation citoyenne. Analyse des dispositifs d'insertion sociale et citoyenne : aspects organisationnels et processus psychosociaux, *Rapport de synthèse*, Charleroi, CERISIS-UCL, 75p.

Desmette, D., (2003)., Maintien dans l'emploi des travailleurs de plus de 50 ans. *Rapport de recherche*, Charleroi : CERISIS-UCL.

Desmette, D., Gaillard, M., avec la collaboration de Zech, E., (2003), Maintien dans l'emploi des travailleurs de plus de 50 ans. *Rapport de recherche*, Charleroi : CERISIS-UCL.

Jourdan, J., et Herman, G., (2003), La question du soutien social pour l'insertion professionnelle de publics fragilisés, *Rapport de recherche intermédiaire*, Charleroi : Cerisis-UCL.

Articles à destination des acteurs sociopolitiques

Desmette, D., (à paraître), La nature des prestations et les constructions identitaires des bénéficiaires, Actes des *Journées Juridiques Jean Dabin* (décembre 2005).

Bourguignon, D., & Herman, G., (2005), Quand le monde du travail est perçu comme ouvert ou fermé... Actes du Colloque « *A la recherche de solidarités* », CERISIS-UCL, Belgique, Charleroi.

Desmette, D., & Liénard, G., (2005), Reconstruire l'appartenance sociale : Pourquoi, comment ?, Actes du Colloque « *A la recherche de solidarités* », CERISIS-UCL, Belgique, Charleroi.

Herman, G., (2005), Travail, chômage et santé mentale, In : M., Germain et J.-F., Potelle, *La Wallonie à l'aube du XXI^e siècle, Portrait d'un pays et de ses habitants*. Institut Jules-Destrée.

Martinot, D., & Herman, G., (2005), Ne plus apprendre ... pour se protéger, *Psychomédi*a, Numéro spécial : La motivation pour apprendre, Septembre, 6, pp. 19-22.

Gaillard, M., & Desmette, D., (2005), Travailler au-delà de 50 ans : Stop ou encore ?, Actes du Colloque « *A la recherche de solidarités* », CERISIS-UCL, Belgique, Charleroi.

Bourguignon, D., (mars, 2004), L'identité de chômeur : un frein pour la formation, *Infopage*, Louvain-la Neuve : Université catholique de Louvain.

Desmette, D., (2004), L'identité des chômeurs, *La Revue Nouvelle : Les nouvelles figures de la question sociale*, 12(117), pp. 88-96.

Liénard, G., & Desmette, D., (2004), L'insertion : processus et politiques. Eléments d'analyse et prévention des risques de non insertion, in : *Former des adultes en difficulté*, Actes du colloque de l'Association Professionnelle des Formateurs d'Adultes (APFA) et de l'Institut National de l'Orientation et de l'Insertion Professionnelle (INOIP), Lille.

Herman, G., Bourguignon, D., & Desmette, D., (2003), Dispositifs d'insertion : quelle utilité?, *Sciences Humaines, hors-série n°40*, pp. 25-27.

Liénard, G., (2003), Vers le droit à l'intégration sociale, in *La Revue Nouvelle : Les nouvelles figures de la question sociale*, décembre, Tome 117, N°12, pp. 54-70.

Liénard, G., (2003), Accès au logement et intégration économique et sociale. Participation et intégration économique, Ministère de la Région wallonne, *Le Logement : outil de cohésion sociale*, Etudes et Documents, Logement 3, Namur, Ministère de la région wallonne, DGATLP, Division du Logement, pp.136 –139.

Liénard, G., & Desmette, D., (2003), L'insertion des chômeurs : un processus multidimensionnel », *Wallonie* (Revue du Conseil Economique et Social de la Région Wallonne), 76, pp.117-122.

4.3. Communications scientifiques

Colloques nationaux et internationaux

Bourguignon, D., Seron, E., Yzerbyt, V., & Herman, G., (2005, 19-23 juillet), Perceived group and personal discrimination : Differential effects on personal self-esteem communication présentée pour le « 14th general meeting » de l'EAESP, Wuerzburg, Allemagne.

Desmette, D., & Gaillard, M., (2005, July 19-23), Ageism and group identification : test of Gartska & al. (2004)'s permeability hypothesis, *14th General Meeting of the European Association of Experimental Social Psychology*, Germany, Würzburg.

Gaillard, M., & Desmette, D., (2005, 7-10 juin), Inter-group and organizational processes underlying older workers' attitudes towards work and early retirement, *Medium Size Meeting of the European Association of Experimental Social Psychology on Social Identity in Organizations*, June 7-10, the Netherlands, Amsterdam.

Gaillard, M, & Desmette, D., (2005, 27 mai), Inter-group processes underlying older workers' attitudes towards work and early retirement, *Annual meeting of the Belgian Association for Psychological Sciences*, May 27, Ghent University.

Herman, G., (2005, 17-18 novembre), Entre chômage et travail : comment résister aux identités négatives ?, Colloque organisé par L'AFPA (INOIT) et l'AIPTLF, *L'approche psychologique du travail : ses apports dans les champs de l'orientation, de la formation et des ressources humaines*. Lille.

Herman, G., & Bourguignon, D., (2005, 10 novembre), La stigmatisation: source de stress en milieu professionnel, colloque organisé par l'Ecole de santé publique de l'Université de Liège, *Le Stress au Travail : les groupes à risque du troisième millénaire*,. Liège

Herman, G, Bourguignon, D., & Jourdan, D., (2005, 27 mai), What kind of social identities characterise people without a job? An analysis of the structure and effects of social identities of low-status group members, *Annual meeting of the Belgian Association for Psychological Sciences*, Ghent University.

Herman, G., & Bourguignon, D., (2005, 24 mars), Stigmatisation et dispositifs d'insertion professionnelle, colloque organisé par le Laboratoire de Psychologie Sociale des Insertions (Université de Bordeaux 2), *Accéder à un emploi....et le conserver : Effets de quelques variables statutaires et contextuelles sur le processus d'insertion*, Bordeaux

Herman, G., Bourguignon, D., & Yzerbyt, V., (2005, 19-23 juillet), The impact of group permeability and personal - group discrimination on well-being and domain

disengagement, poster présenté pour le « 14th general meeting » de l'EAESP, Wuerzburg, Allemagne.

Liénard, G., (2005, 29 novembre), La flexi-sécurité dans la carrière professionnelle et l'éducation tout au long de la vie, in : *L'Education et la Formation tout au long de la vie : entre responsabilité individuelle et collective*, colloque du Conseil de l'Education et de la Formation de la Communauté Française de Belgique, Bruxelles.

Desmette, D., Gaillard, M., & Liénard, G., (2004, août), Lorsque l'âge devient stigmatisé : le rôle de l'identité de travailleur « âgé » dans l'intention de prépension. *XIII^{ème} colloque de Psychologie Sociale et des Organisations* (communication orale), Italia, Bologna.

Jourdan, D., & Herman, G., (2004, 26-28 août), *Indicateurs psychosociaux d'accès à l'emploi: suivi longitudinal de jeunes chômeurs*, *XIII^{ème} colloque de Psychologie Sociale et des Organisations*, Italie, Bologne.

Liénard, G., & Desmette, D., (2004), L'insertion : processus et politiques. Autonomie et articulation entre la recherche et l'action pédagogique, in : *Former des adultes en difficulté*, colloque de l'Association Professionnelle des Formateurs d'Adultes (APFA) et de l'Institut National de l'Orientation et de l'Insertion Professionnelle (INOIP), Lille, 28 et 29 janvier.

Bourguignon, D., & Desmette, D., (2003, 1-4 septembre), Comment faire face à l'identité négative de chômeur ? Les effets de la recatégorisation, communication présentée au *6^{ème} Colloque International de Psychologie Sociale Appliquée*, France, Clermont-Ferrand.

Bourguignon, D., Desmette, D., & Herman, G., (2003, 3-5 mai), The social identity of unemployed people : Benefits of the superordinate recategorisation strategy, communication présentée pour « *Consultation seminar of IGC* », Louvain-La-Neuve, Belgique.

Dalla valle, C., Desmette, D., & Liénard, G., (2003, septembre), Identification au groupe et insertion sociale : le rôle du support social, *6^{ème} Colloque International de Psychologie Sociale Appliquée* (communication orale), Clermont-Ferrand, France.

Herman, G., (2003, 1-3 septembre), Organisation du symposium : Le poids de la stigmatisation sociale et les stratégies de protection de soi : le cas des personnes privées d'emploi, *6^{ème} Colloque International de Psychologie Sociale Appliquée*, Clermont-Ferrand, France

Jourdan, J., (2003, 01-04 septembre), Interactions sociales et construction identitaire : L'entrée sur le marché de l'emploi de jeunes peu qualifiés, communication présentée au *6^{ème} Colloque de Psychologie Sociale Appliquée*, Clermont-Ferrand, France.

4.4. Communications dans des centres de recherches

Desmette, D., (2005), Travail et non-travail : D'une conception individualiste à une conception collective de l'insertion sociale et professionnelle, cours dans le cadre

des Masters professionnels et recherche, Université de Franche-Comté, 28 avril, France, Besançon.

Desmette, D., & Gaillard, G., (2005), Lorsque l'âge devient stigmaté : Les relations intergroupes prédisent-elles les attitudes professionnelles des travailleurs âgés ?, séminaire du laboratoire de Psychologie sociale et de la santé de l'Université de Franche-Comté, 28 avril, France, Besançon.

Gaillard, M., & Desmette, D., (2005), Discussion de l'exposé : Agisme : naissance d'une nouvelle discrimination ou récupération actuelle d'une discrimination avérée ? (Burnay, N., & Malchaire, J.), Séminaire interne de l'IWEPS sur les "*politiques locales de l'emploi*" ayant pour thème "*Fins de carrières: quelle place pour les analyses critiques ?*", Jambes, 17 octobre 2005.

Gaillard, M., & Desmette, D., (2005), Analyse des processus psychosociaux sous-tendant les attitudes professionnelles des travailleurs âgés, présentation lors du séminaire interne du Laboratoire de Psychologie sociale et des organisations, UCL, 2 mai.

Liénard G., (2005), Le concept de 'quasi-marché' : conditions de pertinence de son utilisation dans l'analyse des systèmes d'enseignement et de formation, in : *Mutations socio-économiques contemporaines et Politiques d'éducation et de formation*, séminaire du CIRST de l'UQAM (Université du Québec à Montréal, P. Doray), du GIRSEF de l'UCL (C. Maroy) et de ANSO (unité d'anthropologie et de sociologie), UCL, le 2 mars 2005.

Bourguignon, D., & Herman, G., (2004, 1 juin), La stigmatisation des personnes sans emploi, Université libre de Bruxelles, Faculté de Psychologie, Service de Psychologie sociale.

Desmette, D., (2004, mai), Insertion sociale et professionnelle : Une analyse des processus psychosociaux, séminaire *Politiques économiques et sociales* de l'Institut Wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique (communication orale), Belgique, Namur.

Desmette, D., (2004, 6 mai), Insertion multidimensionnelle : De l'importance de lutter contre les processus de stigmatisation, séminaire scientifique 2003-2004 *Les politiques locales de l'emploi*, IWEPS.

Herman, G., (mai 2004), Appartenir à un groupe stigmatisé : quels effets, quelles réponses sur le plan psychosocial ?, Université libre de Bruxelles, Faculté de Psychologie, Service de Psychologie sociale.

Herman, G., (2004, janvier), Stigmatisation and self-protective strategies : The case of unemployed people, University of Kent (GB), Department of Psychology, [Centre for the Study of Group Processes](#).

Jourdan, D., & Herman, G., (Juin 2004), La question du soutien social pour l'insertion professionnelle de publics fragilisés, étude en collaboration avec le Forem de La Louvière, Université libre de Bruxelles, Service de Psychologie sociale.

Bourguignon, D., Desmette, D., & Herman, G., (2003, 20 mars), L'identité sociale des personnes sans emploi : Les bénéfices de la stratégie de re-catégorisation à un niveau supérieur, *Séminaire de l'Unité PSOR*, Belgique, Louvain-La-Neuve.

4.5. Communications et interventions auprès des acteurs sociopolitiques

Bourguignon, D., & Herman, G., (2005, 18 octobre), Quand le monde du travail est perçu comme ouvert ou fermé... *A la recherche des solidarités*, colloque du CERISIS, Charleroi..

Desmette, D., & Liénard, G., (2005, 18 octobre), Appartenance et reconnaissance sociale in : *A la recherche des solidarités*, colloque du CERISIS, Charleroi.

Desmette, D., Gaillard, M., & Liénard, G., (2005, 1er juin), Présentation des résultats de la recherche aux permanents de la CNE Namur-Luxembourg, partenaire de la recherche.

Desmette, D., Gaillard, M., & Liénard, G., (2005, 1 juin), Lorsque l'âge devient stigmaté : Une analyse psychosociale des attitudes professionnelles des travailleurs âgés, présentation à la CNE des provinces de Namur et Luxembourg, Namur,.

Desmette, D., Gaillard, M., & Liénard, G., (2005, 24 janvier), Lorsque l'âge devient stigmaté : le rôle de l'identité de travailleur « âgé » dans l'intention de prépension, *comité d'entreprise de l'UC*.

Gaillard, M., & Desmette, D., (2005, 18 octobre), Travailler au-delà de 50 ans : Stop ou encore ?, Colloque *A la recherche de solidarités*, CERISIS-UCL, 18 octobre, Charleroi.

Herman, G., & Bourguignon, D., (2005, 12 juin), Pourquoi refusent-ils d'apprendre, dans le cadre des Entretiens du Savoir : *Apprendre et former, les apports de la psychologie et de la sociologie*, organisé par l'Institut Demos. Paris.

Jourdan, D., Herman, G., & Liénard, G., (2005, 13 juin), Rôle du soutien social et des identités sociales dans l'accès à l'emploi de jeunes, Comité Subrégional de l'Emploi et de la Formation de La Louvière

Jourdan, D., & Herman, G., (2005, 17 mai, 14 juin), Soutien social et travail d'insertion, FOREM de La Louvière, Binche, Manage et Soignies

Jourdan, D., Herman, G., & Liénard, G., (2005, 11 avril), Du chômage des jeunes vers l'emploi ?, Direction Régionale du FOREM de La Louvière

Liénard, G., (2005, 19 avril), Comment démocratiser l'école fondamentale : persistance et renouvellement des inégalités culturelles dans la petite enfance selon les classes sociales , CEPESS.

Bourguignon, D., (2004, 29 janvier), *Stigmatisation sociale de personnes privées d'emploi*, Séminaire de l'Adepsoc (Association pour le Développement de l'Enseignement de Promotion Sociale Catholique), Herbeumont-Sur-Semois.

Bourguignon, D., (2004, 19 novembre), *Stigmatisation sociale de personnes privées d'emploi*, CUNIC (Centre Universitaire de Charleroi), Journée de formation, Charleroi.

Desmette, D., (2004, 16 mars), Politiques d'emploi et parcours d'insertion : Et si on parlait des processus individuels et sociaux ?, exposé à la réunion des responsables AID, MOC.

Desmette, D., & Liénard, G., (2004, 7 mai), Présentation du rapport de recherche *La prépension : Un moyen d'échapper à l'identité stigmatisante de 'travailleur âgé' ?*, au Conseil d'Administration de l'UCL.

Desmette, D., Gaillard, M., Liénard, G., (2004, 27 janvier), Conseil Central de l'Economie, secteur de l'industrie alimentaire, présentation de la recherche *Conditions de maintien dans l'emploi des travailleurs de plus de 50 ans*.

Bourguignon, D., (2003, 28 novembre), L'impact de l'identité de chômeur sur l'accès à la culture, Bruxelles (Schaerbeek), présentation des résultats de la recherche à la Mission Locale de Schaerbeek.

Bourguignon, D., (2003, 20 octobre), L'impact de l'identité de chômeur sur l'accès à la culture, Bruxelles (Etterbeek), présentation de la recherche et construction du partenariat à la Mission Locale d'Etterbeek.

Bourguignon, D., & Herman, G. (2003, 27 juin), La perception d'ouverture du monde du travail, bien-être et implication dans la recherche d'emploi, Charleroi, présentation du projet de recherche au Forem-Conseil de Charleroi.

Bourguignon, D., & Herman, G., (2003, 4 septembre), La perception d'ouverture du monde du travail, bien-être et implication dans la recherche d'emploi, Charleroi, présentation de la recherche au Forem-Conseil de Charleroi.

Bourguignon, D., Paternoster, J., & Herman, G., (2003, 11 février), L'impact de l'identité de chômeur sur l'accès à la culture, Bruxelles (Schaerbeek), présentation du projet de recherche à la Mission Locale de Schaerbeek.

Bourguignon, D., Blerot, M., & Herman, G., (2003, 18 novembre), L'impact de la perception d'ouverture ou de fermeture du monde du travail sur les adultes en formation, Roux, présentation des résultats lors de la Réunion Pédagogique du CESA.

Bourguignon, D., Desmette, D., & Herman, G., (2003, 13 mai), La stigmatisation des chômeurs : comment faire face en formation ?, colloque Cerisis *Insertion sociale et professionnelle : qualité de vie et identité sociale*, CEME, Charleroi.

Dalla Valle, C., Desmette, D., & Liénard, G., (2003, 6 novembre), Présentation de la recherche à l'ensemble des CPAS partenaires de la recherche *Pour une participation citoyenne*, Charleroi, Cerisis.

Desmette, D., (2003, 3 avril), Les composantes identitaires du processus d'insertion : Une analyse psychosociale, exposé dans le cadre d'une formation CSC/FEC, Houffalize.

Desmette, D. (2003, 31 janvier). Politiques d'emploi et parcours d'insertion : et si on parlait des processus individuels et sociaux, *Chaire Max Bastin 2002-2003 « Les nouvelles figures de la question sociale »* (communication orale), Belgique, Louvain-la-Neuve.

Desmette, D., (2003, 17 janvier), Réunion de préparation de la recherche *Maintien dans l'emploi des travailleurs de plus de 50 ans*, Louvain-la-neuve, partenariat UCL.

Desmette, D., & Liénard, G., (2003, 25 novembre), Présentation des résultats de la recherche *Maintien dans l'emploi des travailleurs de plus de 50 ans*, session de formation des directeurs administratifs de l'UCL, Louvain-la-Neuve, UCL.

Jourdan, D., (2003, 18 décembre), Soutien social et identification au groupe des sans-emploi : Présentation des résultats, FOREm, exposé destiné aux conseillers en accompagnement professionnel, La Louvière.

Liénard, G., (2003, 13 mai), L'insertion comme enjeu social, Colloque Cerisis *Insertion sociale et professionnelle : qualité de vie et identité sociale*, CEME, Charleroi.

Commissions d'accompagnement des recherches

Bourguignon, D., Desmette, D., Gaillard, M., Herman, G., Jourdan, D., & Liénard, G., (2003, 2004 et 2005, à raison de 3 réunions par an), Présentation des recherches du programme *Insertion durable. Analyse des conditions organisationnelles, sociales et psychologiques*, devant le Comité d'accompagnement composé de représentants de l'IWEPS, de la Région wallonne, de la Communauté européenne, du gouvernement de la Région wallonne.

Nyssens, M., Platteau, A., & Liénard, G., (2005, 28 janvier), Comité d'accompagnement du projet de recherche *Economie sociale, développement de l'entrepreneuriat dans le champ des services de proximité* chez la Ministre Vienne, Namur.

Dalla Valle, C., Desmette, D., & Liénard, G., (2003, 3 réunions), Présentation de la recherche *Participation citoyenne*, devant le Comité d'accompagnement, Namur, Cabinet des Affaires sociales et de la Santé de la Région wallonne.

4.6. Autres services à la société : expertises, formations, conseils

Bourguignon, D., (2005, 20 décembre), *Stigmatisation sociale de personnes privées d'emploi*, CUNIC (Centre Universitaire de Charleroi), Journée de formation, Charleroi.

Bourguignon, D., (2005, 29 mars), *Stigmatisation sociale de personnes privées d'emploi*, Séminaire Forem-formation, Charleroi.

Desmette, D., Herman, G., & Liénard, G., (octobre à décembre 2005), Participation en tant qu'expert universitaire à la procédure de l'appel à projet organisée par le Forem dans le cadre l'Accord intergouvernemental relatif au suivi et à l'accompagnement des chômeurs (2^{ème} phase de l'appel à projet).

Liénard, G., (2005), Introduction à la sociologie, cours au collège Saint Joseph de Saint Ghislain dans le cadre d'une expérience conduite par l'UCL (vice-recteur aux affaires étudiantes) en vue de la démocratisation des études universitaires.

Desmette, D., (2004, 30 novembre), Membre de la table-ronde consacrée au nouveau dispositif de contrôle et d'accompagnement des chômeurs, Cours de droit social (3^{ème} licence).

Desmette, D., & Liénard, G., (2004, 1 avril), Formation sur les transformations sociales des groupes sociaux dans la société belge et wallonne, La Louvière, Responsables nationales et régionales de Vie Féminine.

Jourdan, D., (3 avril 2004), *Méthodologie de la recherche en psychologie sociale appliquée*, FOPA.

Jourdan, D., (5 février 2004), *Recueil de données longitudinales : Approches méthodologiques*, Réunion de travail, FOREM-Charleroi.

Liénard, G., (2004, 16 mars), ESPO, Semaine de l'Economie Sociale, *Les recherches en sociologie et la problématique de l'économie sociale*.

Desmette, D., (2003, 15 mars), Les composantes identitaires du processus d'insertion : Une analyse psychosociale, Exposé dans le cadre du *Séminaire d'intégration organisé par la FOPA*, Belgique, Verviers.

Desmette, D., (2003, 31 janvier), Politiques d'emploi et parcours d'insertion : et si on parlait des processus individuels et sociaux ?, Exposé dans le cadre du *Séminaire de la Chaire Max Bastin 2002-2003*, Belgique, Louvain-la-Neuve.

Liénard, G., (2003, décembre), *Conférence sur le « Droit au revenu d'intégration »*, cours de droit social 3^{ème} licence UCL, Louvain-la-Neuve.

5. Direction de thèses, de mémoires, encadrement de stages

Encadrement de thèses (directement liées aux recherches de l'équipe 'Insertion')

Thèses défendues

Tilleux, O., (2005), *Modes de fonctionnement des élites locales et capacité dirigeante. Analyse comparée de Charleroi et de Mouscron*, thèse de doctorat non publiée, Université de Louvain, Louvain-La-Neuve, Belgique.

Liénard G (promoteur) et Albarello L. (copromoteur)

Bourguignon, D., (2005, 15 décembre), *Des conséquences de la stigmatisation au stratégies de défense de soi : le cas des personnes sans emploi*, thèse de doctorat non publiée, Université de Louvain, Louvain-La-Neuve, Belgique.

Herman G. (promoteur) et Yzerbyt V. (copromoteur), Liénard G. (membre du comité d'encadrement)

Orianne, J.-F., (2005), *Le traitement clinique du chômage*, thèse de doctorat non publié, Université de Louvain, Louvain-La-Neuve, Belgique

Maroy C. (promoteur), Liénard G. (membre du comité d'encadrement)

Thèses en cours

Delvaux, B., *Analyse sociologique de la recomposition des établissements de la région de Charleroi dans le cadre de la réforme du 1^{er} degré.*

Maroy C. (promoteur), Liénard G. (membre du comité d'encadrement)

Diederer, D., *Relations de travail en lien avec la diversité dans l'entreprise et le harcèlement.*

Herman G. (promoteur) et Yzerbyt V. (copromoteur).

Gaillard, M., *Analyse des conditions psychosociales et organisationnelles qui soutiennent le maintien dans l'emploi des travailleurs de plus de 50 ans*, UCL, CERISIS-PSP

Desmette D. (promoteur) et Feyereisen P. (copromoteur), Herman G. (membre du comité d'encadrement)

Mangez, E., *Innovations pédagogiques et démocratisation scolaire. Analyse des stratégies des familles face aux changements pédagogiques de la réforme du 1^{er} degré.*

Liénard G (promoteur), Marquet J. et Van Zanten A. (membres du comité d'encadrement)

Mémoires, encadrement de stages

Promotion de mémoire

+/- 40 mémoires

Encadrement de stagiaires en PSP

4 stagiaires

6. Autres activités au sein de l'UCL et dans d'autres universités

Bourguignon D. (2004), Fondements psychologiques et pédagogiques de la formation des adultes (30h) - Cours donné à la Fopes (OPES 2180).

Desmette D. (2003-2004) : responsable de l'équipe « insertion » du Cerisis-UCL

Herman G. :

Elaboration du projet de programme interuniversitaire UCL - ULB – Ulg pour les conseillers en prévention en charge des aspects psychosociaux du travail s'intégrant dans le projet de « Maîtrise complémentaire en gestion des risques et bien-être au travail » (cadre de l'A.R. du 05-12-03)

Professeur invité à l'université de Kent (GB) de septembre 2003 à mars 2004.

Professeur invité à l'Université libre de Bruxelles d'avril 2004 à septembre 2004.

Responsable équipe « insertion » (2002-2003(début) et fin 2004-2005)

Liénard G. :

Directeur du CERISIS

Responsable UCL pour le Diplôme d'Etudes Approfondies Interuniversitaire ULB, UCL et FUSL en sociologie et anthropologie

Président du Conseil de faculté ESPO

TROISIÈME DOMAINE

Economie sociale

Sommaire

1. Analyse socio-économique du champ des services de proximité	65
1.1. Contenu	65
1.2. Apports sociaux	71
1.3. Partenariats	73
2. Analyse de la performance des entreprises sociales	73
2.1. Contenu	73
2.2. Apports sociaux	75
2.3. Partenariats	76
3. Analyse des modalités des partenariats des initiatives de développement local et de quartier.....	76
3.1. Contenu	76
3.2. Apports sociaux	78
3.3. Partenariats	78
4. Analyse de l'économie sociale et populaire au Sud	79
4.1. Contenu	79
4.2. Apports sociaux	79
4.3. Partenariats	79
5. Publications, Communications.....	80
6. Direction de thèses	89

L'équipe "économie sociale" analyse les logiques socio-économiques des organisations privées dont la finalité première n'est pas la recherche du profit (coopératives, mutualités, associations, entreprises sociales) et de leurs articulations avec les politiques publiques et le marché. Il s'agit de s'interroger sur le rôle spécifique de ces organisations aux cotes des entreprises privées lucratives et des pouvoirs publics dans des domaines variés d'activité comme l'insertion socioprofessionnelle, les services sociaux ou encore l'entrepreneuriat social.

Nous regroupons les recherches de l'équipe "économie sociale" du CERISIS-UCL autour de quatre axes:

1. l'analyse socio-économique du champ des services de proximité
2. l'analyse de la performance des entreprises sociales
3. l'analyse des partenariats des initiatives de développement local et de quartier
4. l'analyse de l'économie sociale et populaire au Sud

1. Analyse socio-économique du champ des services de proximité

1.1. Contenu

L'intérêt croissant pour les services de proximité s'inscrit dans un constat : malgré le nombre important de chômeurs, nombreux sont les besoins qui demeurent non satisfaits et qui touchent à la qualité de vie. De nombreuses initiatives existent déjà sur le terrain, développées par les pouvoirs publics locaux, par le monde associatif et, dans une moindre mesure, par le secteur privé. L'objectif de ces recherches est de mieux comprendre la dynamique de ces services et leurs modes d'organisation socio-économiques afin de mieux définir les contours des politiques publiques qui pourraient favoriser leur développement. Les différentes études réalisées par le CERISIS dans le champ des services de proximité ont permis de mettre en exergue les raisons d'être d'une économie plurielle – à savoir la coexistence de différents prestataires (secteur public, secteur privé à but lucratif, économie sociale et secteur informel) et de différents financements (marchands, non-marchands et volontaires). Nous envisageons le champ des services de proximité comme le résultat d'une construction sociale issue des interactions entre pouvoirs publics et initiatives d'acteurs sociaux diversifiés.

a) L'accueil des jeunes enfants

L'accueil des jeunes enfants constitue aujourd'hui un enjeu central de politique publique. La recherche TSFEPS (2001-2004), financée dans le cadre du 5^{ème} programme-cadre de l'Union Européenne, vise précisément à mieux connaître l'organisation des services d'accueil en Belgique et dans sept autres pays européens – les types de prestataires et de prestations, leurs financements et leurs modes de régulation – ainsi que les enjeux de cohésion sociale sous-jacents au développement

du secteur. Au demeurant, et c'est une des hypothèses clef de cette recherche, ces deux dimensions sont étroitement liées notamment du fait du caractère particulier des besoins en matière de service d'accueil. La notion de construction conjointe ou co-construction de l'offre et de la demande possède en effet un caractère central dans ce type de services par nature relationnels.

Plus spécifiquement on observe, d'abord que dans tous les pays et au-delà des spécificités nationales, l'accueil des jeunes enfants implique une pluralité d'acteurs (publics, privés commerciaux, associatifs, informels et familiaux) et la mobilisation de ressources multiples (subventions, ventes des services, bénévolat, travail domestique ...). Cette structuration du secteur des services sociaux à la petite enfance peut être désignée par la notion d'Économie plurielle (*Welfare Mix*) par contraste avec l'État providence traditionnel (*Welfare state*). Son évolution suscite par ailleurs de nouveaux modes de régulation qui semblent favoriser l'apparition d'une véritable gouvernance locale. Par ce terme on entend suggérer à la fois que le niveau de la régulation publique se situe de plus en plus à l'échelon régional et local et également qu'elle se fonde désormais sur la coopération et la négociation entre de nombreux acteurs.

Ensuite, cette recherche permet de préciser comment l'accueil de la petite enfance contribue à renforcer la cohésion sociale. Par cohésion sociale, on peut essentiellement relever deux dimensions. D'abord du point de vue des objectifs poursuivis par les services, on peut considérer qu'ils contribuent potentiellement à renforcer la cohésion sociale à deux niveaux : à un niveau général dans leur volonté de socialisation et d'éducation des enfants dès le plus jeune âge et dans celle d'offrir aux parents la possibilité de concilier vie familiale et vie professionnelle voire d'encourager l'égalité homme-femme ; à un niveau plus particulier lorsqu'ils mènent des actions en faveur de l'équité ou de l'égalité d'accès des enfants à des services de qualité – en particulier en direction des groupes à risque. Ensuite, du point de vue de la place accordée aux différents acteurs, on peut de manière identique faire l'hypothèse que le développement des pratiques coopératives est un facteur de renforcement de la cohésion sociale : à la fois dans les services eux-mêmes avec la participation et l'écoute des parents et du personnel ; et, au niveau de la régulation locale avec la mise en place de groupes de coordination auxquels peuvent participer les différents acteurs, y compris les parents et les travailleurs du secteur.

Pour parvenir à ces résultats et les préciser, le projet a mis en place une stratégie de recherche en deux étapes. À l'issue de la première étape, en 2001-2002, le CERISIS a élaboré un rapport national qui constitue une sorte de photographie du secteur belge de l'accueil des jeunes enfants. Plus largement la présentation des différentes solutions d'accueil dans chacun des pays européens a été resituée dans le contexte des politiques socio-économiques nationales et dans celui de la transformation profonde des fonctionnements familiaux, y compris sur le marché du travail.

La seconde étape, qui a débuté en 2002 et s'est poursuivie jusqu'en 2003, a été constituée d'une série d'études de cas. L'objectif était double. D'une part il s'agissait d'essayer de mieux connaître les modalités de l'économie plurielle dans les services d'accueil, en approfondissant nos connaissances sur la réalité : 1- de la pluralité des acteurs et des prestations ; 2- de la multiplicité des ressources ; et 3- de la diversité des formes de régulation au sein et à l'extérieur des organisations. D'autre part, l'accent a été mis sur le renforcement de la cohésion sociale en étudiant les mesures

prises pour favoriser l'accès et l'équité des services, la qualité des services et leur adéquation aux besoins et enfin l'intégration et la participation des différentes parties prenantes au sein des services et au niveau de la régulation locale du secteur.

L'étude empirique de nature qualitative et compréhensive a été menée à deux niveaux. D'abord, la recherche s'est concentrée sur les acteurs de la régulation locale, qu'il s'agisse des représentants locaux des pouvoirs publics, de groupements d'acteurs ou d'institutions intermédiaires. Ensuite, elle a porté sur les services eux-mêmes qui ont été sélectionnés a priori en fonction de leur pertinence par rapport aux questions posées. Plus précisément, nous nous sommes concentrés sur des services qui semblaient d'emblée innovants et qui cherchaient ainsi à relever les défis identifiés, en proposant des solutions nouvelles par rapport aux structures traditionnelles. Toutefois et afin de préserver une dimension comparative, une structure de type plus traditionnel a été incluse dans l'étude.

b) L'aide à domicile

L'aide à domicile aux personnes semble constituer, depuis deux à trois décennies, un problème économique et social générant des attitudes contrastées. L'angoisse des personnes et de leurs familles qui doivent réagir brutalement à l'irruption dans leur vie quotidienne de la dépendance ou du handicap tranche avec l'espoir des responsables publics et privés. Ces derniers attendent de l'essor de ces services une perspective nouvelle d'activité et de création d'emploi. Ils sont confortés en ce sens par de nombreuses études convergeant pour reconnaître l'existence d'un gisement potentiel d'emplois dans le domaine. Mais en même temps, il convient de se garder de tout déterminisme en la matière. Tout d'abord, l'augmentation du nombre des personnes dépendantes ne se traduit pas mécaniquement en nouveaux services. Il subsiste un écart persistant " que l'on constate entre l'affirmation, depuis des années, qu'il existe un gisement d'emplois " dans ces activités, " et l'insuffisante concrétisation de ces emplois sur le terrain ". Il importe donc d'éviter l'écueil d'une assimilation trop rapide entre " croissance des besoins " et " essor de l'emploi " et pour ce faire, il convient d'ancrer la réflexion, sur une prise en considération de ce qui fonde la spécificité de ces services de proximité.

L'objet de cette recherche dans le champ de l'aide à domicile est de construire un cadre d'analyse qui permette de mieux cerner ce que sont les innovations sociales et le rôle joué par l'économie sociale dans ce domaine. En particulier, il est question de donner un contenu à l'innovation sociale ; d'identifier les organisations porteuses de l'innovation sociale ; de préciser les interactions entre l'innovation sociale et les politiques publiques dans le champ de l'aide à domicile. L'objectif est d'élaborer un cadre des politiques publiques permettant le développement et/ou la consolidation de ce secteur. Nous avons choisi comme domaine d'étude l'aide à domicile, et en particulier les services des gardes à domicile (ou garde-malades) apparus il y a une vingtaine d'années. Ces services s'adressent principalement aux personnes âgées dont le souhait est de se maintenir à domicile malgré une perte d'autonomie dans l'accomplissement de certains gestes quotidiens

A partir d'une première enquête empirique du service de garde à domicile, deux caractéristiques de l'innovation sont identifiées. Il s'agit d'une part, d'un changement par rapport aux normes et / ou aux pratiques. D'autre part, ce changement doit être sanctionné par les acteurs qui intègrent de fait l'innovation dans leur comportement. Ces deux caractéristiques résultent d'un processus d'interactions entre l'acteur innovant et son environnement interne et externe. L'innovation sociale est une

innovation qui a pour objectif d'améliorer la cohésion sociale et pour vocation d'être partagée. Nous avons analysé les différentes dimensions ainsi que les étapes, les parties prenantes et les facteurs de l'innovation sociale dans le cas des services de garde à domicile.

Un constat fondamental se dégage pour comprendre le processus d'innovation, à savoir que le contact entre l'utilisateur - son entourage - et l'organisation prestataire de services joue un rôle fondamental durant les phases de l'innovation sociale: « ce service a pu être construit, et est encore de nos jours presté, du fait de l'articulation entre ressources d'acteurs professionnels et d'acteurs se situant dans l'entourage (famille, amis, voisinage) de l'utilisateur, c'est-à-dire des acteurs non professionnels ». Cette question est au cœur de la seconde enquête portant sur l'articulation entre ressources professionnelles et non professionnelles. Nous avons réalisé différents entretiens semi-directifs auprès de dix organisations prestataires du service de garde à domicile et avons réalisé une analyse de contenu. De plus, sur base des questionnaires portant sur les usagers, nous avons construit une base de données concernant plus de 130 variables et ceci pour 97 des usagers. Nous analysons les principaux éléments qui structurent la relation de service entre les usagers et les organisations prestataires. Il est vrai que dans la définition classique de la relation de service, seuls les usagers et les organisations apparaissent. Cependant, dans le cas des services étudiés, du fait qu'ils sont porteurs de bénéfices collectifs, nous avons également considéré les pouvoirs publics comme une partie prenante fondamentale de cette relation de service.

La mise en perspective des résultats des enquêtes empiriques nous a permis, de placer le thème des services de proximité au carrefour de l'économie sociale et des rapports sociaux de sexe. Cette réflexion permet de représenter les services de proximité en général et les services de gardes à domicile en particulier comme un ensemble de services traversé par différentes logiques : non professionnelle – assurée principalement au sein de la sphère domestique- et professionnelle, et fonctionnant comme une économie plurielle, caractérisée par la coexistence de différents prestataires (secteur public, économie sociale et famille) et de différents financements (marchands, non-marchands et volontaires). Nous analysons plus particulièrement la mobilisation des femmes qui semble très importante dans le service des gardes malades. En la matière, les femmes sont au cœur d'un double paradoxe. D'une part, les services de proximité, en existant, les déchargent d'une partie du soin mais les remobilisent autrement, en « comptant sur elles » comme ressources volontaires. D'autre part, les femmes semblent à la fois réclamer une socialisation du soin mais tiennent également à continuer à y jouer un rôle. C'est dans ce cadre que nous interrogeons les politiques publiques qui structurent l'organisation du care et au-delà interroger la structuration de nos Etats-providence.

c) L'introduction des titres-services dans le champ des services de proximité

Aux lendemains de la Conférence pour l'emploi en automne 2003, les titres-services étaient apparus comme un dispositif central de création d'emploi dans le secteur de l'aide à domicile. En effet, il ressortait des engagements pris lors de cette conférence, l'objectif ambitieux de créer 25.000 emplois d'ici 2007 grâce aux titres-services. L'introduction des titres-services dans le secteur de l'aide ménagère à domicile vient bousculer en profondeur le champ des services de proximité. En effet, la principale caractéristique du titre-service est qu'il relève d'une logique nouvelle

dans ce champ : la régulation concurrentielle via la création d'un quasi-marché. Celle-ci combine d'une part, une logique de régulation par l'intervention de l'Etat et d'autre part, une mise en concurrence de prestataires de natures différentes - publics, privés lucratifs, et d'économie sociale, du secteur marchand et du secteur non-marchand - dans un champ jusqu'alors réservé aux organisations non-marchandes.

L'objet de cette étude consiste à analyser l'appropriation du dispositif des titres-services par un type de prestataire en particulier : les services agréés d'aide aux familles et aux personnes âgées. Ces services inscrits dans le non-marchand, s'inscrivent dans une logique de régulation tutélaire dans le sens où la production de services est financée et encadrée par la puissance publique (agissant ainsi comme 'tutrice' du consommateur). En effet, ces Services sont agréés et subventionnés par la Région wallonne afin de rendre accessible des services d'aide à domicile de qualité pour des personnes qui sont dans le besoin (personnes dépendantes ou familles fragilisées). Désormais, certaines aides ménagères peuvent être engagées au sein des services agréés d'aide aux familles et aux personnes âgées dans le cadre du dispositif des titres-services. Au vu de leur mission de répondre à des besoins sociaux dans le secteur de l'aide à domicile, nous nous intéresserons à la manière dont ces services vont s'approprier un dispositif avant tout dirigé vers une création d'emploi, tel que celui des titres-services. Deux fonctions représentées au sein de ces services, semblent particulièrement concernées en terme de chevauchement des tâches par l'introduction des titres-services : celle de l'aide familiale et celle de l'aide ménagère non titre-service. Nous chercherons donc à analyser la coexistence et l'articulation de ces deux dernières avec les « aides ménagères titres-services ».

Dans un premier temps, nous analysons la coexistence de ces trois fonctions à la lumière des régulations qui les régissent. En effet, si les aides ménagères engagées via les titres-services relèvent d'une régulation *concurrentielle*, les aides familiales s'inscrivent clairement dans une logique de régulation *tutélaire* via les subventions qui découlent de l'agrément des Services, alors que la plupart des « aides ménagères non titre-service » ont été engagées grâce à différents programmes de mises à l'emploi reliées davantage à une logique de régulation *d'insertion*. Dès lors, les logiques et principes qui sous-tendent ces trois types de régulation diffèrent sensiblement. On y croise des objectifs en tensions avec d'une part, la réponse à des besoins sociaux et la prestation de services de qualité accessibles à tous, et d'autre part, la création d'emplois pour des personnes peu qualifiées et la lutte contre le travail en noir. Face à ce constat, nous analysons la manière dont ces services agréés s'approprient ces différentes logiques de régulation et les articulent entre elles. Du point de vue des ressources, nous chercherons à mettre en évidence les différentes constructions financières pour financer un emploi, pour chacune des trois fonctions. Du point de vue organisationnel nous chercherons à mettre en évidence la manière dont le service oriente les demandes des usagers vers chacune des trois fonctions et de ce fait, redéfinit pour chacune le contenu des tâches et le profil d'utilisateur ciblé. De même, nous comparerons la manière dont le service implique les parties prenantes dans la définition et la prestation du services, à savoir l'utilisateur et le travailleur.

Dans un second temps, l'étude visera à comparer les régulations qui régissent ces trois fonctions, au niveau des bénéfices collectifs qu'elles génèrent en terme de

création d'emplois de qualité pour personnes peu qualifiées et d'accessibilité équitable au service vis-à-vis d'un public vulnérable et d'adéquation entre le profil de l'utilisateur et le contenu du service dont il bénéficie. Premièrement, nous comparerons au niveau des trois fonctions, et de la qualité des emplois ainsi créés, et au niveau des profils des travailleurs. Nous étudierons également la satisfaction ainsi que la perception des travailleurs de chacune des trois fonctions vis-à-vis de leur emploi. Deuxièmement, nous évaluerons l'adéquation entre le profil de l'utilisateur et le contenu du service dont il bénéficie. Pour ce faire, nous mettrons en parallèle d'une part, les profils d'utilisateurs vis-à-vis de leur degré d'autonomie et de leurs caractéristiques socio-économiques et d'autre part, le type et le contenu de l'aide qu'ils reçoivent. Cette analyse nous permettra également de mettre en évidence les spécificités de chacune des trois fonctions.

Cette étude a fait l'objet dans les trois derniers mois de 2005 du développement du cadre d'analyse. Elle se poursuivra en 2006.

d) L'accompagnement aux TPE

L'aide à l'entrepreneuriat est devenue une préoccupation des autorités tant européennes que nationales ou régionales. Différentes études montrent que les entreprises accompagnées accroissent très sensiblement leurs chances de survie. A cette fin, de nombreuses structures d'appui ont vu le jour durant les dernières années, parfois largement appuyées par les pouvoirs publics. Certaines relèvent du secteur privé lucratif, d'autres du secteur privé non lucratif, et d'autres encore sont des institutions publiques ou para-publiques. Les services offerts par ces structures sont très variés : informations générales, réorientation vers d'autres structures, aides financières, conseils individualisés, formations collectives, mise à la disposition de locaux, etc. Par ailleurs, le public visé diffère selon les organismes considérés. Si certains s'adressent à tout type de publics, d'autres sont spécifiques à un segment de clientèle : les indépendants, les jeunes, les entreprises d'économie sociale, les entreprises innovantes ou encore des publics fortement fragilisés. On le voit, la dimension de proximité est bien présente dans ces services : la proximité subjective de par leur contenu relationnel important, ainsi que la proximité objective de par la nécessité de bien connaître le contexte local pour offrir un service de qualité.

Toutefois, les chiffres disponibles nous montrent que les candidats créateurs de TPE, et tout particulièrement ceux issus de conditions socio-économiques modestes, recourent peu aux services offerts par ces structures d'appui alors que l'auto-création d'emploi constitue un canal de réinsertion non négligeable puisque, en Belgique, annuellement, elle concerne 9 à 12.000 allocataires sociaux qui génèrent ainsi 15 à 20.000 emplois nouveaux. Selon l'étude menée par l'Agence Alter, seuls 13 à 20% de ces allocataires sociaux ont bénéficié d'un encadrement professionnel alors que cet encadrement est reconnu unanimement comme nécessaire pour maximiser le taux de survie des entreprises nouvellement créées. Or, plus des $\frac{3}{4}$ des moyennes entreprises s'adressent à ces structures.

L'objectif de cette recherche est dès lors d'analyser les raisons de ce constat en vue d'une meilleure adéquation de l'offre des services fournis à la demande, ainsi que de déterminer s'il existe une segmentation de l'offre correspondant aux niveaux socio-économiques distincts des créateurs. Dans ce but, nous tenterons de faire ressortir les spécificités des structures d'appui consacrées aux allocataires sociaux par

rapport aux autres types de structures et nous nous intéresserons à cette fin aux particularités de ce public.

La zone géographique concernée par cette recherche est la province du Hainaut.

La première étape de cette recherche a eu lieu entre les mois de mars et de décembre 2004 et a consisté en une analyse descriptive de l'offre. Elle avait pour objectif de faire un inventaire des structures d'appui accessibles aux porteurs de projets hennuyers et de cerner les caractéristiques principales des structures d'appui identifiées (mission, type de cible, statut juridique, partenariats, etc.). Après avoir identifié les structures, nous leur avons envoyé en mai 2004 un questionnaire pour connaître les caractéristiques principales de leur structure et notamment la condition socio-économique des personnes bénéficiant de leur appui. Cette étape a abouti à la réalisation d'une cartographie des structures d'appui existantes compte tenu du type de services offerts (information générale et réorientation, accompagnement ou financement) et des porteurs de projets ciblés (personnes en situation précaire, entreprises sociales, PME éligibles aux lois d'expansion économique, entreprises innovantes, entreprises participant au développement local). Elle a par ailleurs permis de mettre en évidence différentes relations entre des variables telles que l'accès aux subsides, les missions, la composition du conseil d'administration, la taille de la structure, le niveau de qualification des porteurs de projet, etc. Enfin, l'analyse des partenariats existants entre structures d'appui s'est avérée être un élément incontournable pour la bonne compréhension du dispositif d'appui. Le résultat le plus marquant de cette étape a été la mise en évidence, sur base de leurs caractéristiques propres et de leurs relations partenariales, de la segmentation des structures d'appui en deux groupes distincts : le groupe « commercial » (accompagnant principalement des PME et des entreprises innovantes) et le groupe « social » (privilegiant les personnes en situation précaire et les entreprises sociales). En outre, cette analyse a fait ressortir certaines questions auxquelles nous nous attacherons de répondre dans les étapes futures de notre recherche - Quelle est la nature des partenariats en présence ? Ces partenariats contribuent-ils à augmenter la qualité du service? Quelles sont les spécificités des différentes structures, notamment des structures privées non lucratives? Sont-elles plus adaptées aux allocataires sociaux ? Quel est le degré de connaissance des structures d'appui par les allocataires sociaux ?,

Pour répondre à ces questions, il est important de donner la parole aux acteurs de terrain ainsi qu'aux allocataires sociaux, et c'est ce que nous avons prévu de faire lors d'une analyse qualitative dans les prochains mois. Enfin, nous allons vérifier les hypothèses émergeant de cette partie qualitative au moyen d'une analyse quantitative (questionnaires envoyés à l'ensemble des Hennuyers ayant créé leur entreprise en 2004).

1.2. Apports sociaux

L'accueil des jeunes enfants tout comme la prise en charge de la dépendance constituent des priorités inscrites à l'agenda social et politique des pays européens. L'augmentation massive des places d'accueil, sur laquelle les partenaires européens se sont engagés, réclame que des efforts supplémentaires importants soient consentis. De ce point de vue, le projet « plan cigogne » avancé par le ministère de

l'enfance de la Communauté française illustre l'intérêt porté par les pouvoirs publics belges à cette question. Plus précisément, plusieurs débats semblent aujourd'hui se dégager avec force de l'étude du secteur : celui du développement de services extrascolaires de qualité, celui de la participation et de l'implication parentales, celui de la mobilisation des entreprises et des financements privés pour résoudre le problème de la conciliation vie familiale-vie professionnelle etc. Sur toutes ces questions, la recherche TSFEPS apporte des éclairages singuliers à la fois en participant à une meilleure connaissance de l'organisation du secteur et en particulier des structures innovantes (accueil atypique) et en analysant les tensions existantes selon les solutions avancées du point de vue des objectifs de cohésion sociale.

Nous avons bien analysé un processus d'innovation sociale dans le secteur de l'aide à domicile puisque ces gardes à domicile sont reconnues par l'arrêté de la Région Wallonne du 29 janvier 2004. Dans ce champ, différents projets se sont développés durant la recherche : le projet d'une assurance autonomie (au niveau fédéral ou régional), le dispositif du titre-service, le fonds expérimental de soutien aux services de proximité, la réforme des programmes de résorption du chômage. Notre recherche tente de mettre en exergue les modalités d'organisation porteuses d'innovation sociale ainsi que les dynamiques sous-jacentes, tout particulièrement dans l'articulation entre le sphère familiale et la sphère professionnelle. La compréhension des interactions entre les processus d'innovation sociale et les politiques publiques sont donc au cœur du débat pour soutenir le développement de ces services porteurs de cohésion sociale et d'emplois.

Face à son développement accéléré depuis 2004, l'introduction du dispositif des titres-services dans le champ des services de proximité suscite de nombreuses questions. Ce dispositif de régulation quasi-marchande qui consiste à ouvrir à la concurrence un champ auparavant confié aux acteurs du non marchand, nécessite plus que jamais une connaissance approfondie des différents prestataires de plus en plus hétérogènes. À travers son analyse approfondie des Services agréés d'aide aux familles et aux personnes âgées, cette étude choisit de cibler un acteur ancré dans ce champ de l'aide à domicile depuis de nombreuses années. Ces Services sont de ce fait, à la croisée des différentes régulations qui au fil du temps, ont régi ce champ. Ils permettent donc un angle d'analyse intéressant en terme de coexistence et d'articulations des régulations publiques. Cet enjeu d'articulation se traduit d'ailleurs par une réelle difficulté des Services à se réappropriier le dispositif des titres-services afin d'assurer en leur sein, des synergies fructueuses entre les nouvelles aides ménagères titres-services, les aides familiales et les ménagères non titre-service. Enfin, cette étude permettra de redéfinir leur spécificité de ces Services vis-à-vis des autres prestataires qui ont rejoint le quasi marché, en mettant en évaluant leur capacité à générer les bénéfices collectifs suivants : création d'emplois de qualité pour personnes peu qualifiées et équité en terme d'accessibilité à un service de qualité.

La création d'entreprises par des allocataires sociaux constitue une des voies possibles permettant de sortir d'une situation d'inactivité. Elle n'est cependant pas la plus facile. Il est donc essentiel de ne pas laisser ces jeunes entrepreneurs, ayant souvent perdu le contact avec le marché du travail, livrés à eux-mêmes. Dans ce but, de plus en plus de structures d'appui à la création d'entreprises ont vu le jour, généralement avec le soutien des pouvoirs publics. Toutefois, les allocataires sociaux ont peu recours à ces services. Il nous faut donc comprendre les raisons de

ce constat afin de proposer des pistes en vue d'une plus grande adéquation entre l'offre et la demande de ces services, ce qui permettra de mieux répondre aux besoins des allocataires sociaux et d'accroître leurs chances de survie.

1.3. Partenariat

1.3.1. Avec des scientifiques

La recherche TSFEPS s'inscrit dans les activités du réseau EMES (Émergence des entreprises sociales en Europe) et à ce titre associe huit centres de recherche basés dans différentes Universités européennes.

1.3.2. Avec des acteurs

Dans ces trois recherches, nous avons tenté de privilégier un rôle participatif et d'interactions entre les différents acteurs. En ce qui concerne l'aide à domicile en Région wallonne les acteurs du secteur ont été mobilisés au cours des différentes étapes de la recherche afin d'obtenir des recommandations qui prennent le mieux en compte tant les réalités vécues par chacun des intervenants sur le terrain que les bénéfices collectifs qui découlent de ces actions. Un espace d'échange entre les acteurs porteurs d'innovation sociale dans l'aide à domicile a ainsi pu être constitué sous la forme d'un comité de terrain tout au long de la recherche. De même pour les services d'accueil des jeunes enfants, un certain nombre de partenaires relais a été identifié puis rencontré à différents moments de la recherche. La recherche TSFEPS s'est conclue par une journée de présentation des résultats aux acteurs et aux différents représentants politiques locaux, nationaux et européens, qui s'est tenue à la Commission européenne en septembre 2004 et à laquelle le CERISIS, en tant que partenaire belge, a particulièrement contribué. Enfin, les responsables des différentes structures d'appui à la création d'entreprises identifiées en province du Hainaut ont répondu à un court questionnaire dans le cadre de la première étape de cette recherche et nombre d'entre eux ont assisté à la présentation des résultats découlant de cette première analyse.

2. Analyse de la performance des entreprises sociales

2.1. Contenu

Phénomène récemment étudié en économie sociale, le concept d'entreprise sociale rassemble les organisations d'économie sociale qui ont d'une part une dimension clairement économique, d'autre part une dimension nettement marquée d'intérêt général c'est-à-dire un objectif explicite de bénéfice à la collectivité. Ainsi, le réseau européen de recherche EMES, dont le CERISIS fait partie, définit l'entreprise sociale selon des critères économiques et sociaux. Elle a une activité continue de production de biens et/ou de services, un degré élevé d'autonomie par rapport à d'autres structures notamment les pouvoirs publics, un niveau significatif de risque économique et un montant minimum d'emplois salariés. Elle provient d'une initiative lancée par un groupe de citoyens. Elle a un pouvoir de décision non basé sur la détention de capital, une distribution limitée du profit, une nature participative

impliquant les personnes affectées par l'activité (bien que ce dernier critère soit moins souvent vérifié). Enfin et surtout, l'entreprise sociale poursuit un objectif explicite de bénéfice à la communauté. Une des sphères d'activité dans laquelle les entreprises sociales sont les plus actives est celle de la formation et de l'intégration professionnelle des personnes exclues sur le marché du travail. Ces entreprises sociales d'insertion par l'économie ont pour objectif principal d'aider les personnes peu qualifiées, qui risquent une exclusion permanente sur le marché du travail, à retrouver un travail et à réintégrer la société à travers une activité de production. Si le développement de quelques initiatives pionnières mena à des cadres légaux spécifiques (Entreprise de Formation par le Travail et Entreprise d'Insertion en Région Wallonne) – sous la forme d'agrément –, cette reconnaissance légale entraîna à son tour une croissance de telles initiatives. Cependant, d'autres entreprises sociales, pour la plupart des associations sans but lucratif, sont présentes dans le champ de l'insertion de personnes défavorisées sans pour autant avoir adopté un de ces agréments.

Ces « entreprises sociales d'insertion par le travail », qu'elles soient EFT ou EI, ont donc comme objectif principal l'insertion de personnes fragilisées sur le marché du travail par le biais d'une activité productive. Il nous faut considérer, pour l'analyse, le fait que ces initiatives sont encadrées politiquement, c'est-à-dire que leur construction est le fruit de processus d'interdépendance entre les initiatives elles-mêmes et les politiques publiques qui les influencent. Si l'on retient le terme d'encastrement, c'est qu'il ne suffit pas d'analyser la contingence institutionnelle à laquelle les politiques soumettraient les initiatives, et en particulier le type de personnes qui est accueilli au sein de ces entreprises, mais il s'agit de mettre en évidence les pratiques des entreprises sociales, reflets des tensions entre objectifs des acteurs locaux et des politiques publiques.

Pour le volet EFT :

Les EFT s'adressent le plus souvent, aux personnes les plus en difficulté par rapport à une insertion sur le marché du travail. Compte tenu du profil de ces bénéficiaires, ces entreprises sociales sont incitées à formuler un objectif large d'insertion professionnelle et sociale. C'est pourquoi, pour cette étude dans le champ des EFT, nous avons choisi comme concept central celui de « qualité de vie » des stagiaires pour tenter d'opérationnaliser la multidimensionnalité des modalités de l'insertion sociale et professionnelle. A cette fin, nous avons défini sur base de la littérature scientifique la notion de qualité de vie, agrégat de l'auto-réalisation des individus dans sept domaines de la vie, pour ensuite construire cet indicateur à partir des réponses de 339 stagiaires à leur entrée en EFT. Nous nous sommes attachés ensuite à analyser les relations entre indicateurs objectifs et subjectifs pour cette population ainsi que leurs profils différenciés de qualité de vie à leur entrée en EFT. Nous nous sommes enfin penchés sur l'évolution de ces profils au fil du temps et sur les liens entre profil de qualité de vie et les comportements d'abandon au sein des EFT et d'insertion dans l'emploi à l'issue de l'EFT. Les données utilisées dans cette étude sont extraites de l'enquête longitudinale (à l'entrée en EFT, à la sortie de l'EFT, et en moyenne 13 mois après le stage) conduite par le CERISIS-UCL sur les stagiaires répartis sur l'ensemble des vingt EFT de la province du Hainaut.

Pour le volet EI :

Le projet « PERSE » (2001-2004), inséré dans le programme de recherche européen du cinquième programme-cadre, dont le CERISIS est le coordinateur, vise à appréhender la performance socioéconomique des entreprises sociales d'insertion par le travail, en étudiant plus de 150 entreprises réparties dans 11 pays de l'Union Européenne, en ce compris la Belgique. Cette étude comporte trois axes de recherche. Le premier concerne l'analyse des ressources spécifiques mobilisées par ces entreprises: leur origine (les entreprises, les ménages, l'Etat), leur nature (marchande, non-marchande ou émanant du capital social) et leur combinaison spécifique. Un deuxième axe concerne l'analyse de la pluralité des objectifs de ces entreprises ainsi que l'évolution organisationnelle des entreprises sociales à travers le temps, notamment en interaction avec les politiques publiques. Les entreprises sociales ont-elles tendance à se défaire de leurs spécificités avec le temps (engagement de volontaires, liens et partenariats avec de multiples parties prenantes...) et à adopter des comportements similaires à ceux des entreprises privées à but lucratif ou des organisations publiques traditionnelles ? Le modèle est-il durable ou les entreprises sociales glissent-elles vers des pratiques de gestion et de gouvernance plus traditionnelles ? Comment les politiques publiques tiennent-elles compte des spécificités des entreprises sociales ? Pour ces deux premiers axes, nous avons interrogé, de manière approfondie, les responsables de 15 entreprises d'insertion en Wallonie en 2003. Les questions visent donc à faire ressortir tant les pratiques que ces entreprises développent que les discours des acteurs sur ces pratiques. Le troisième axe se centre sur l'analyse des profils des bénéficiaires et de leurs trajectoires par rapport aux principaux objectifs des entreprises d'insertion (insertion professionnelle, capital humain et capital social). C'est grâce à une recherche SSTC que nous avons pu l'approfondir. Notre échantillonnage repose sur une approche en termes de « flux ». Il s'agit d'analyser le devenir d'une centaine de travailleurs entrés en 2001 dans les entreprises d'insertion en Wallonie. En ce qui concerne ce dernier point, nous avons mesuré l'effet brut du passage en ESI mais aussi son effet net grâce à la constitution, sur base de données administratives du FOREM, d'un groupe contrôle.

2.2. Apports sociaux

Un premier apport est d'analyser l'évolution des entreprises sociales face aux politiques publiques. Alors que les entreprises sociales d'insertion par l'économie ont émergé, pour la plupart, dans le champ du travail social, beaucoup s'inscrivent aujourd'hui dans des cadres légaux spécifiques liés aux politiques actives d'emploi qui ont connu un essor considérable depuis les années 1980, dans le cadre d'un noyau structurel de chômage. L'entrée dans l'action publique de ces entreprises sociales d'insertion par l'économie permet la reconnaissance institutionnelle de leur rôle dans la problématique de l'insertion des personnes défavorisées sur le marché de l'emploi, et ainsi un accès plus stable à des ressources non-marchandes en reconnaissance de cette production de bénéfices collectifs. Cependant, elle comprend également un risque de perte d'autonomie et d'innovation pour le secteur. L'enquête sur les entreprises d'insertion nous a permis d'analyser les différents modèles d'organisation présents en Wallonie par rapport aux politiques publiques. De plus, s'agissant d'une enquête européenne, nous pourrions comparer ces

différents modèles d'entreprises d'insertion en Belgique avec celles des autres pays européens.

Un second apport de ces recherches est de mesurer et de visualiser la diversité des effets des entreprises sociales sur la trajectoire des bénéficiaires et ainsi tenter d'opérationnaliser la multidimensionnalité des modalités de l'insertion sociale et professionnelle. Il s'agit également de mettre en exergue le fait que les trajectoires des différents groupes de bénéficiaires sont loin d'être uniformes. Ces résultats questionnent donc, entre autres, le fait de cantonner les entreprises sociales à certaines étapes du parcours d'insertion alors que leurs bénéficiaires se situent à des moments différents dans leur processus d'insertion.

2.3. Partenariat

2.3.1. Avec des acteurs

Nous sommes en partenariat étroit avec 15 entreprises sociales d'insertion en Wallonie, qu'elles aient adopté le statut légal d'Entreprise d'Insertion agréée par la Région wallonne ou non. Nous avons rencontré ces initiatives, interrogé leur(s) porteur(s) de projet et leurs travailleurs. De même, les responsables d'entreprise ont été associés à la discussion autour des résultats de l'enquête.

2.3.2. Avec des scientifiques

Etant donné que le CERISIS-UCL est le coordinateur de la recherche européenne PERSE, celui-ci est en étroite collaboration avec onze centres de recherche dans 10 pays différents de l'Union Européenne, centres de recherche regroupés au sein du réseau européen EMES qui vise l'Etude de l'Emergence de l'Entreprise Sociale. Quant à la recherche SSTC portant sur les effets individuels du passage en entreprise sociale d'insertion, nous sommes en partenariat avec le Centre d'Economie Sociale de l'Université de Liège et l'Hoger Instituut Voor de Arbeid de la Katholieke Universiteit Leuven.

3. Analyse des modalités des partenariats des initiatives de développement local de quartier

3.1. Contenu

Notre recherche (2000 – 2003) part du constat que le partenariat, bien qu'il soit considéré comme un enjeu important des politiques de développement local, est une notion qui n'est pas clairement définie et qui recouvre des réalités fort différentes qu'il convient d'identifier et d'analyser. Depuis les années 80, en effet, un intérêt croissant est porté aux dynamiques locales de développement et à la décentralisation des compétences. Ces évolutions ouvrent, notamment, la voie à la reconnaissance d'acteurs autres que l'Etat et les entreprises privées tels que les organisations d'économie sociale et les habitants. Elles participent à la reconfiguration des rapports entre l'Etat, le marché et la société civile donnant lieu à des nouveaux modes d'interaction entre ces acteurs en particulier à l'échelon local. Dans ce contexte, de

nouvelles formes institutionnelles, basées sur des logiques de coordination et de partenariat, voient le jour. Ces formes de partenariat sont toutefois fort variées. Il nous semble donc important d'analyser la notion de partenariat en identifiant les dimensions qui peuvent caractériser ces formes institutionnelles, leurs avantages et leurs limites.

Face à la diversité des partenariats et à l'absence d'une définition claire et reconnue de tous, nous avons ciblé notre recherche sur les partenariats qui se caractérisent par la participation de différents types d'acteurs à la structure de propriété en vue de prester des services en commun. Nous étudions ces partenariats dans le cas des services (quasi)collectifs pour le développement local ou de quartier, c'est-à-dire des services qui, au-delà des bénéfices pour les usagers, engendrent des bénéfices pour la collectivité (locale). Ces services peuvent être fort divers, allant de la création d'une halte-garderie pour les enfants de 0 à 3 ans issus de milieux fort défavorisés à l'amélioration du cadre de vie en passant par des initiatives d'aide à la création d'emplois. Notre recherche porte sur les partenariats caractérisés par la présence d'une pluralité de parties prenantes au sein de la structure de propriété des organisations (i.e. multi-stakeholder organisations). Est considérée comme partie prenante toute personne ou organisation qui a un intérêt dans l'organisation, dans ce qu'elle produit ou dans ses performances.

En nous basant sur les apports de la théorie économique des organisations, nous avons tout d'abord analysé la structure de propriété dans le cas d'organisations non lucratives, publiques ou privées, dont la propriété revient à une diversité de parties prenantes. L'analyse de la propriété de ces organisations conduit à l'élaboration d'une typologie des organisations en fonction de la présence (ou de l'absence) de différents types de parties prenantes d'une part et en fonction des caractéristiques de la structure de propriété d'autre part. Ce travail a permis de clarifier la notion de partenariat et de révéler la diversité des formes institutionnelles et de financement qui se cache derrière un même terme. En outre, l'analyse montre que la composition de la structure de propriété ne suffit pas pour décrire la propriété des organisations mais que d'autres variables doivent être prises en compte.

Nous avons ensuite identifié les avantages et les limites de différents types de propriété composée d'une pluralité de parties prenantes. Nous sommes partis de l'identification des caractéristiques des services de développement local ou de quartier qui engendrent d'importants coûts de transaction sur le marché que l'intégration d'une diversité de parties prenantes au sein d'une même structure de propriété pourrait réduire. Ainsi, l'offre de services de développement local demande des investissements spécifiques, qui s'inscrivent dans la durée, qui reposent sur la construction de relations de confiance dans un environnement incertain, pour fournir des services quasi-collectifs dont l'évaluation de la qualité et des performances est difficile.

L'intérêt d'une approche en termes de coûts de transaction est de distinguer différents types de coûts qui sont associés aux transactions sur le marché, tels que des coûts de coordination et de négociation entre les parties impliquées dans la transaction, et de mettre en évidence que la forme organisationnelle qui prévaudra est celle qui permettra de réduire ces coûts. Mais la constitution d'une structure de propriété multi-stakeholder comporte elle-même des coûts, dits de propriété, qui sont liés soit aux coûts de la décision collective, tels que l'instauration d'un mécanisme de

vote, soit aux coûts d'agence, qui consistent principalement en des coûts de motivation qui émergent dans le cadre de relations d'agence, que ce soit entre propriétaires et managers et/ou entre employeurs et travailleurs du fait que les intérêts de ces différents agents peuvent diverger. Nous avons, sur cette base, formulé deux hypothèses de recherche. D'une part, l'implication d'une diversité de parties prenantes dans la propriété des organisations permet de réduire les coûts de transaction sur le marché tout en compensant pour l'augmentation des coûts de propriété qui en découle. D'autre part, les avantages et les limites du partenariat varient en fonction du type de structure de propriété des organisations considérées.

Nous avons, enfin, analysé les structures de financement de ces organisations et étudié les liens entre types de propriété et types de financement mobilisés par les différentes organisations. Les types de financement peuvent influencer la répartition du pouvoir au sein de l'organisation ainsi que la nature des relations entre les membres de la structure de propriété. En effet, la présence des bailleurs de fonds (publics ou privés) dans la propriété peut être vue comme une façon de contrôler l'usage des subsides ou des dons dans la mesure où les financeurs des services ne sont pas les bénéficiaires directs. Par ailleurs, l'analyse du lien entre propriété et financement fait ressortir que, malgré une forte prédominance des financements non marchands, l'hybridation des ressources est principalement une caractéristique des organisations privées non lucratives.

3.2. Apports sociaux

L'implication d'une pluralité de parties prenantes dans la propriété peut être vue comme une nouvelle forme institutionnelle qui mérite d'être analysée en profondeur. Notre recherche s'inscrit dès lors dans les travaux actuels qui portent sur les nouveaux modes de coordination de l'action collective en particulier au niveau local. Quelles sont les formes institutionnelles que ces partenariats adoptent sur le terrain ? Quels sont les acteurs impliqués ? Quels sont leurs modes de fonctionnement ? Quels en sont les avantages et les limites ? Tant de questions auxquelles cette recherche tente d'apporter des éléments de réponse en offrant une grille de lecture aux opérateurs de terrain, confrontés à la reconfiguration des rapports entre différents types d'acteurs et aux exigences des financements publics, et aux décideurs politiques en ce qui concerne les politiques publiques à mettre en place pour soutenir les initiatives de développement local ou de quartier.

3.3. Partenariat

Cette recherche est menée en partenariat avec des acteurs de terrain de la communauté urbaine de Charleroi. Ce partenariat avec les acteurs de terrain aux différentes étapes de la recherche permet une meilleure compréhension de la réalité et des enjeux qui en découlent et, dès lors, la formulation de recommandations pour les politiques publiques les plus appropriées possibles. Un comité d'accompagnement de terrain a été créé à cet effet.

4. Analyse de l'économie sociale et populaire au Sud

4.1. Contenu

L'étude du secteur informel dans les pays du Sud et de ses liens avec les dynamiques d'économie sociale a été l'objet de plusieurs travaux. Depuis 2004, le CERISIS est partenaire d'un projet de recherche GRAP (groupe de recherche en appui à la politique) soutenu par le CUD et la DGCD sur le rôle des organisations de la société civile dans la lutte contre la pauvreté en particulier en Afrique subsaharienne dans le secteur de l'éducation, de la micro-finance et de la micro-assurance santé. Le CERISIS collabore au volet concernant les secteurs microfinance et micro-assurance santé. Le premier objectif est d'analyser dans quelle mesure l'implication des OSC dans ce secteur peut ou non favoriser une meilleure accessibilité des plus démunis à ces services. Dans un deuxième temps, il s'agit de se demander comment l'appui aux OSC pourrait favoriser une meilleure régulation de secteurs d'activité de la santé et de la micro-finance. Le CERISIS a participé au séminaire de recherche à Cotonou en décembre 2004 visant à valider le programme de travail avec des partenaires du Sud, d'ouvrir des terrains d'investigation et de définir les modalités de coopération avec les équipes locales, avec d'autres projets de coopération universitaire au Bénin ou des projets de coopération d'agences belges.

4.2. Apports sociaux

Il s'agit d'un programme de recherche d'appui à la politique de coopération qui vise à contribuer à l'évaluation des instruments de la coopération en appui aux organisations de la société civile et à la formulation d'approches innovantes d'interventions.

4.3. Partenariat

4.3.1. Avec des acteurs

La recherche se fait en collaboration avec des ONGs présentes au Bénin : Louvain-Développement, STEP-BIT, PAPME, CBDIBA. Le CERISIS participe également à la plate-forme micro-finance qui regroupe des membres de la coopération, des ONG et des universitaires.

4.3.2. Avec des scientifiques

Ce projet découle d'un partenariat sous l'égide de Marc Poncelet, professeur, département des sciences sociales, service « Changement Social et Développement » de l'Ulg et en collaboration avec le centre d'économie sociale de l'Ulg, du centre d'anthropologie culturelle de l'ULB et de Marc Labie, chargé de cours à la Faculté Warocqué des Sciences Economiques, Service « Economie et gestion de l'entreprise ». Des partenariats sont également établis avec des académiques locaux (Université d'Abomey-Calavi, Bénin).

5. Publications, communications

5.1. Publications scientifiques (articles et participation à des ouvrages scientifiques)

D'Addio, A., Lefevre, C., Nyssens, M., Lemaître, A., et Platteau, A., (2005), « Le champ d'analyse : les entreprises sociales d'insertion », in : Nicaise, I., Nyssens M., et Defourny, J., eds., *Economie sociale, intégration sociale et développement durable*, Politique Scientifique Fédérale / Academia Press, Gand.

D'Addio, A., Lefevre, C., Nyssens, M., et Platteau, A., (2005), « Qualité de vie et stagiaires en entreprises de formation par le travail », in : Nicaise, I., Nyssens, M., et Defourny, J., eds., *Economie sociale, intégration sociale et développement durable*, Politique Scientifique Fédérale / Academia Press, Gand, pp. 81-109.

Grégoire, O., & Platteau, A., (2005), « L'impact budgétaire de l'engagement de demandeurs d'emploi dans les entreprises d'insertion », *Revue belge de la sécurité sociale*, 3.

Laville, J.L., Nyssens, M., « Service de proximité », (2005), in : Dictionnaire de l'Autre Economie (Laville, J.-L., & Cattani, A.D., eds.), Desclée de Brouwer, Paris, pp. 451-460.

Lemaître, A., Nyssens, M., et Platteau, A., (2005), « Les entreprises sociales d'insertion par le travail entre idéal-type et institutionnalisation », in : *Recherches sociologiques*, 2005/01, pp. 61-74. , pp. 129-152.

Lhuillier, V., Nyssens, M., et Oulhaj, L., (2005), « D'un welfare state à un welfare mix dans les services aux jeunes enfants et aux personnes âgées en Belgique ? L'apport des services innovants », *Recherches Sociologiques*, n°1, pp. 105-127.

Nyssens, M., (2005), « Tiers-secteur », in : Dictionnaire de l'Autre Economie (Laville, J.L., & Cattani, A.D., eds.), Desclée de Brouwer, Paris, pp. 499-506.

Platteau, A., Nyssens, M., et Lemaître, A., (2005), « Entreprises d'insertion : entre idéal-type et institutionnalisation », in : Nicaise, I., Nyssens, M., et Defourny, J., *Economie sociale, intégration sociale et développement durable*, Politique Scientifique Fédérale / Academia Press, Gand, pp. 111-148.

Charlier, S., Nyssens, M., Peemans, J.Ph., Yopez, I., (Sous la direction), (2004), *Une solidarité en actes, gouvernance locale, économie sociale, pratiques populaires face à la globalisation*, UCL, Presses Universitaires de Louvain, 388 p.

Charlier, S., Nyssens, M., Peemans, J.Ph., Yopez, I., (Sous la direction), (2004), Quels enjeux pour les dynamiques d'économie sociale ? une perspective Nord-Sud, in : *Une solidarité en actes, gouvernance locale, économie sociale, pratiques populaires face à la globalisation*, UCL, Presses Universitaires de Louvain, pp. 129-148.

de Briey, V., Lemaître, A., Lhuillier, V., Nyssens, M., Oulhaj, L., Platteau, A., (2004), « Titres-services, que comprendre, que penser? », *Regards Economiques*, IRES-UCL, n° 20, mars, 11p.

de Briey, V., (2004), « Quelle politique d'appui aux institutions de micro-finance ? Quelques réflexions tirées du cas de Santiago (Chili) », *Revue bancaire et financière*, n°2004/6, Septembre, pp. 313-322.

Degavre, F., Nyssens, M., Oulhaj, L., (2004), « Innovation sociale et genre : Le cas des services de gardes-malades en Wallonie », in : Girard, D. (dir), *Solidarités collectives, famille et solidarité*, tome 1, l'Harmattan, Paris, pp. 131-146.

Evers, A., Laville, J.L., with Borzaga, C., Defourny, J., Lewis, J., Nyssens, M., Pestoff, V., (2004), Defining the third sector in Europe, in : *The Third Sector in Europe*, edited by A. Evers and JL Laville, pp. 1- 42.

Lemaître, A., et Nyssens, M., (2004), « La mixité des ressources dans les entreprises sociales d'insertion », *Reflets et Perspectives de la vie économique*, trimestriel, Tome XLIII, n° 3, pp. 37-49.

Nyssens, M., Lemaître, A., et Platteau, A., (2004), « Quelle place et quels enjeux pour les entreprises sociales d'insertion en Belgique ? », *Reflets et Perspectives de la vie économique*, Tome 43, De Boeck, pp. 25-36.

Oulhaj, L., (2004), « Les entreprises sociales comme mécanisme d'appui aux femmes indigènes? Deux cas dans l'état de Oaxaca (Mexique) », pp. 333-344, in coll. (2004), *Une solidarité en actes*, Presses Universitaires de Louvain/UCL, Belgique, 388 p.

Platteau, A., et Nyssens, M., (2004), « Profils et trajectoire des travailleurs dans les entreprises sociales d'insertion », *Reflets et Perspectives de la vie économique*, Tome 43, De Boeck, pp. 51-71.

5.2. Rapports de recherche et Cahiers du Cerisis

de Briey, V., Platteau, A., (2005), « Etude de la performance des structures d'appui à la création de TPE par des allocataires sociaux en province du Hainaut », Rapport intermédiaire de recherche aux représentants de la Région wallonne et du Fonds Social Européen.

Nyssens, M., (coord.), Contract no. : HPSE-CT2001-00092, Project no. : SERD-2000-00119T, The Socio-Economic Performance of Social Enterprises in the Field of Integration by Work, Final Report, DG Research, European Commission, March 2005.

de Briey, V., (2004), « Les structures d'appui à la création de TPE par des allocataires sociaux : projet de recherche », Rapport intermédiaire de recherche aux représentants de la Région wallonne et du Fonds Social Européen.

Lhuillier, V., (2004), « Transformation des structures familiales et des politiques sociales en Europe : les services d'accueil des jeunes enfants en Belgique (0-

6 ans) ». Recommandations politiques, Rapport recherche européenne TSFEPS, mars 2004.

Lhuillier, V., (2004), « Accès et équité dans les services d'accueil des jeunes enfants en Europe », note de synthèse, Rapport recherche européenne TSFEPS, février 2004.

Oulhaj, L., (2004), « Le service des gardes à domicile. Une innovation sociale dans l'aide à domicile en Wallonie ? », *Cahiers du Cerisis*, n° 18.

Oulhaj, L., (2004), « Les parties prenantes de la relation de service », *Les Cahiers du Cerisis*, n° 20.

Oulhaj, L., (2004), « Les dynamiques de l'innovation sociale dans l'aide à domicile », in *Economie sociale, développement de l'entrepreneuriat dans le champ des services de proximité*, Partie I, Rapport intermédiaire de recherche, Mai, CERISIS-UCL.

Oulhaj, L., (2004), « Les dynamiques de l'innovation sociale dans l'aide à domicile », in *Economie sociale, développement de l'entrepreneuriat dans le champ des services de proximité*, Partie I, Rapport final de recherche, Décembre, CERISIS-UCL.

Lemaître, A., (2003), « Report about the evolution over time and the isomorphism issue of the work integration social enterprises. The case of Wallonia », *Rapport de recherche PERSE pour la Commission européenne*.

Lemaître, A., (2003), « L'articulation des ressources dans les entreprises sociales d'insertion par le travail wallonnes », *Rapport de recherche PERSE pour la Commission européenne*.

Oulhaj, L., (2003), « Les dynamiques de l'innovation sociale dans l'aide à domicile », in *Economie sociale, développement de l'entrepreneuriat dans le champ des services de proximité*, Partie I, Rapport intermédiaire de recherche, décembre, CERISIS-UCL.

Petrella, F., (2003), « Economie sociale, développement de l'entrepreneuriat dans le champ des services de proximité. Partie 2 : L'analyse des modalités de partenariat et de financement des initiatives de développement local ou de quartier », Rapport final de recherche, CERISIS-UCL..

5.3. Communications et interventions dans des colloques scientifiques

de Briey, V., (2005), « Les conséquences de la commercialisation de la micro-finance au Chili », Présentation effectuée lors du séminaire organisé par la Plateforme belge de micro-finance et la DGCD au Palais d'Egmont à Bruxelles, les 3 et 4 mars, à l'occasion de l'Année Internationale du Micro-crédit.

Lemaitre, A., Nyssens, M., (2005), Les entreprises sociales d'insertion, Colloque Xième du CERISIS, Charleroi, « A la recherche de solidarités », 18 octobre 2005

Lemaître, A., Platteau, A., et Nyssens, M., (2005), « Les entreprises sociales d'insertion par le travail : entre idéal-type et institutionnalisation. Le cas de la Région wallonne », Conférence EMES-ISTR, Paris, 28 avril.

Lhuillier, V., Petrella, F., (2005), Modes de gouvernance et accueil de la petite enfance, Colloque Xième du CERISIS, Charleroi, « A la recherche de solidarités » , 18 octobre 2005.

Nyssens, M., (2005), « Social Enterprise at the crossroads of Market, Public Policies and Market, Milton Keynes University », Seminar on Social Enterprises, 2-3 of July 2005.

Nyssens, M., (2005), « El modelo europeo de la empresa social », Fondation pour la solidarité – CEPES, Barcelona, 26 may 2005.

Nyssens, M., (2005), « Les services de proximité : des pratiques et une place dans l'économie sociale », Fédération des Services de Proximité à Finalité Sociale, 8 novembre 2005, Auvelais.

Nyssens, M., (2005), « Micro-finance et Mutuelles de santé : quelles articulations ? », atelier micro-finance, Institut du développement, UCL, 14 octobre 2005.

Nyssens, M., (2005), « Micro-finance et Mutuelles de santé : quelles articulations ? », plate-forme micro-finance et mutuelles de santé 25 novembre 2005.

Nyssens, M., (2005), « Panel of Work Integration Social Enterprise », première conférence européenne d'ISTR et EMES, Concepts of the third-sector. The European debate, Paris, 27, 28, 29 avril 2005.

Nyssens, M., (2005), « Social Enterprises between Market, Public Policies and Community », London School of Economics , February 17th 2005.

de Briey, V., et Janssen, F., (2004), « Les structures d'appui à la création de TPE par des allocataires sociaux : projet de recherche », communication faite lors du 7^{ème} colloque international CIFEPME, tenu à Montpellier les 27, 28 et 29 octobre 2004.

Degavre, F., Nyssens, M., et Oulhaj, L., (2004), « Genre et prise en charge de la dépendance. Le cas des services de gardes-malades en Wallonie », *XXIVe journées de l'association d'économie sociale*, France

Lhuillier, V., (2004), « Access and equity issues in childcare services in Europe », The eighth International Research Symposium on Public Management (IRSPM VIII), Budapest, avril 2004.

Nyssens, M., (2004), « Entreprise sociale d'insertion : le travail au-delà du profit ? », Société Royale d'économie politique de Belgique, 12 Octobre 2004, Bruxelles.

Nyssens, M., (2004), « L'économie sociale au Sud : Quels enjeux ? », Communication à Cotonou (Bénin) dans le cadre du séminaire organisé par le GRAP-OSC (CUD) : Le rôle des organisations de la société civile au Bénin, 16 décembre.

Nyssens, M., (2004), « Le rôle des mutuelles de santé en Afrique de l'Ouest », Communication à Cotonou lors du séminaire organisé dans le cadre du PIC (CUD): Le rôle de la recherche et de la formation en appui aux mutuelles de santé, 14 décembre.

Nyssens, M., (2004), « Les services sociaux entre Etat, marché et associations », Associations et coopératives face aux marchés et aux pouvoirs publics, CNAM, Janvier 2004.

Nyssens, M., (2004), « Quels enjeux pour les dynamiques d'économie sociale ? une perspective Nord-Sud », Quatrième rencontres inter-universitaires d'économie sociale et solidaire, « Economie solidaire et démocratie », Avril 2004, Paris.

Nyssens, M., (2004), « Social Enterprises and Public Policies : an European Comparative Analysis », second European conference on "Enlarging the social economy", Kracow, October 27th 2004.

Nyssens, M., (2004), « Social Enterprises in Europe », Conférence internationale sur l'économie sociale organisée par CENPRO, Université de Genova, Italie, 10 Novembre 2004.

Nyssens, M., (2004), « Social enterprises and public policies in the field of work intergration, IRSPM VIII, Budapest, avril 2004.

Nyssens, M., (2004), « Social services and social enterprises, partnership and bottom-up approach : where are we now ? », ECOTEC, Groupement d'études et de recherches Notre Europe, Mars 2004, Bruxelles.

Nyssens, M., (2004), « Titres – services : quels enjeux ? », Séminaire de l'IRES, avril 2004.

D'Addio, A., Lemaître, A., Lefèvre, C., et Nyssens, M., (2003), « L'insertion par l'économique », Colloque CERISIS-UCL, *Insertion sociale et professionnelle : qualité de vie et identité sociale*, Charleroi, 13 mai 2003.

de Briey, V., (2003), « Apports des approches conventionnalistes pour le développement : les 'conventions' de micro-crédit », Communication faite lors du colloque intitulé 'Conventions et Institutions : approfondissements théoriques et contributions au débat politique', organisé les 11, 12 et 13 décembre 2003, à Paris par Forum (Paris X).

Lemaître, A., (2003), « Les entreprises sociales d'insertion par l'économique et les politiques publiques : quelle histoire et quels défis ? », Colloque CERISIS-UCL, *Insertion sociale et professionnelle : qualité de vie et identité sociale*, Charleroi, 13 mai 2003.

Nyssens, M., (2003), « Economie sociale au Nord et au Sud, quels enjeux, une vision comparative », Université de Ouagadougou, Janvier 2003.

Nyssens, M., (2003), « Des recherches économiques qui renouvellent les perceptions du marché, de l'Etat et des associations sans but lucratif », Institut d'Etudes Politiques de Paris, Février 2003.

Nyssens, M., (2003), « Qualité de vie et bénéficiaires : le cas des entreprises de formation par le travail », Colloque du CERISIS, insertion sociale et qualité de vie, mai 2003.

Nyssens, M., (2003), « Social enterprise in Europe, Social Economy and social capital », Middlesex University, London, may 2003.

Oulhaj, L., (2003), « L'innovation sociale dans l'aide à domicile », Troisième rencontre du réseau inter-universitaire de l'économie sociale et solidaire, Université du Mirail, Mars 2003, France.

Petrella, F., (2003), « Les partenariats dans l'offre de services de développement de quartier : avantages et limites de nouvelles formes institutionnelles », Communication aux Troisièmes rencontres inter-universitaires d'économie sociale et solidaire sur L'innovation en économie solidaire, Université de Toulouse-2 le Mirail, 4,5 et 6 mars 2003.

Séminaires internationaux autour des recherches européennes :

Lemaître, A., Nyssens, M., Platteau, A., La performance des entreprises sociales (PERSE) 2, 3 et 4 octobre 2003 à Bruxelles

Lhuillier, V., Transformations des structures familiales et politiques sociales (TSFPS) 12 et 13 septembre 2003, Sofia.

5.4. Autres articles

de Briey, V., (2005), « Plein feu sur la microfinance en 2005 », *Regards Economiques*, IRES-UCL, n° 28, mars, 14p.

de Briey, V., (2005), « Entre le marché et les plus pauvres, La parole à Valérie de Briey », *Ici et Là bas*, Bulletin de Solidarité Mondiale a.s.b.l., n°58, Dossier : Le micro-crédit. 2005 : Année internationale du micro-crédit, septembre-octobre 2005, p.10.

Nyssens, M., (2005), Entreprise sociale : entre marché, politiques publiques et société civile, *Traverses*, n°188, octobre 2005.

de Briey, V., (2004), « Une initiative publique particulière en matière de micro-crédit : le cas de Santiago (Chili) », *Traverses*, n°182, août, pp. 10-11.

de Briey, V., Lemaître, A., Lhuillier, V., Nyssens, M., Oulhaj, L., et Platteau, A., (2004), « Comprendre les titre-services », *Traverses*, SAW, n° 179, pp. 4-7.

de Briey, V., Lemaître, A., Lhuillier, V., Nyssens, M., Oulhaj, L., et Platteau, A., (2004), « L'économie sociale et les services de proximité. Analyse des décisions de la conférence nationale pour l'emploi », *Pensée plurielle*, 2004/1, pp. 41-64.

Lemaître, A., et Platteau, A., (2004), « Les ESI sont-elles performantes ? », *Traverses*, SAW, n° 181, pp. 20-21.

Lemaître, A., (2004), « Entreprises sociales d'insertion et politiques publiques », *Traverses*, SAW, n°183, pp. 12-13.

Oulhaj, L., (2003), « Innovons socialement! », *Traverses*, n° 177, octobre 2003, p.20.

Platteau, A., (2003), « LST, la coopérative de la solidarité », *Traverses*, n° 177, octobre, p.21.

Platteau, A., (2003), « Ateliers sociaux wallons : qui sont-ils et que font-ils? », *Traverses*, n° 178, décembre, p.21.

5.5. Communications et interventions dans l’UCL et autres universités

Présentation au séminaire des doctorants :

Petrella, F., (2003), « Partnerships in distressed urban areas: A typology of ownership in multi-stakeholder organisations », Doctoral workshop, 20th of January 2003.

Autres

de Briey, V., (2004), Participation à la table-ronde sur la place d’une formation en économie sociale en faculté ESPO du mardi 16 mars 2004 dans le cadre de la semaine de l’économie sociale qui s’est déroulée à Louvain-la-Neuve du 15 au 18 mars.

de Briey, V., (2004), Animation de la table-ronde consacrée à « La qualité dans l’accompagnement de la création d’activités : enjeux, fondements et perspectives » lors de la conférence de clôture du volet transnational du projet Qualicrea, le 25 novembre 2004, à Mons.

Lemaître, A., (2004), Animation d’un « midi de discussion » sur l’économie sociale, dans le cadre de la semaine de l’UCL consacrée à l’économie sociale, du 15 au 18 mars 2004.

Nyssens, M., (2004), Co – organisateur de la Semaine de l’économie sociale Louvain-la-neuve (nombreuses interventions)

Oulhaj, L., (2003), « Toward a classification of microcredit experiences », Séminaire sur micro – crédit et le développement, Université Catholique de Louvain, Février 2003, Belgique.

5.6. Communications et interventions auprès des acteurs sociaux

de Briey, V., et Platteau, A., (2005), Table-ronde organisée avec les membres des structures d’appui à la création de TPE suite à la parution du rapport intermédiaire de recherches intitulé ‘Etude de la performance des structures d’appui à la création de TPE par des allocataires sociaux en province du Hainaut’, le 25 février à Charleroi.

Liénard, G., Nyssens, M., et Platteau, A., (2005), Comité d’accompagnement du projet de recherche « Economie sociale, développement de l’entrepreneuriat dans le champ des services de proximité » chez la Ministre Vienne, Namur, 28 janvier 2005

Grégoire, O., Lemaître, A., Nyssens, M., Platteau, A., (2004), Présentation des premiers résultats de la recherche PERSE aux responsables d'entreprises ayant participé à l'étude, au Cerisis à Charleroi, 20 février 2004.

Lemaître, A., (2004), Présentation des résultats de la recherche PERSE auprès d'acteurs sociaux, de représentants des pouvoirs publics et de membres du réseau européen de recherche EMES, au Cecoop à Bruxelles, 15 juin 2004.

Lhuillier, V., (2004), Séminaire de présentation des résultats de la recherche TSFEPS à la Commission européenne, TSFEPS, Bruxelles, septembre 2004.

Lhuillier, V., Sohet, B., (2004), Séminaire de présentation des résultats de la recherche TSFEPS pour la Belgique, TSFEPS, Bruxelles, avril 2004.

Nyssens, M., (2004), « Titres –services : quels enjeux ? », SAW, Bruxelles, Février 2004.

Nyssens, M., (2004), Semaine de l'économie sociale, Louvain-la-Neuve, mars 2004.

Nyssens, M., (2004), « Le concept d'économie sociale », Centre européen du travail, Namur, mai 2004.

Nyssens, M., (2004), « Titres – services : quels enjeux ? », ARCO, Bruxelles, mai 2004.

Oulhaj, L., (2004), « Le service des gardes à domicile comme innovation sociale ? », FASD, Namur, 6 juillet 2004.

Nyssens, M., (2003), « Qualité de vie et bénéficiaires : le cas des entreprises de formation par le travail », Assemblée générale d'ALEAP, octobre 2003

Nyssens, M., (2003), « Qualité de vie et bénéficiaires : le cas des entreprises de formation par le travail », mai 2003, Formation CSC, Overijse, juin 2003.

Oulhaj, L., (2003), « Les dynamiques de l'innovation sociale dans l'aide à domicile », Premier volet de la recherche, présentation au comité de terrain, le 11 février, Charleroi.

Oulhaj, L., (2003), Présentation au comité d'accompagnement du cabinet des affaires sociales et de la santé, le 5 février et le 19 décembre, Jambes.

Petrella, F., (2003), 25 février 2003 : réunion du comité d'accompagnement de terrain : présentation de l'état d'avancement de la recherche et des résultats intermédiaires.

Petrella, F., (2003), 2 et 7 juillet 2003 : réunions du comité d'accompagnement de terrain en deux sous-groupes : présentation des premiers résultats et discussion en vue de la formulation de recommandations pour les politiques publiques.

Petrella, F., (2003), 18 décembre 2003 : présentation des conclusions de la recherche à tous les acteurs ayant participé à la recherche et/ou étant intéressés par le sujet.

Comités d'accompagnement :

Comités d'accompagnement Région wallonne et FSE ministre des affaires sociales

5 février 2003, Développement local, entrepreneuriat et services de proximité.

19 mai 2003, Développement local, entrepreneuriat et services de proximité.

19 décembre 2003, Développement local, entrepreneuriat et services de proximité.

Comité d'accompagnement SSTC

22 mai 2003 et 29 avril 2004, Economie sociale et cohésion sociale.

5.7. Autres services à la société : expertises, formations, conseils

de Briey, V., (2004-2005), Membre du Comité d'engagement de Credal, Coopérative d'épargne et de Crédit située à Louvain-la-Neuve (évaluation des demandes de micro-crédits) (réunions mensuelles).

de Briey, V., (2004-2005), Membre de la plate-forme belge 'Micro-finance' (espace informel de réflexion et d'échanges entre experts) dont l'activité principale en cours de l'année 2004 a été la préparation de l'année internationale '2005' consacrée à la micro-finance par les Nations Unies.

de Briey, V., (2004-2005), Membre du groupe de recherche GRAP-OSC (Groupe de recherches inter-disciplinaire en appui au politique sur le thème des Organisations des Sociétés Civiles (OSC) au Sud : développement, économie sociale et coopération) financé par la CUD (coopération universitaire au développement). Ce GRAP implique également l'Université de Liège, l'Université Libre de Bruxelles et l'Université de Mons-Hainaut. Il est supervisé par la DGCD (Direction Générale de la Coopération au Développement).

Lemaître, A., Cours d'introduction à l'économie sociale, données aux étudiants en sciences économiques et de gestion des Facultés Notre-Dame de la Paix à Namur (2h), 24 mars 2004.

Nyssens, M., Membre du Conseil Supérieur de l'emploi, 1997 – 2005.

Nyssens, M., Membre du jury ARCO sur le « non-marchand ».

Nyssens, M., Membre du Jury Roger Vanthournout « économie sociale ».

Oulhaj, L., Lemaître, A., Membres du Groupe Nord/Sud d'Economie Sociale et Solidaire.

Petrella, F., Platteau, A., Membres du Comité de rédaction de Traverses – Baanbreker, magazine fédéral de l'économie sociale.

Petrella, F., Membre de la Plate-forme des services de proximité de la Fondation Roi Baudouin en tant qu'expert scientifique. Plusieurs rencontres de cette plate-forme et de groupes de travail thématiques ont eu lieu entre mars et septembre 2003.

Petrella, F., Exposé sur « Les contours et finalités de l'économie sociale », dans le cadre du cours de Paul Favraux, troisième licence, programme FASEG, 31 mars 2003.

6. Thèses en lien avec les recherches du Cerisis, mémoires, encadrement de stages

Encadrement de thèses

de Briey, V., (2003), « Elaboration d'un cadre d'évaluation de la performance d'institutions de micro-financement : Etudes de cas à Santiago (Chili) », thèse de doctorat présentée en vue de l'obtention du titre de docteur en sciences de gestion, juin, 377p., sous la supervision des Professeurs R. Cobbaut et Marthe Nyssens.

Lemaître, A., (SPED), (en cours), « Analyse comparative de l'encastrement des entreprises sociales au sein des politiques publiques, du marché et des relations de réciprocité par l'étude de leurs relations économiques externes. M. Nyssens (promotrice), G. Liénard (membre comité accompagnement)

Petrella, F., (2003), « Une analyse néo-institutionnaliste des structures de propriété 'multi-stakeholder' : une application aux organisations de développement local », 15 décembre 2003, sous la supervision du Professeur Marthe Nyssens.

Membres de comité d'accompagnement de thèses

Sophie Charlier (SPED)

Ana Mercedes Sarria Icaza (SPED)

Encadrement de mémoires, de stages

Lhuillier, V., (2003), Encadrement du mémoire de Bénédicte Sohet, « Les services d'accueil extrascolaire à Ottignies-Louvain-La-Neuve : études de cas ».

Nyssens, M., en ECON, à la FOPES et en SPED.

PRESENTATION DE L'EQUIPE CERISIS

Direction

Georges LIENARD
docteur en sociologie, professeur

Equipe Enseignement

- *Responsable de projets*
Bernard DELVAUX, maître en sociologie
- *Chercheurs*
Sophie CHASSE, licenciée en sociologie
Julie COLEMANS, licenciée en sociologie
Magali JOSEPH, licenciée en sociologie et criminologie
Eric MANGEZ, docteur en sociologie

Equipe Economie sociale

- *Responsable de projets*
Marthe NYSSSENS, docteur en économie, professeur
- *Chercheurs*
Valérie DE BRIEY, docteur en gestion
Bérengère DUPUIS, licenciée en économie
Andreia LEMAITRE, maître en économie et DEA en Développement
Vincent LHUILLIER, docteur en économie
Leila OULHAJ, licenciée en économie
Francesca PETRELLA, docteur en économie
Alexis PLATTEAU, maître en économie
Marie-Catherine VERMER, licenciée en économie

Equipe Insertion

- *Responsable de projets*
Ginette HERMAN, docteur en psychologie, professeur
- *Chercheurs*
David BOURGUIGNON, docteur en psychologie
Christine DALLA VALLE, licenciée en psychologie
Donatienne DESMETTE, docteur en psychologie, professeur
Mathieu GAILLARD, licencié en psychologie
Dany JOURDAN, licencié en psychologie
Georges LIENARD, docteur en sociologie, professeur

Secrétariat

- *Responsable administrative*
Viviane FAUCON
- *Secrétaire gestionnaire*
Pascale ANDRE

PUBLICATIONS

Cahiers du CERISIS

NYSSENS M. et PETRELLA F., « L'organisation des services de proximité à Charleroi : vers une économie plurielle ? », *Les cahiers du Cerisis*, 96/1, 1996.

DELVAUX B., DOURTE F., VERHOEVEN M., « Transformation du métier d'enseignant : Pratiques et représentations des intervenants », *Les cahiers du Cerisis*, 96/2, 1996.

GAUSSIN C., « Analyse multidimensionnelle du coût des entreprises de formation par le travail en Wallonie », *Les cahiers du Cerisis*, 97/3a, 1997.

LEFEVRE C., « Un modèle multidimensionnel de la qualité de vie. Analyse des bénéfices des entreprises de formation par le travail en Hainaut », *Les cahiers du Cerisis*, 97/3b, 1997.

« L'enseignement secondaire dans le bassin scolaire de Charleroi Ecoles, élèves et trajectoires scolaires », *Les cahiers du Cerisis*, 97/4, 1997.

JAMINON Ch. et HERMAN G., « Parcours d'insertion et dispositifs. Analyse des pratiques d'insertion socio-professionnelle à La Louvière », *Les cahiers du Cerisis*, 98/5, 1998.

GILAIN B., JADOUL B., NYSSENS M., PETRELLA F., « Les services de proximité. Quels modes d'organisation socio-économiques pour quels enjeux ? », *Les cahiers du Cerisis* 98/6, 1998.

GILAIN B., « Les enjeux liés à l'organisation de l'aide à domicile », *Les cahiers du Cerisis*, 98/7, 1998.

DESMETTE D., HERMAN G., « Conditions et effets du développement du Sentiment d'Efficacité Personnelle au cours d'une formation qualifiante », *Les cahiers du Cerisis*, 98/8, 1998.

MANGEZ E., DOURTE F., DELVAUX B., LIENARD G., « Les enseignants et leur métier. Construction d'un questionnaire », *Les cahiers du Cerisis*, 98/9, 1998.

HERMAN G. et VAN YPERSELE D., « L'identité sociale des chômeurs », *Les cahiers du Cerisis*, 98/10, 1998. (Recherche menée en partenariat avec la MIREC)

« Les acteurs et leur contexte. Analyse des processus de transformation réciproque », Textes des conférences du Colloque du Cerisis, Charleroi – 25/11/98, *Les cahiers du Cerisis*, 99/11, 1999.

MANGEZ E., DELVAUX B., DUMONT V. et DOURTE F., « Les enseignants face à la transformation de leur métier. Enquête auprès des enseignants du premier degré », *Les cahiers du Cerisis*, 99/12, 1999.

JADOUL B., « Le financement des services de proximité par les politiques actives d'emploi. Une évaluation du coût pour les pouvoirs publics », *Les cahiers du Cerisis*, 2000/13, 2000.

JAMINON C., « Affiliation et parcours d'insertion : quels processus à l'œuvre ? Analyse longitudinale d'une population ayant transité par un dispositif d'insertion », *Les cahiers du Cerisis*, 2001/14.

DESMETTE D., LIENARD G., « Les parcours d'insertion des chômeurs. Analyse et propositions », *Les cahiers du Cerisis*, 2001/15.

LEFEVRE C., « Qualité de vie multidimensionnelle et formation par le travail. Une étude longitudinale en Hainaut », 2001/16.

DEPREZ A., « Enseignement qualifiant et socialisation. Le cas des services sociaux et familiaux. », *Les cahiers du Cerisis*, 2001/17.

OULHAJ L., « Le service des gardes à domicile. Une innovation sociale dans l'aide à domicile en Wallonie ? », *Les cahiers du Cerisis*, N° 18, 2004.

DESMETTE D., « La prépension. Le moyen d'échapper à l'identité stigmatisante de « travailleur âgé », *Les cahiers du Cerisis*, N° 19, 2004.

OULHAJ L., Les parties prenantes de la relation de service. Illustration à partir du secteur de l'aide à domicile, *Les cahiers du Cerisis*, N°20, 2004.

GALAND B., NACHTERGAEL H., LECOCQ C., PHILIPPOT P., Représentations et attitudes à l'égard des personnes sans abri en Belgique, *Les cahiers du Cerisis*, N°21, 2004.

PETRELLA F., Une analyse des structures de propriété partenariale. Le cas des organisations de développement local, *Les cahiers du Cerisis*, N°22, 2004.

PETRELLA F., Le partenariat : avantages et limites dans le cas d'organisations de développement local, *Les cahiers du Cerisis*, N°23, 2004.

DELVAUX B., Méthode de définition des espaces d'interdépendance entre écoles, *Les cahiers du Cerisis*, N°24, 2005.

DALLA VALLE C., DESMETTE D., LIENARD G., HERMAN G., Actions, publics et effets de dispositifs d'insertion sociale, *Les cahiers du Cerisis*, N°25, 2005.

Autres

« La Transformation du métier d'enseignant. Ce qu'en disent les profs », Synthèse du Cahier du Cerisis 99/12, 1999 , 30 p.

DEPREZ A., « La socialisation des élèves dans l'enseignement de qualification. Le cas des sections 'auxiliaire familial et sanitaire' et 'éducation de l'enfance' », Recherche financée par le Fonds Social Européen dans le cadre de l'Objectif 1 Hainaut, Rapport final, Mars 2000.

MANGEZ E., JOSEPH M. et DELVAUX B., « Les familles défavorisées à l'épreuve de l'école maternelle. Collaboration, lutte, repli, distanciation », Recherche financée par le Cabinet Nollet , Rapport final, Octobre 2002.

CHASSE S. et DELVAUX B., « Coordination et concertation inter-écoles dans l'enseignement fondamental. Limites et potentialités de la régulation intermédiaire », Recherche financée par le Cabinet Nollet, Rapport final, Juin 2004.

Livres

LIENARD G. (Ed.), (2001), « L'insertion : défi pour l'analyse, enjeu pour l'action », Mardaga, Sprimont, 287p.

LAVILLE J.L., NYSSSENS M. (sous la direction de), (2001), « Les services sociaux entre associations, Etat et marché. L'aide aux personnes âgées », La découverte, M.A.U.S.S./C.R.I.D.A.

CHARLIER S., NYSSSENS M., PEEMANS J.P. et YEPEZ DEL CASTILLO I. (coordonné par), (2004), « Une solidarité en actes. Gouvernance locale, économie sociale, pratiques populaires face à la globalisation », UCL Presses universitaires de Louvain.

DELVAUX B., GIRALDO S. et MAROY C., (2005), « Réseaux et Territoires. Les régulations intermédiaires dans le système scolaire en Communauté française », UCL Presses universitaires de Louvain.

CERISIS Info

Depuis novembre 1996, un feuillet semestriel informe des derniers développements des recherches, des publications du Centre et des journées d'étude organisées dans les mois qui suivent.

RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

CERISIS-UCL

Boulevard Devreux 6
B-6000 CHARLEROI

Direction

Georges LIENARD
0032 (0) 71 20 25 27
lienard@opes.ucl.ac.be

Secrétariat

Viviane FAUCON
0032 (0) 71 20 25 25
faucon@opes.ucl.ac.be

Pascale ANDRE
0032 (0) 71 20 25 26
andre@opes.ucl.ac.be

Télécopieur 0032 (0) 71 20 25 30
Site Web : <http://cerisis.opes.ucl.ac.be>

FORTIS : CERISIS – UCL, Boulevard Devreux 6, 6000 Charleroi
N° 271-0366346-09

Achévé d'imprimer en septembre 2006